l'unité

N° 318 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 8-14 décembre 1978



Industries: le "redéploiement" qui tue

deux styles de vie.

Devenez propriétaire avec toutes les garanties techniques et financières d'un groupe qui a déjà réalisé 65.000 maisons en Europe.

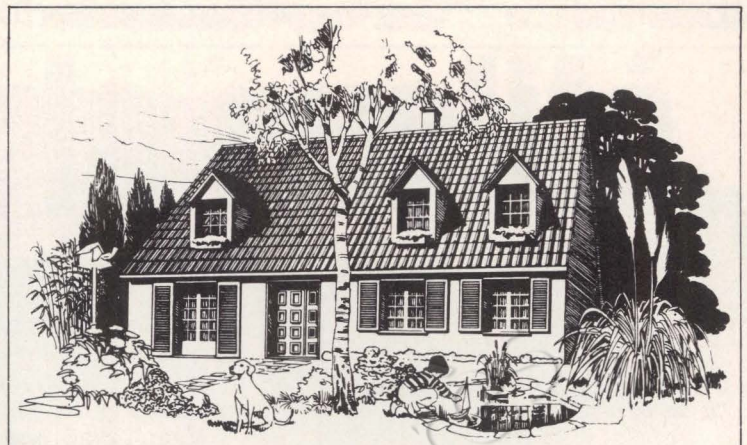


Modèle Alezan type V et VI.

* Prix moyen régional Alezan type V. 210 000 F ferme et définitif terrain compris, valeur livraison actuelle.

DANS UNE RÉSIDENCE-VILLAGE

Une formule privilégiée : avec un 1er versement minime, maximum de financements aidés par l'État. Une garantie chômage et un contrat d'un an à l'essai dans votre maison. Le prix couvre tout : terrain, construction, finitions et toutes formalités.



Modèle ESPACE Type V

Modèle ESPACE Type V avec lucarnes : 178 100 F, prix régional, ferme et révisable, au 1/10/78, terrain non compris.

DANS UNE MAISON SEMI SUR LE TERRAIN DE VOTRE CHOIX

Une gamme originale de maisons en maçonnerie traditionnelle. Nous contrôlons chaque étape de la construction, confiée à des entreprises de votre région. Tout cela pour des prix vraiment compétitifs et sans surprise.

Je désire recevoir sans engagement et gratuitement

☐ **votre brochure «Résidence Village GMF»** ☐ **votre brochure «Maisons SEMI»**

Nom_____

Adresse_____

_____ Tél._____

U 12/78

GROUPE MAISON FAMILIALE

GMF

21, rue de la Boétie, 75008 PARIS
Tél. : 265.68.64



Banque Centrale des Coopératives

Banque du Mouvement coopératif depuis plus de 30 ans la BCC est aussi la banque de tous ceux qui – associations, mutuelles, coopérateurs – ont avec la coopération des liens de pensée ou d'action

Agences région parisienne : Paris - Boulogne

Agences province :

Douai - Lille - Dunkerque - Nancy - Limoges - Lorient - Niort
Châtellerault - Rouen - Caen - Valence - St-Etienne - Lyon
Bordeaux - Strasbourg - Toulon - Marseille

Pour tous renseignements : tél. 233.44. 71

bcc

L'EFFICACITÉ DE LA COOPÉRATION

Siège social : 12, place de la Bourse, 75002 Paris

sommaire

4 **Social**

Industries : le « redéploiement » qui tue
** Saint-Etienne en lutte pour sa survie, par Guy Perrimond*
** Lens : une région entière à l'agonie, par Emmanuèle Plas*

9 *C.g.t. : ouverture irréversible... et limitée, par Michèle Kespi*

10 **Parti socialiste**

La ligne d'Epinay, par François Mitterrand

21 *Que la sagesse l'emporte, par Pierre Bérégovoy*

12 **Economie**

Un budget recroquevillé, frileux, injuste, par Laurent Fabius

14 **Monde**

Vietnam : les pièges de la paix, par Emmanuèle Plas

16 **France**

Bricolage et tripotage sont les deux mamelles du sondage, par Jérôme Roland

22 **Société**

La Justice aux citoyens, par Jean-Loup Reverier

24 *Pau : la qualité de la ville ne fait pas recette, par Frédérique de Gravelaine*

25 *Languedoc : l'aquaculture, c'est ce qui reste quand on a tout essayé, par Marie-José Bernardot*

26 *Sectes : nous aussi, nous avons nos « fous de Dieu », par Alain Vivien*

29 **Spectacles**

Chante-Claire, par Jean-Paul Liégeois

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 27), Aigles (page 5), Barrigue (page 13), Cagnat (page 16), Coureuil (pages 17, 18, 19), Demoulin (page 1), Keystone (pages 7, 31), Xavier Lambourg (page 9), Pascal Lebrun (pages 12, 20, 23, 26, 29), Pym (pages 4, 6, 8, 25, 32), Solo (pages 22, 31), Sygma (pages 6, 14, 15), Viva (page 7).

• *« L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.*

NOTRE campagne d'abonnements-cadeaux devait prendre fin le 1er décembre. Mais devant le succès qu'elle continue de remporter (une moyenne de 250 à 300 nouveaux abonnements chaque jour) nous avons décidé de la prolonger d'un mois. Ce qui permettra également à tous ceux dont l'abonnement arrive à échéance (ils sont particulièrement nombreux pendant les prochaines semaines) de profiter, en le renouvelant, de l'offre exceptionnelle valable pendant cette période au terme de laquelle nous sommes convaincus que « l'Unité » aura accompli un important bond en avant.

Rappelons donc que toute personne souscrivant avant le 31 décembre (c'est aussi une occasion de vous faire ou de faire à l'un de vos amis un cadeau de Nouvel An) un abonnement ou un réabonnement d'un an (180 F) recevra gratuitement l'un ou l'autre de deux ouvrages particulièrement chers à tout lecteur de « l'Unité » :
— soit le livre de François Mitterrand « l'Abeille et l'architecte » (Flammarion) ;
— soit celui de Jean-Paul Liégeois « Gens de liberté » (Denoël), recueil d'une série de trente et un entretiens réalisés pour « l'Unité ».

Il suffit à chacun de remplir le bulletin ci-dessous, en cochant les mentions retenues.

Nous comptons sur votre réponse rapide à notre appel. Et, d'avance, nous vous en remercions.

Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
• abonnement d'un an (180 F) ☐
• abonnement de six mois (110 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante
☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Avec mon abonnement d'un an, je désire recevoir

☐ le livre de François Mitterrand



☐ le livre de Jean-Paul Liégeois



Date Signature

Industries : le "redéploiement" qui tue

Quand on leur parle de crise, de chômage, d'inflation, de stagnation de la production, le président de la République et les membres du gouvernement se gargarisent d'une expression qui semble être leur réponse à tous les maux dont souffre l'économie française: le « redéploiement industriel ». A les entendre, ce serait la panacée qui placerait la France en bonne position de compétitivité pour la fin du XX^e siècle. Si certaines grosses firmes ont tout lieu de s'en réjouir, ce redéploiement condamne dès aujourd'hui à mort des villes et des régions entières. Deux exemples cette semaine, parmi des dizaines d'autres : Saint-Etienne et Lens.





Manifestation à Saint-Etienne après l'annonce des licenciements. En tête, les élus socialistes.

Saint-Etienne en lutte pour sa survie

La chasse aux canards boiteux est ouverte. Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, René Monory, le C.n.p.f. et quelques autres, un œil sur le tiroir-caisse, l'autre sur les « industries du futur », insensibles au niveau atteint par le chômage, « redéploient » l'industrie française. L'impératif est connu : s'adapter à la nouvelle division internationale du travail qui, peu à peu, se met en place, permettre à quelques-unes des entreprises françaises les mieux placées de tirer leur épingle du jeu, c'est-à-dire faire un peu plus de bénéfices. Le reste, tout le reste, étant qualifié de « canard boiteux ».

Pour les premiers des crédits, des subventions, des marchés, l'aide active de l'administration, du gouvernement, des banques. Pour les autres, rien, la rationalité économique faisant loi. Le raisonnement officiel est connu : à quoi bon aider des firmes en difficulté, des secteurs non rentables ? Si l'on veut « sortir de la crise », il faut miser sur les bons chevaux. Elémentaire, non ?

Quant à rechercher pourquoi une entreprise est en difficulté, à partir de quel critère un secteur n'est plus rentable, c'est un débat secondaire sans intérêt. Et si l'on y regardait de plus près ?

Manufrance. Cette « vieille dame » de quatre-vingt-trois ans est depuis 1975 le portrait robot du « canard boiteux ». Le diagnostic, publié urbi et orbi, semble clair : chaque année l'entreprise perd un peu plus d'argent ; ses capitaux propres ont fondu et elle est incapable de faire face à ses échéances ; ses productions ont vieilli, la concurrence étrangère est de plus en plus forte. Cela suffit à condamner une « entreprise ». L'argument est simple : on ne peut pas pour être « social », pour maintenir l'emploi, utiliser des fonds publics utiles ailleurs. Depuis plusieurs années, ce discours a été fait des centaines de fois. Le résultat est connu : il y aura bientôt un million et demi de chômeurs !

Une image de qualité

Manufrance, la « vieille dame », a quelques autres caractéristiques qu'il ne faudrait pourtant pas oublier.

► Une évidence : elle a une image de « qualité » qui peut faire sourire, mais qui durant des décennies lui a permis de vendre. Ses fabrications — une faible part de sa vente — à taille humaine, des objets de consommation durables (armes, cycles, machines à coudre), ont autant fait pour sa réputation que son catalogue. Cette image est un atout. Mais limité à l'Hexagone.

► Manufrance n'appartient à aucun groupe financier. Mieux, c'est une municipalité — de gauche aujourd'hui — qui est, avec 29,84 % du capital, le premier actionnaire. Depuis de longues années, cela a pesé. L'équipe municipale précédente, dirigée par Michel Durafour, se « désintéressait » de la gestion de la firme. La Banexi, une filiale de la B.n.p., n'étant pas parvenue à ses fins — un rapprochement avec les autres grands de la vente par correspondance et une éventuelle opération immobilière au cœur de Saint-Etienne —, s'est désintéressée de l'avenir de la firme. Quant aux familles « héritières », elles se sont visiblement intéressées à autre chose.

► Manufrance a connu depuis plus de vingt ans une gestion très particulière : l'âge moyen de son parc de machines-outils est de vingt-neuf ans ! Durant de longues années, les investissements industriels furent presque nuls, les investissements commerciaux hasardeux. Tout se passait comme si l'on voulait laisser mourir lentement une entreprise.

► Manufrance, enfin, et cela n'est jamais dit, peut être rentable selon les normes actuelles. Il existe un marché pour ses productions ou celles qu'elle commercialise, ce qui est rare par les temps qui courent. Allez demander à un sidérurgiste quel est son marché ! Il n'en est pas de même pour la firme de Saint-Etienne. Certes, la concurrence est devenue âpre sur les armes de chasse. Le gouvernement, qui, par des biais plus ou moins avoués, soutient d'autres marchés plus « coûteux », pourrait, en définissant une politique claire, permettre un maintien de ces fabrications. Les cycles sont redevenus à la mode, et quelques investissements judicieux, une direction industrielle cohérente pourraient permettre de rentabiliser la division industrielle. Enfin, la qualification du personnel, sa réputation devraient permettre d'envisager d'autres productions, elles aussi rentables. →

On est loin du « canard boiteux », sans avenir. Pourquoi, dès lors, ce laisser-aller, le manque d'intérêt pour une entreprise qui aurait très bien pu redémarrer ? Les trois grands objectifs économiques du gouvernement — équilibrer la balance commerciale, donc exporter, « rattraper » la R.f.a., concentrer l'industrie française autour de pôles solides — peuvent aider à comprendre les « malheurs » de Manufrance et l'indifférence du gouvernement à son égard.

Equilibrer la balance commerciale, c'est, pour le gouvernement, d'abord aider les firmes qui exportent l'essentiel de leur production. Ce n'est pas le cas de Manufrance. Elle n'aura donc droit à aucun égard. Rattraper la R.f.a. implique de dégager des excédents à l'exportation. Car ce sont ses excédents qui permettent au deutsche mark de s'apprécier constamment, limitant la hausse des prix. Manufrance n'aide pas à dégager de tels excédents, pourquoi voulez-vous qu'on l'aide ? Concentrer l'industrie française, c'est offrir aux groupes qui existent, à ceux qui dépendent de « vrais » financiers, l'occasion d'absorber tout ce qui passe à leur portée, et en particulier les secteurs rentables des firmes en difficulté. Manufrance peut permettre — une fois démantelée — quelques substantiels bénéfices. Son secteur édition, par exemple, est bénéficiaire ; elle possède des biens immobiliers importants, dont sept hectares dans le centre de Saint-Etienne. Pourquoi voulez-vous dans ces conditions que l'on aide Manufrance à survivre ? Pour éviter le chômage à 500, 1 300, 2 600 personnes ?

Dès lors, la lecture des événements qui se sont succédé depuis le début de la crise de Manufrance devient plus facile.

1975, 1976, les déficits s'accumulent. Poursuivant sur l'inertie des vingt années précédentes, rien n'est fait pour améliorer les performances de l'entreprise. Ni sur le plan des structures, ni sur celui des productions. On ne résout rien, on attend que la situation devienne irréversible.

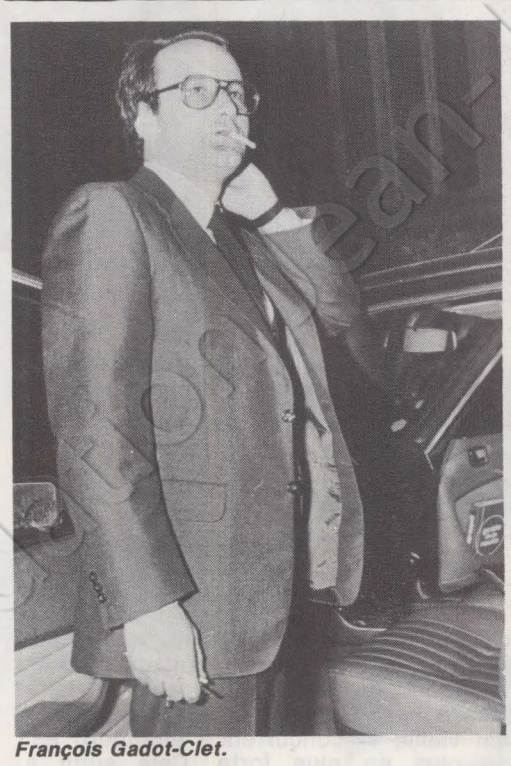
La valse des P.-d.g.

Début 1977, compliquée par une campagne électorale qui va voir la municipalité « changer d'équipe », la situation s'aggrave : des demandes de mise à la retraite anticipée sont faites par la direction. Après les élections, le P.-d.g. de l'époque, André Blanc, propose un premier plan de sauvetage. La nouvelle municipalité le refuse, le P.-d.g. démissionne. Va s'engager alors une lutte feutrée. D'un côté, prouver que l'entreprise n'est pas viable, qu'il faut arrêter la production, faire éclater les différents secteurs, trouver ailleurs des partenaires financiers. De l'autre, maintenir l'emploi, assurer la survie jugée possible, arriver à un équilibre financier permettant, à terme, la rentabilité. Les P.-d.g. vont changer, les créanciers iront devant le tribunal de commerce, et le gouvernement, favorable au démantèlement, ne bougera pas.

Février 1978. François Gadot-Clet est nommé P.-d.g. C'est le cinquième en onze mois. Il est trop tôt pour liquider l'entreprise ; et le gouvernement, la situation politique étant ce qu'elle est, se contentera de la paralyser : il suffira de ne pas lui apporter le ballon d'oxygène nécesaire, de l'argent liquide.

Juin 1978. Le « plan de la dernière chance » : il implique 342 licenciements, mais permet d'espérer. La municipalité l'accepte, car « le refuser, c'était accepter la fermeture de l'entreprise ». Accepter n'empêche pas la lucidité. La fédération du P.s. publie un communiqué où elle explique que « les licenciements actuels risquent fort de n'être que le début ».




François Gadot-Clet.

Gadot-Clet, qui visiblement n'avait aucune des qualités nécessaires pour gérer une telle entreprise, si ce n'est un sens de la publicité fort utile, annonce semaine après semaine que « ça va s'arranger », que « la solution est en vue ». Cet optimisme améliore la situation commerciale et rend le sourire aux créanciers. Les fournisseurs se mettent à affirmer : « Ils vont s'en sortir », et le crédit revient.

Pourtant, rien n'est fait, dans l'entreprise, pour améliorer la gestion. La division industrielle n'a toujours pas de direction, Gadot-Clet ne trouve pas de financier désireux de participer à l'aventure. A vrai dire, il lui arrive parfois de les décourager. Côté gouvernement, c'est toujours le silence. Au plus fort de la première crise, « on » avait parlé d'un apport de cent millions. Vingt furent promis. Huit furent versés.

Le ministre de l'Industrie, René Monory, ne cache pas ses objectifs : pour lui, la seule solution passe par des licenciements et le démantèlement. Comme certains secteurs sont excédentaires, le démantèlement et leur rachat au rabais font briller d'envie bien des yeux. Si Hachette s'est intéressée au rachat du « Chasseur français », est-ce un hasard si l'on a prononcé le nom de Robert Hersant, avec qui Gadot-Clet avait de bons rapports lorsqu'il faisait partie du cabinet d'Edgar Faure ?

Mi-novembre, on recommence à parler de dépôt de bilan. Le 28, Gadot-Clet propose au comité d'administration de mettre un terme aux espoirs de tous. Malgré des résultats positifs, bien que le plan adopté au début de l'été n'ait pas été appliqué, tout ce que le P.-d.g. trouve à proposer aux salariés est le chômage immédiat pour la moitié d'entre eux, le démantèlement de la firme, la vente au plus offrant — et l'on offre peu dans ces cas-là — des secteurs rentables. Le gouvernement continue à se taire. Les représentants de la municipalité, dont Bruno Vennin (un des adjoints socialistes), refusent ce plan, demandant au P.-d.g. d'appliquer celui pour lequel il avait été élu.

Le 30 novembre, le tribunal de commerce demande à Gadot-Clet d'appliquer son plan initial : la situation est bloquée, c'est l'impasse. Le gouvernement se tait toujours.

A Saint-Etienne, on sait que le redressement déjà amorcé devrait permettre à l'entreprise de « s'en sortir ». Pour cela, il faudrait en finir avec la gestion — la non-gestion, devrait-on dire — pratiquée depuis vingt ans. Il faudrait que le gouvernement prenne ses responsabilités, qu'une restructuration du secteur industriel ait lieu avec l'aide de l'Institut du développement industriel, par exemple. A vrai dire, rien de tout cela ne séduit ministres ou financiers. Ces derniers, Gadot-Clet le répète à qui veut l'entendre, se refusent d'investir dans une entreprise où une majorité de gauche a un pouvoir de contrôle non négligeable. Alors qu'une gestion « privée » a montré son incapacité à assurer la survie d'une entreprise, ils ne veulent pas qu'une municipalité prouve qu'elle peut aider à faire « tourner la baraque ». Mieux, ils rêvent de lui faire porter la responsabilité de l'échec définitif. Il faut bien penser aux prochaines élections !

La « vieille dame » de Saint-Etienne n'avait rien du canard boiteux. De longues années durant, elle fut bénéficiaire. Elle cessa de l'être à la suite du laxisme, de l'incompétence de directions successives. Aujourd'hui, plutôt que d'aider à relancer la machine — et Saint-Etienne en aurait bien besoin —, le gouvernement et les banques laissent pourrir la situation. Manufrance, ne travaillant pas à l'exportation, ne faisant pas partie d'un groupe puissant, n'a pas sa place dans le redéploiement industriel. Elle est déjà d'un autre monde. Tant pis pour elle.

Restent les salariés, leurs syndicats, une municipalité de gauche. C'est peu ? Mais cela est peut-être suffisant pour empêcher un mauvais coup de plus de réussir : mardi, un débrayage massif et une manifestation avaient lieu. Ils ne se résigneront pas, car ils savent que la liquidation coûterait à la collectivité une dépense trois fois supérieure à celle promise par l'Etat pour sauver la « vieille dame ».

GUY PERRIMOND



Lens: une région entière à l'agonie

De notre envoyée spéciale

« On a tué un bassin minier », déclare André Delelis, maire socialiste de Lens depuis 1966 et qui représente la treizième circonscription du Pas-de-Calais à l'Assemblée nationale depuis 1967. Cette déclaration n'a rien d'exagéré ; elle se traduit en chiffres : 220 000 emplois supprimés depuis la Libération ; 17 salariés sur 100 sont chômeurs. Il y avait, à la fin d'août 1978, 9 204 demandeurs d'emploi non satisfaits ; fin octobre, ils étaient 11 359 : une « progression » de 23 % en deux mois !

1963 est l'année charnière de cette mort lente. Les mineurs mènent une grève dure. Le gouvernement de Gaulle-Pompidou décrète la réquisition. Les mineurs refusent, à l'unanimité. Le conflit se prolongera un mois. « C'est à partir de là que de Gaulle a voulu régler son compte au bassin minier, dit André Delelis. En 1962, alors que nous réclamions la création d'une zone industrielle, on nous avait répondu qu'on avait besoin de mineurs et qu'il y avait du charbon pour cinquante ans. En 1964, on a commencé à nous dire que le gisement s'épuisait et que, de toute manière, le charbon coûtait plus cher que le pétrole. Or, depuis 1973, le pétrole est aussi cher que le charbon. Mais, même si le charbon coûtait effectivement plus cher, c'est une source d'énergie nationale. »

Depuis quinze ans, les élus de la région minière se battent pour sauver le bassin houiller et leur région. A noter que 92 % des communes de la région minière du Pas-de-Calais sont dirigées par des socialistes ou par des communistes : une raison, disent certains observateurs, pour le gouvernement de ne pas nous ménager.

Et pourtant, que de promesses ! En 1974 encore, lors de la catastrophe de Liévin, qui fit quarante-deux morts, Chirac, alors Premier ministre, ne déclarait-il pas : « Je suis là pour dire à cette région, une fois de plus cruellement éprouvée, qu'au-delà de ces jours de deuil elle doit garder l'espoir, car je l'assure que tout sera fait pour qu'elle-même et ses enfants puissent regarder l'avenir avec confiance. » En 1975, Chirac encore, lors d'un voyage dans le Nord - Pas-de-Calais, prend l'engagement de rénover le bassin minier. Résultat : en 1983, au plus tard en 1985, tous les puits seront fermés.



La grève de 1963, à Lens.

Région de mono-industrie basée sur l'extraction et le traitement du charbon, la fermeture des puits atteint toutes les autres activités. Et d'abord, la carbochimie. Hippolyte Delory, quarante ans, responsable du groupe socialiste d'entreprise de la société H.g.d. (Huiles, goudrons, dérivés) — installée à Vendin-le-Vieil et qui dépend des Charbonnages de France —, est au cœur de la lutte que mènent les ouvriers de son usine contre les licenciements. En 1976, H.g.d. employait 690 personnes ; au début du mois de novembre dernier, il n'y en avait plus que 528. Dans un mois, il en restera 476. Et cependant, l'usine de Vendin-le-Vieil fabrique des produits de première nécessité : naphtaline, phénol, plastifiants.

« Peu à peu, nous avons vu disparaître nos fabrications. Il y a cinq ans, lorsque Benzyl Chimie, filiale des Charbonnages, a été créée en Belgique et reprenait l'une de nos plus importantes fabrications, nous avons compris qu'il s'agissait d'un démantèlement. La décadence et bientôt la fermeture de H.g.d., c'est un exemple →



→ de la dénationalisation de la chimie d'Etat », dit Hippolyte Delory.

Loin du charbon pourtant, L.t.c. (Laminoirs, tréfileries et câbleries) de Lens licencie elle aussi : le 29 août, près de 300 personnes étaient mises au chômage. Il n'y a guère longtemps, décrocher un travail à L.t.c., c'était la sécurité. Lucien Balavoine, trente ans, qui y travaillait depuis huit ans, le croyait, comme tout un chacun ici. Son père, mineur, avait dit comme tant d'autres à l'adresse de la mine : « Tu m'as eu, mais tu n'auras pas mon fils. » Lucien était entré aux Laminoirs comme balayeur ; il était régleur de fours de trempe lorsqu'il a été licencié. Mais, parce qu'il a été formé à l'usine, sa qualification n'est pas reconnue ailleurs. Quoi qu'il en soit, de Béthune à Lens, on ne trouve plus que de rares emplois, tout juste payés au Smic.

On dit aussi que les licenciements aux Laminoirs auraient peut-être d'autres raisons que celles, financières — les banques ne voudraient plus avancer de liquidités —, invoquées par la direction. Car l'entreprise avait fait de très gros investissements ces dernières années, une usine avait été construite à Loison-sous-Lens, et L.t.c. dépend du groupe belge Becart et de la banque de Suez ! Mais voilà, le comité d'entreprise est très structuré, les ouvriers sont syndiqués à 85 ou 90 % à la C.g.t. : « Le patron a les machines ; le syndicat a les ouvriers », dit-on à l'usine. Alors, sous couvert de difficultés financières, le licenciement collectif serait une façon pour les actionnaires de reprendre en main l'entreprise.

Il y avait une autre entreprise lensoise où ceux qui rêvaient d'échapper à la mine étaient sûrs de faire toute leur carrière : le Génie civil. Une entreprise de bâtiment qui emploie 1 650 personnes dans toute la France, dont 150 à Lens. A l'origine, une entreprise lensoise mais de dimensions nationales qui employait 2 000 ouvriers dans la région et avait des antennes à Paris, Marseille et Montpellier et qui était la plus grosse entreprise du Pas-de-Calais. Les travaux réalisés aux quatre coins de la France, de la raffinerie de Dunkerque à l'immeuble de la Grande Motte, en passant par la centrale de Porcheville, sont la preuve de la haute technicité de son personnel. En 1972, elle a été reprise par Campenon-Bernard, qui dépend de Paribas, et la direction a été transférée à Paris. Depuis 1974, 1 200 ouvriers ont été licenciés. Les derniers lienciements ne datent que d'une quinzaine de jours ; ils ont touché 155 employés, dont 125 ouvriers.

Cette entreprise malade n'en a pas moins repris en location-gérance six entreprises dans le pays. Elle avait ouvert, en mai 1978, une usine de préfabrication à Loos-en-Gohelle, qui a été fermée au mois d'octobre... De l'avis des cadres du Génie civil lensois, le P.-d.g. ne cherche pas à se procurer du travail dans la région. La preuve : il n'aurait rencontré le maire de Lens que deux ou trois fois depuis 1975 ! Le conseil général a confirmé, pour sa part, que la direction du Génie civil n'avait pas participé à un certain nombre d'adjudications qui lui étaient ouvertes par les H.l.m.

Ces exemples et des dizaines d'autres ont plongé les travailleurs dans une morosité fataliste : « Ici, on a pris l'habitude de perdre son emploi », dit Charles Depoorter, adjoint au maire et secrétaire de la section socialiste de Lens. C'est contre cette attitude et pour que leur région ait un avenir que les élus lensois ont lancé, le 31 août dernier, une grande campagne ceux-là, se sont associés à cette campa- contre la mort de leur région. Les élus socialistes des autres communes minièrers, tels Henri Darras, député et maire de Liévin, Jacques Mellick, député et maire de Béthune, pour ne citer que gne. Sur le thème de la reconversion industrielle.

En 1967, déjà, le Comité d'expansion économique de l'arrondissement de Lens — fondé en 1962, grâce aux cotisations des municipalités, pour créer des perspectives nouvelles — avait patronné une opération « villes mortes ». Le 11 octobre 1978, les élus et les militants socialistes, F.o. et la C.f.t.c. appelaient à la même opération. Le P.c. et la C.g.t. avaient refusé sous prétexte qu'on ne mélange pas exploiteurs et exploités — le comité d'expansion compte aussi de petits et moyens industriels — alors qu'ils étaient partie prenante en 1967 : « Entre-temps, explique André Delelis, il y a eu rupture de l'Union de la gauche : le P.c. et la C.g.t. ont préféré, ici, sacrifier l'unité d'action aux divergences nationales. Ce qui est d'ailleurs en contradiction avec un discours de Robert Ballanger à l'Assemblée nationale, le 4 octobre, où il affirmait qu'il faut « créer des comités locaux de l'emploi comprenant des représentants des salariés et du patronat, des pouvoirs publics et des élus ».

Malgré cette absence, la journée a été un succès, de l'avis de tous les observateurs. Les commerçants s'y étaient associés : « Maintenant quand on vend une voiture, dit un garagiste, c'est le père ou la mère qui paie, c'est-à-dire les pensionnés des mines. Mais pour combien de temps encore ? Ces gens ne sont pas éternels ! »

De Lens à Béthune, de Hénin-Liétard à Liévin, tout a cessé de vivre le 11 octobre, comme dans ces cités minières de l'Ouest américain, abandonnées après épuisement des filons. 116 000 signatures ont été recueillies, puis emportées avec un cahier de doléances par un ballon jusqu'à Paris : « Une impressionnante unanimité », titrait un journal régional. Le lendemain, les élus allaient à Paris exposer cette situation au gouvernement.

Le 20 octobre, cinquante élus socialistes du Nord et du Pas-de-Calais, réunis à Arras, demandaient que l'Eat établisse d'urgence un plan de sauvetage pour la région. Le 4 décembre, élus en tête, les gens de la région minière ont organisé un convoi de 70 voitures sur Arras où ils ont été reçus par le préfet : « Ce n'est qu'un début, dit André Delelis. Dans le Nord, on est calme ; mais, puisqu'on nous accule au désespoir, il faut s'attendre à tout. »

EMMANUELE PLAS

C.g.t. : ouverture irréversible et limitée

De notre envoyée spéciale

UN congrès d'ouverture, oui. L'ouverture sans frontières, non. Quelles seront les limites de l'évolution constatée lors du 40e congrès de la C.g.t. qui s'est tenu la semaine passée à Grenoble ? Tant d'inconnues entrent en jeu — la volonté réelle de la direction de jouer à fond le jeu de la démocratie, les réactions des militants encore peu préparés à la pratique du débat contradictoire — qu'il serait hasardeux de se lancer dans des pronostics.

Après deux jours de discussions, Georges Séguy, répondant aux interventions, a estimé que son organisation avait atteint « en matière d'ouverture, de perfectionnement de la démocratie, un point de non-retour ». Constatation assortie d'un avertissement à ceux qui traînent la jambe : « Que cela plaise ou non, tout le monde doit en tirer les conséquences. » La partie de la direction confédérale qui aurait facilement négligé le vent de fronde soufflant dans les rangs de la C.g.t. a dû s'aligner — pour le moment — et Henri Krasucki est monté lui-même à la tribune vanter les bienfaits du renouvellement. Le délégué de base, lui, peu habitué à contester, n'a pas songé à mettre en question ces appels à la contestation. Fidèles disciples de l'unanimisme, les 2 300 congressistes ont, dans leur majorité, soutenu Georges Séguy dans ses efforts pour faire des assises de Grenoble un « congrès audacieux, novateur et conquérant ». Opération réussie. On parle déjà, à la C.g.t. et à l'extérieur, de l'esprit 40e congrès. Encore faut-il constater que la salle manifestait un certain flottement, applaudissant autant les interventions les plus classiques, les plus en retrait sur l'ouverture, que les critiques plus dures.

Il n'empêche que certaines mesures, proposées par le secrétaire général et adoptées par le congrès, sont loin d'être négligeables. Oui, a répondu Georges Séguy, la pratique du débat démocratique est une excellente chose, elle doit devenir « un mode de vie pour toute la C.g.t. ». La publication de tribunes de discussion dans la presse confédérale, commencée quelques mois avant le congrès, continuera. Oui, la manière de préparer les congrès est « trop souvent formelle ». Il n'y a pas de vote à la base, et de nombreux délégués traduisent mal dans leurs votes les nuances que les syndiqués expriment : c'est ainsi qu'une position majoritaire dans un syndicat devient, lors des congrès, une position unanime. Désormais, la direction de la C.g.t. recommande « une consultation, dans les formes qui permettent à tous les syndiqués de se prononcer par un vote, afin que la somme et le sens de ces votes puissent être recensés au congrès confédéral ». Enfin, toujours dans une perspective d'ouverture, le comité confédéral national (qui administre la C.g.t.) est mandaté « pour une meilleure représentation des courants de pensée à la commission exécutive de la C.g.t. ». C'est-à-dire que la C.e., qui compte aujourd'hui une centaine de membres, pourrait, dans six mois, lors du prochain C.c.n., accueillir en son sein plus de socialistes, de chrétiens ou de non-engagés politiquement.

Ces preuves d'ouverture ont satisfait ceux qui souhaitent une C.g.t. plus démocratique. Elles ont même provoqué de la part de Jean Schaeffer, socialiste et membre depuis trente ans des instances dirigeantes de la C.g.t., une émouvante intervention : « En venant à Grenoble, a-t-il déclaré, je n'avais aucune intention de prendre la parole. Ayant assisté, dans ma longue vie de militant, à une infinité de congrès de tout ordre, j'en étais venu à l'idée qu'il fallait subir périodiquement ce rituel nécessaire mais pesant. Concernant la seule C.g.t., je crois n'être intervenu qu'une seule fois dans un congrès, et encore parce que j'en avais reçu la mission... Tous ceux qui sont intervenus ici ont pu le faire dans des conditions sans



précédent... Quel chemin vient d'être parcouru... Il y a là, à mon avis, l'annonce de quelque chose de nouveau, et non plus la rencontre rituelle. »

L'ouverture, cependant, a ses limites, qui sont déjà apparues lors du congrès. Oui, Georges Séguy s'est livré à une amorce d'autocritique ; oui, la question sacrilège des rapports C.g.t.-P.c. a enfin été abordée. Mais l'autocritique ne va pas jusqu'à évoquer l'attitude de la C.g.t. pendant la campagne électorale, autrement que pour s'en justifier. On en reste à cette idée rebattue qu'une partie de la gauche, en se laissant entraîner dans la collaboration de classe, mettrait l'unité de la gauche en danger. On a pu également constater que les différents rapports étaient adoptés par 96 % de voix : 4 % d'abstentions et de votes hostiles, cela constitue, certes, un progrès, puisqu'ils étaient de 1 % au dernier congrès, mais cela n'apporte guère une preuve du renoncement à l'unanimisme. Quant à l'ouverture des organismes dirigeants aux différents courants de pensée, elle est pour l'instant plus théorique que réelle : trois nouveaux socialistes seulement siègent à la commission exécutive, ce qui porte leur nombre à sept. Une bien petite représentation, d'autant plus que l'ouverture n'est pas allée jusqu'à élire au bureau confédéral (seize personnes) des militants ayant exprimé des désaccords — ou même seulement des réserves — sur la ligne confédérale. Le monopole des communistes à la direction des fédérations et des unions départementales reste pour le moment intact : 80 % des secrétaires généraux de ces instances sont communistes.

Cela n'a pas empêché Edmond Maire de voir dans ce congrès « la possibilité d'une évolution positive de son principal partenaire syndical ». « Nous ne savons pas encore si un point de non-retour dans le débat démocratique est atteint, a ajouté le secrétaire général de la C.f.d.t. Il y a eu d'autres printemps éphémères. Et celui-là n'en est encore qu'à ses tout premiers jours. »

C'est également l'impression de ceux qui luttent pour des changements à la C.g.t. Ils sont partis de Grenoble satisfaits, mais prudents. « Une transformation fondamentale ne peut s'opérer en deux jours, constate l'un d'eux. Et une bonne partie des congressistes n'étaient pas prêts pour accepter l'esprit 40e congrès. »

MICHELE KESPI

La ligne d'Epinay

par François Mitterrand

Nous publions ci-dessous le texte intégral de la deuxième partie du discours de François Mitterrand à la convention du 25 novembre (voir « l'Unité » de la semaine dernière). Cette partie ayant été improvisée, son auteur en a lui-même établi le texte définitif.

J'évoquerai d'abord, pour mémoire, les raisons majeures qui nous ont conduits à rechercher à Epinay, et depuis lors, l'unité des socialistes.

Souvenez-vous de ces socialistes dispersés, divisés, éclatés, et qui n'étaient plus rien.

Il fallait choisir : ou bien construire un grand parti, où nous rassemblerions nos forces, nos idées et nos capacités, ou bien entretenir de multiples petites fractions, pures sans doute au regard d'elles-mêmes, mais impuissantes devant l'Histoire.

Nous avons choisi de faire un grand parti. Acceptons-en le risque et les contradictions.

Notre absence de l'Histoire, c'était faire place nette au Parti communiste, c'était laisser libre jeu au grand capital. Nous avons bâti l'unité, et je m'adresse à ceux qui l'ont faite : est-ce que cela ne les lie pas davantage que ne les divisent les querelles subséquentes ? Rien d'utile ne se fera qui ne sera dans la ligne de ce que nous avons naguère décidé.

Mais cette unité ne s'est pas réalisée seulement sur de bons sentiments ou pour faire nombre. Elle s'est cimentée autour d'une analyse sociale et d'une stratégie politique.

Une analyse sociale ? Il n'est pas de parti politique qui ne soit l'expression de forces sociales. Engagés dans la lutte des classes, nous sommes d'un côté, pas de l'autre. A Epinay, nous avons réenraciné les socialistes dans le terrain que l'Histoire leur désignait depuis l'avènement de la société industrielle. Puis, en définissant, deux ans plus tard à Grenoble, le front de classe, nous avons jalonné le champ de notre action.

Une stratégie politique ? Elle porte un nom : l'Union de la gauche. Sans doute l'association de ces mots a-t-elle perdu de sa vertu à cause du comportement sectaire des dirigeants communistes. Mais la réalité profonde qu'elle exprime, l'Union des forces populaires, traduction politique du front de classe des travailleurs en lutte sous l'effet de l'exploitation qu'ils subissent, continue d'être puissamment ressentie par les masses. Ni l'exploitation ni la lutte n'ont disparu avec les élections de mars 1978. Au contraire, elles se sont amplifiées en même temps que la crise. Et la nécessité de l'union, à mes yeux évidente, doit redevenir à la base une pratique, quels que soient les obstacles dressés par l'état-major du Parti communiste.

J'ajoute que cette Union de la gauche, pour la première fois dans notre histoire et même je crois dans l'histoire de l'Europe occidentale, s'est faite sur un programme de gouvernement, sur un programme commun. Que ce programme ait été imparfait, assurément. Il pouvait être mieux rédigé, plus cohérent, plus hardi. Après tout, il s'agissait d'un compromis, et je ne connais pas de compromis qui satisfasse entièrement ceux qui l'acceptent. Mais mieux valait qu'il existât. Il a, plusieurs années durant, rassemblé les forces populaires et il leur a permis d'obtenir de considérables succès. N'oublions pas qu'avec le programme commun la gauche est devenue majoritaire dans le pays. Même si juridiquement ce programme est devenu, je le répète, forclos, les obligations politiques auxquelles ils ont souscrit en le signant restent la loi des socialistes.

Certains nous le reprochent : je cromprends que ceux qui nous ont rejoints plus tard et après l'avoir combattu n'aient pas sur ce point la même opinion que moi !

Préciserai-je que nous avons sauvegardé nos objectifs essentiels ? L'autogestion, par exemple, thème esquissé par le programme socialiste de 1972, figure dans le programme commun comme le seul désaccord explicitement enregistré, la délégation communiste s'étant obstinée dans son refus du concept lui-même. Nous n'avons jamais dissimulé de notre côté que nous rejetions le marxisme léniniste, avec son parti unique, sa bureaucratie, sa techno-structure, son plan macro-économique et finalement la dictature d'un homme. Nous sommes socialistes et non pas communistes. Parce que nous identifions socialisme et liberté, le socialisme et la défense des libertés, pour nous le système soviétique n'est pas le socialisme.

Mais nous avons vu aussi ce qui s'est passé dans les pays où s'est développée la social-démocratie. De belles, de grandes réussites, sans que l'on s'y soit attaqué au cœur de la bataille, c'est-à-dire sans chercher à détruire autant qu'il le fallait le capitalisme et ses maîtres.

Notre expérience à nous, socialistes français, doit tenir compte de ces données. C'est dans cet esprit que nous avons signé le programme commun, que nous restons fidèles à ses lignes de force.

Mais venons-en à ce que nous avons appelé notre stratégie de rupture. L'expression nous a valu les sarcasmes de nos adversaires et le doute dans nos propres rangs. Elle a semblé trop ambitieuse, sinon même utopique.

Quelles sont donc nos raisons ? En premier lieu, nous croyons à la prééminence du plan sur le marché. Il ne s'agit pas là d'un vœu, d'un désir, mais d'une constatation. Le marché, fondé sur la libre concurrence, n'est plus le régulateur de l'économie. Dans de nombreux secteurs de notre vie économique, il a même cessé d'exister. Certes, nous connaissons les règles qui prévalent dans cette partie du monde et qui se réfèrent à l'économie de marché et nous n'entendons ni les nier ni les supprimer par notre seule décision, mais nous pensons que les grands choix utiles à notre peuple doivent être déterminés par la connaissance et à la confrontation des intérêts, des besoins et des aspirations démocratiquement débattus à tous les niveaux, et non subir la loi de ceux qui, sous le couvert du marché, exercent leur dictature, monopoles, sociétés multinationales et maîtres de la banque.

Voilà pourquoi — deuxième terme de la stratégie de rupture — nous considérons que le Plan n'est pas dissociable de l'appropriation sociale des grands moyens de production et du crédit.

L'appropriation sociale, dans notre esprit, ne se résume pas à une simple mesure de prudence ou de police contre le capitalisme, elle a pour objet d'empêcher que s'accumule indéfiniment le capital et que se perpétue la domination du patronat sur les travailleurs par le seul jeu d'un rapport de forces inhérent aux structures. Privé de cet instrument, privé du moyen de peser sur les pôles principaux où se prend la décision économique, le gouvernement socialiste serait vite incapable de mener à bien le programme pour la réalisation duquel les travailleurs lui auront donné le pouvoir.

Quelle que soit la technique employée — il en est plusieurs — pour réaliser les nationalisations, toutes doivent s'inspirer de ce principe : le pouvoir passe par la propriété, la propriété c'est le pouvoir. Manquer à cette loi reviendrait à renoncer à la construction socialiste.

Ajoutons que, s'il faut casser l'Etat en tant qu'agent privilégié de la dictature de la bourgeoisie d'argent, c'est par la prise du pouvoir d'Etat que nous disposerons du moyen déterminant d'agir. Quand le suffrage universel nous en aura confié la charge, nous transférerons ce pouvoir aux citoyens, aux travailleurs, par de nouveaux mécanismes décentralisés au niveau le plus proche de la vie quotidienne. Mais raisonner comme si la base pouvait d'instinct résoudre les problèmes qu'une organisation méthodique pourra seule entreprendre nous rejetterait dans l'utopie. Redoutez qu'un certain discours ne nous renvoie toujours à l'idéal en bafouant le réel et ne nous fasse manquer l'un et l'autre.

Voilà pourquoi, dès notre arrivée au gouvernement, nous n'aurons pas de temps à perdre. Voilà pourquoi la notion de délai commande nos chances de réussite. Nous ne conduirons notre politique que si, dans les trois premiers mois et selon des étapes précises, comme nous l'avons écrit dès 1971, nous marquons de façon décisive une rupture de style et de rythme, une rupture dans la façon de concevoir les rapports de production et les structures économiques. Si nous n'agissons pas le premier jour, croyez-vous que nous serons encore là le centième ? Et parce que la crise aujourd'hui est plus forte qu'il y a cinq ans,

quelle raison y aurait-il d'être moins rigoureux, de reporter les délais à plus tard, de transiger sur l'essentiel ?

Je serais incomplet si je négligeais la dimension internationale. Rien de ce que nous avons dit ici ne vaut sans la donnée de l'impérialisme et sans celle des multinationales, ces nouveaux seigneurs de la société moderne. Les multinationales sont installées à tous les carrefours : elles dominent l'espace économique, contrôlent les continents, les océans, commandent le flux et le reflux des marchandises. Elles effacent les frontières fiscales et se moquent de l'Europe et de son Marché commun, assurées qu'elles sont d'imposer leur libre-échange universel. Opposons-leur, comme à l'expansionnisme soviétique et au communisme international, la résolution de ceux qui n'acceptent rien de ce qui pourrait atteindre leur indépendance nationale et le respect d'un droit public, garant des libertés individuelles et collectives.

Qu'est-ce que nous voulons, sinon une France libre dans une Europe indépendante ? Une Europe soucieuse des intérêts des travailleurs, une France capable de défendre les intérêts de son agriculture, de son industrie et de ses régions : telle est notre ambition. Et si l'on nous objecte que, minoritaires dans cette Europe, nous, socialistes, ne serons pas en mesure d'imposer nos vues, bien accrochés à l'article du Traité de Rome qui implique l'unanimité pour les décisions essentielles, nous mènerons notre combat. Tout passe par la capacité de la France de préserver ou d'acquérir la maîtrise de ses choix, de rester maîtresse de ses engagements. Ces engagements pris, nous les tiendrons.

L'identité du Parti

Chers camarades, et je mets dans ces termes, croyez-moi, tout le poids des sentiments et des réalités affectives qui nous rassemblent au-delà des éclats de voix, chers camarades, j'ai entendu parler ce matin, sur le ton de la remontrance, de notre identité. L'identité du Parti socialiste ! Et c'est à nous qu'on dit cela, à nous qui faisons corps avec notre parti depuis le premier jour ! Quoi ? Nous qui l'avons fait, nous ne serions pas résolus à l'affirmer tel que nous avons voulu qu'il le fût, puissant, vivant, irréductible ? Qui pourrait le croire ? Mais de quoi parle-t-on et qu'est-ce que cette identité ?

C'est d'abord exister. Le Parti socialiste n'est pas un fantôme, une ombre chinoise sur le mur. C'est un parti qui existe. Nous lui avons donné son identité première, celle de vivre.

Serons-nous capables de lui donner son identité seconde, celle de vivre bien, longtemps, assez pour atteindre ses objectifs et remplir sa mission ? Qui donc en douterait ?

Rappelez-vous cet appel que je vous lançais l'an dernier : d'abord être soi-même. Soyons convaincus, en tout cas, qu'en retirant l'un des éléments qui ont fait de nous ce que nous sommes, union des forces populaires et stratégie de rupture, il ne resterait pas grand-chose, qu'un faux état civil ou, c'est le cas de le dire, une fausse identité.

Nous n'assurerons au Parti socialiste sa vie adulte que dans la continuité du socialisme historique qui est né et qui a grandi, quelles qu'aient été ses erreurs de jugement, sur le terrain des luttes. Rendons témoignage aux anciens qui se sont dressés face à la toute-puissance de l'argent, alors qu'ils ne pouvaient attendre que le malheur au terme de leur route. Ils se sont acharnés à passer le relais. Saluons leur grandeur. S'il nous est arrivé de condamner leurs fautes de parcours, sachons que c'est à partir de leur combat que nous avons trouvé la force de poursuivre le nôtre. Aborder l'avenir avec les thèmes du présent n'a de sens que dans la continuité et la persévérance.

Oui, sans réforme déterminante des structures de l'économie et des rapports de production, sans planification, sans vaste secteur public, sans une formidable décentralisation, premier chaînon de l'autogestion désirée, nous perdrons notre identité. A quoi nous servirait-il alors de disposer d'un parti qui ne serait que la vague copie de ces éternels groupes qui se prétendent réformateurs et qui ont tous, sans exception, fini dans le lit des classes dominantes ?

Etre soi-même, c'est préserver le rayonnement que nous avons acquis. Quoi ? Cellard, Wilquin, Tondon, Edwige Avice, n'avez-vous pas senti — et vos fédérations avec vous — que vous possédiez, parce que socialistes, la confiance populaire face aux communistes qui vous la disputaient ? Et cela cinq mois après les élections générales de 1978 ?

L'échec de mars, ce n'était qu'un obstacle à franchir, une épreuve à dominer, une difficulté grave mais passagère. Tout aussitôt, nous avons repris pied et nous sommes repartis de l'avant. Laissons sur le bord de la route ceux qui doutent, ceux qui craignent, ceux qui varient selon les heures du jour.

Nous sommes indépendants, et nous l'avons toujours été, à l'égard du Parti communiste, de son action, de sa pensée ; je le dis à ceux qui répandent les rumeurs que l'on sait. Mais nous ne le sommes pas à l'égard des contrats que nous avons passés avec lui.

Le fait que les responsables de ce parti s'enferment aujourd'hui dans un fol isolement, par sectarisme, par étroitesse de vues, nous donne une autre dimension, celle que confère la confiance populaire.

Car c'est notre parti que l'on dit déchiré, c'est notre parti offert en pâture à l'opinion publique, c'est ce parti-là qui représente l'enthousiasme et l'espoir.

Mais concluons. C'est en restant solides sur la ligne d'Epinay que nous disposerons de ce « point fixe » nécessaire, selon Pascal, pour voir et comprendre ce qui bouge, ce qui change. Ayons, en effet, les yeux grands ouverts sur les besoins des générations nouvelles. Nous sommes au-delà de la troisième révolution industrielle. Chaque jour la science et la technique inventent un nouveau paysage du monde. Impossible de raisonner comme si le vent et l'eau étaient seuls créateurs d'énergie. Impossible non plus d'ignorer que cette puissance de l'homme menace — que dis-je ? — détruit les équilibres naturels, que la survie de l'espèce est en jeu. La société industrielle structurée par le capitalisme a produit une société urbaine qui n'a pas su, pas pu devenir une communauté. D'où ce formidable besoin d'une civilisation de dialogue, de communication, d'où cette vie associative qui permet à chacun de retrouver les autres et d'agir sans attendre les décrets d'en haut. Enfin, nous savons, en regardant autour de nous, en regardant aussi chez nous, dans notre propre parti, que les inégalités, au-delà des systèmes économiques, tiennent aux mœurs, aux habitudes séculaires, et qu'il faudra beaucoup d'efforts pour les réduire.

Si je demande fidélité à la ligne d'Epinay, c'est pour mieux préparer l'avenir. La ligne d'Epinay a fait de notre parti le premier de France. Mais ce ne serait pas assez si elle n'était accordée aux exigences de demain. Les grands problèmes des années 80 — le chômage, la désertification des régions —, la dépendance de la France à l'égard de l'extérieur, l'inégalité accrue des revenus et des patrimoines, la faillite de l'investissement et de la recherche, l'hypercentralisation et l'hyperurbanisation, les nouveaux enjeux — autogestion, lutte des femmes, aspirations de la jeunesse, démographie —, la construction de l'Europe et la misère du quart monde : tous ces problèmes et bien d'autres encore doivent et peuvent être abordés dans le prolongement du programme socialiste de 1972 et de nos choix ultérieurs. Le Smic à 2 400 F serait-il moins nécessaire, alors que l'inégalité dans de multiples secteurs s'accroît ? Les nationalisations seraient-elles superflues, alors qu'une politique industrielle volontariste est plus que jamais indispensable ? Le Plan devrait-il reculer et le marché se développer, alors que la soumission à la « loi du marché » nationale et internationale signifie de plus en plus faillites et effondrements ? La décentralisation, la perspective autogestionnaire doivent-elles être abandonnées, alors même que leurs adversaires semblent s'y rallier maintenant ? L'audace de la réforme fiscale doit-elle être oubliée, alors que la fraude fiscale en France augmente chaque année ? Oui, Epinay, c'est encore une fois l'avenir.

Pour en revenir à nos débats internes, prenons garde précisément, chers camarades, à l'idée folle selon laquelle il suffirait de modifier les structures économiques pour créer les automatismes d'où sortira la société nouvelle. Un socialisme qui s'est figé, qui se flatte d'être scientifique, a répandu l'illusion qu'en asséchant les sources du capital il y aurait réponse à tout. Méfions-nous de l'économisme. Je pense, disant cela, aux fausses traductions de Marx qui ont laissé croire que la loi de la nécessité l'emportait dans ses analyses sur la loi de l'initiative. Je suis de ceux qui pensent qu'il est des valeurs permanentes, liées à la permanence de la personne humaine et qui, une fois sauvé le pain, donnent à la vie son aliment.

Au travers de son goût extrême des formules, présentées trop souvent sous forme de théorème, il arrive à notre parti d'oublier qu'il s'adresse à des femmes, à des hommes, à des êtres vivants qui ont besoin de croire, d'imaginer, de rêver, qui ont besoin de mettre en œuvre leur capacité de créer.

Aux valeurs éraillées, épuisées de la société capitaliste opposons les valeurs du socialisme. C'est là le choix fondamental.

Nous sommes à la veille d'un congrès. N'oublions pas notre mission. Discutons de façon responsable avant de trancher qu'il est possible ou impossible de s'entendre, étant bien entendu qu'il serait impossible en effet d'aboutir à un accord majoritaire s'il était demandé de renverser le cours de ce que nous avons nous-mêmes entrepris en 1971. Cet appel, je le lance à tous, quel que soit le courant dont vous vous réclamiez.

Unissons-nous dans la clarté. Sans un choix clair, comment la majorité de demain résisterait-elle à l'épreuve des faits ? Mais, au-dessus de tout cela, sachez que nous sommes camarades, frères, amis, que dans le grand débat qui engage notre vie militante nous sommes d'abord ensemble.

Un budget recroquevillé, frileux, injuste



par Laurent Fabius

Le budget pour 1979 constitue une sorte de record. 460 milliards de francs de dépenses pour ne pas faire reculer le chômage. 445 milliards de recettes pour ne pas faire progresser la justice fiscale. Le plus gros budget jamais présenté, pour l'un des plus faibles résultats jamais escomptés. Il faudrait saluer la performance, si elle n'était réalisée au détriment de la majorité des Français. Car ce budget est avant tout un budget de classe.

1. — Pour juger ce budget, il faut le replacer dans la situation économique d'ensemble. Le gouvernement de MM. Giscard d'Estaing et Barre a crevé le plafond du chômage. Des régions entières sont foudroyées. Des branches économiques sont sinistrées. Et les perspectives pour 1979 ne sont pas meilleures. Le budget devrait donc être un puissant instrument de relance. Or, le gouvernement a fait le choix inverse : une politique recroquevillée qui conduit la France à l'accroissement du chômage.

Le niveau des prix augmente, bon an, mal an, de 10 %. Il baisse avant les élections. Il remonte après. On libère les prix, mais on comprime les salaires. La nature de certaines dépenses budgétaires, le refus de s'attaquer par la fiscalité aux inégalités alimentent l'inflation.

Le gouffre des finances publiques représente plus de 100 milliards de déficit budgétaire en quatre ans, subi et non voulu. Pour 1978 un déficit supérieur de 300 % aux chiffres initiaux. Et pour 1979 un chiffre de 15 milliards, déflationniste ou mensonger, sans compter le déficit de la Sécurité sociale. Voilà le bilan d'un gouvernement qui se présente comme un « gestionnaire rigoureux ».

L'explication de ces échecs se trouve dans la logique même de la politique gouvernementale qu'amplifie le budget de 1979. Développer les profits, favoriser la spécialisation internationale, faire reculer le secteur public : voilà les trois mots d'ordre.

Pour développer les profits, on utilise tous les moyens : compression des salaires, libération des prix, régime fiscal favorable aux grandes entreprises, réorientation de l'épargne, concentration économique. Les profits, d'ailleurs, n'ont jamais été aussi élevés depuis longtemps.

Le second principe est celui de la spécialisation internationale. Restructuration, redéploiement, tels sont les nouveaux noms du chômage. Exporter : hors de cet objectif, pas de salut ! Sans voir les contradictions, les fragilités et les dépendances auxquelles aboutissent des stratégies concurrentes identiques.

Le troisième principe est la volonté de faire reculer le secteur public. Cela est vrai de l'enseignement, de l'hospitalisation, de l'Agence nationale pour l'emploi, de la recherche, de la télévision. Cela est vrai dans le domaine des P.t.t. avec le rapport Ripert. Vrai aussi des transports terrestres, avec le rapport Guillaumat. Une menace très lourde pèse sur le secteur pétrolier. Or, si la France n'avait pu compter sur ses entreprises nationales pour investir au cours de ces dernières années, le niveau d'activité économique serait encore plus catastrophique qu'il ne l'est aujourd'hui.

2. — Face à cette situation, le budget de 1979 aurait dû être un instrument volontariste, de relance et de justice sociale. Or, c'est un document à courte vue, résigné, inéquitable.

Le gouvernement a la vue courte. S'il en avait été autrement, il aurait fait précéder cette discussion budgétaire d'une discussion sur le Plan. Les choix à court terme auraient été ainsi encadrés par une vision longue de la société française. Tel n'a pas été le cas.

En réalité, M. Giscard d'Estaing, qui disserte à profusion sur l'an 2000, n'a aucune perspective longue pour la France. On parle d'emploi, d'aménagement du territoire, mais le gouvernement ne peut citer un exemple de branche, de région dans laquelle il va créer suffisamment d'emplois, dans un avenir prévisible, non seulement pour combler le chômage, mais pour fournir du travail aux nouveaux arrivants. Et ces domaines qui déterminent l'avenir du pays, la démographie, la recherche ? Rien.

Ce budget est résigné. Recroquevillé là où il faudrait une relance. Les crédits civils diminuent. Qu'elle est longue la liste des dépenses d'équipement qui régressent en volume, sans même parler des « programmes d'actions prioritaires » du Plan, devenus des programmes d'actions retardataires : l'agriculture, la coopération, l'éducation, l'environnement, le cadre de vie, le logement, la jeunesse et les sports, la recherche, les transports terrestres, l'aviation civile, la marine marchande, le travail, les universités...

L'emploi est le problème n° 1. Tout le budget devrait être tendu vers cet objectif : créer et aménager l'emploi. Or, que constate-t-on ? Un budget d'ensemble frileux, un budget du travail et de la participation insuffisant. Les crédits de paiement pour l'A.n.p.e. diminuent en francs constants, ainsi que les autorisations de programmes. L'extension de l'A.f.p.a. s'effectue à un rythme beaucoup trop lent. Le renforcement des effectifs de l'Inspection du travail est insuffisant. Et ce ne sont pas les 300 millions du Fonds d'adaptation industrielle, dispensés sans contrôle et sans concertation, qui rendront la vie à nos régions.

Même chose pour le budget du logement, alors que les besoins sont immenses et que le secteur du bâtiment-travaux publics est si durement touché.

Qui paiera les dépenses ? Pas de surprise : les salariés. Qui ne paiera pas ? Les grandes sociétés et les grandes fortunes. Ce budget est injuste.

Le ministre du Budget oublie les engagements du programme de Blois. Avant les élections, M. Barre promettait le plafonnement des impôts. Aujourd'hui, il les augmente. En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, la quasi-totalité des tranches du barème sera relevée moins que la hausse des prix : on ne peut dire plus clairement qu'il s'agit de rogner le pouvoir d'achat des salariés. On réintègre dans le revenu imposable les indemnités journalières perçues en cas de maladie, et sans aucune compensation. A l'inverse, s'agissant de l'impôt sur les sociétés, on augmente rétroactivement les frais généraux déductibles. La fraude fiscale continuera de représenter plus de 50 milliards de francs. Les grandes fortunes continueront d'être exonérées, et les grandes successions avantagées. L'inégalité entre salariés et non salariés continuera d'être flagrante. Les hauts revenus continueront de bénéficier de faveurs

multiples (avoir fiscal et taxation forfaitaire). La misère des collectivités locales ne sera pas réduite (15 milliards de besoin de financement à la fin de cette année).

L'automobiliste paiera plus cher son permis de conduire, plus cher sa carte grise, plus cher sa vignette, et beaucoup plus cher son essence. Dans le même temps, absurdité, on diminue les crédits des transports en commun. La redevance de la télévision est fortement augmentée. Bref, sur le plan des droits indirects, la seule mesure positive est l'abandon d'une des intentions qui étaient prêtées au gouvernement : la taxation des autoradios. On en arrive à cette situation extrême : les bonnes mesures du budget sont celles par lesquelles le gouvernement renonce à ses intentions antérieures.

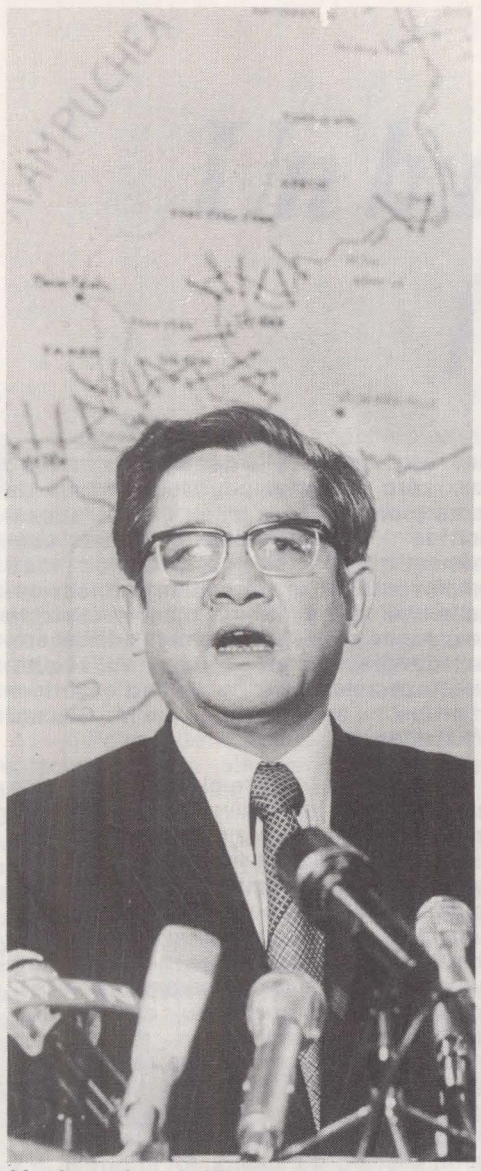
3. — Dans la discussion budgétaire, qui occupe traditionnellement presque toute la session parlementaire d'automne, les députés socialistes ont été extrêmement actifs. Sans chauvinisme de parti et en reprenant seulement les impressions de la presse, on a le sentiment que nos parlementaires ont été très offensifs dans ces débats pour dénoncer les insuffisances du gouvernement, ses renoncements et pour proposer une autre politique.

Comme d'habitude, le gouvernement n'a accepté presque aucune modification de son texte. La quasi-totalité des députés de la majorité, malgré leurs tartarinades, ont voté le projet gouvernemental tel quel. Finalement, les débats ont abouti à modifier des sommes représentant le budget d'un petit conseil général. Les ressources ont été majorées de 3,5/10 000, les dépenses de 0,5/10 000 !

Pourtant, les propositions du groupe socialiste ont été nombreuses et précises. La réaction de la majorité et du gouvernement a varié dans ses expressions, mais pas dans son orientation. Le « sympathique, mais » a succédé au « il faudrait une étude », en passant par le « peu crédible », l'« irresponsable » et le « vous n'y pensez pas ». Si le gouvernement a été contraint de reculer sur quelques points, dans l'immense majorité des cas nos propositions se sont heurtées à un refus total. Impôt sur le capital : refus ; impôt sur les grandes fortunes : refus ; abrogation de la fiscalité immobilière de faveur : refus ; modification du barème de l'impôt sur le revenu : refus ; suppression d'avantages fiscaux à certains hauts dirigeants de sociétés : refus ; amélioration du système de déduction fiscale pour la garde des enfants : refus ; alignement de la fiscalité des retraités sur celle des salariés : refus ; taux zéro de T.v.a. pour les produits de toute première nécessité : refus ; indexation de l'épargne populaire : refus ; augmentation de la contribution des employeurs à la formation professionnelle : refus ; institution d'un mécanisme de garantie pour les versements d'Etat aux collectivités locales : refus... Voilà quelques exemples de la politique d'ouverture et de justice sociale vantée par M. Giscard d'Estaing !



En définitive, ce premier budget après les élections législatives a permis aux Français, si besoin était, de juger sur pièces ce que pesaient les promesses gouvernementales d'avant mars : le poids du chiffon de Blois. Tout au long de la session, des manifestations ont eu lieu aux abords de l'Assemblée : travailleurs menacés ou licenciés, parents d'élèves, enseignants, journalistes, agriculteurs, fonctionnaires, travailleurs du secteur privé venus de nombreuses régions. Au-dehors du palais Bourbon, ils ont fait entendre leur voix et celle des millions de Français qui n'acceptent pas la politique de M. Giscard d'Estaing. A l'intérieur, les députés socialistes n'ont cessé, dans leurs interventions, d'être leurs interprètes. La discussion du budget de 1979 pour un parlementaire socialiste, c'est aussi, c'est peut-être surtout cela.



L'ambassadeur du Vietnam, en France.



Les passagers du « Hai Hong ».

Vietnam : les pièges de la paix

« Ce sont des réfugiés économiques », a déclaré lundi à Antenne 2 l'ambassadeur du Vietnam à Paris.

Ils sont 75 000 qui, depuis des mois, ont fui leur pays. Lors de la chute de Saigon en avril 1975, 125 000 personnes étaient parties dans les fourgons de l'armée américaine, fuyant dans l'affolement d'une débâcle. Parmi elles, les tortionnaires, les responsables, à tous les niveaux, des gouverments fantoches.

Ceux qui arrivent en France aujourd'hui, les « boat people » (gens des bateaux) sont, pour l'essentiel, des membres de la classe moyenne à qui la présence américaine avait profité peu ou prou et qui menaient, avant la fin de la guerre, une vie comparable à celle des classes moyennes occidentales. Or, aujourd'hui, le pays est au bord de la disette. Depuis trois ans, les catastrophes naturelles ne l'ont pas épargné : typhon, inondations. Il y a près d'un million de sinistrés dans le delta du Mékong, Un certain nombre d'entreprises installées à l'époque américaine ont dû fermer faute d'approvisionnement. A Saigon, deux magasins sur trois sont fermés. Jean Leclerc du Sablon, qui s'est rendu au Vietnam avec d'autres journalistes français, au mois d'octobre, écrit : « Officiellement, la ration mensuelle de riz est de 14 à 20 kg par personne, selon la nature des travaux effectués. En fait, il est en général impossible de se procurer 1 ou 2 kilos de riz par mois au prix officiel, d'un demi-dong. Le reste doit être acheté au marché libre, à des prix variant selon la qualité entre 6 et 19 dongs le kilo. Le salaire moyen est évalué à 40 dongs par mois. »

De l'avis de tous les observateurs, la situation économique du Vietnam est alarmante. Les séquelles d'une guerre de trente ans et les catastrophes naturelles, sans omettre la guerre avec le Cambodge et l'hostilité de la Chine, sont-elles seules responsables ? « Non ; mais le P.c. vietnamien, qui a su faire la guerre, n'a pas su faire la paix, répond Claude Hovnanian, un militant socialiste qui a fait récemment un séjour au Vietnam. Il n'a pas su mobiliser la population pour reconstruire le pays. Il est vrai qu'après trente ans de guerre les gens en avaient assez et voulaient se reposer. »

Devant une telle situation, le P.c. vietnamien, qui a hérité d'une double tradition de bureaucratie — vietnamienne traditionnelle et stalinienne — a de plus, semble-t-il, voulu aller trop vite dans la réunification des deux parties du pays, alors que jusqu'à la chute de Saigon il avait toujours expliqué que la réunification prendrait du temps.

Cette réunification trop rapide, qui vient en partie d'une ignorance des réalités du Sud, et notamment de son avance technologique par rapport au Nord, est sur le terrain l'œuvre des cadres venus de Hanoï. Connaissant mal la population, habituée à d'autres rapports et sortant d'une longue guerre, ils n'ont même pas réussi auprès des paysans qui refusent de livrer à un prix taxé les quantités nécessaires au ravitaillement des villes et préfèrent laisser leurs champs en friche. A noter que le plan Phoenix, mis sur pied par la C.i.a. pour assassiner les cadres du F.n.l., a coûté la vie à 40 000 de ces der-

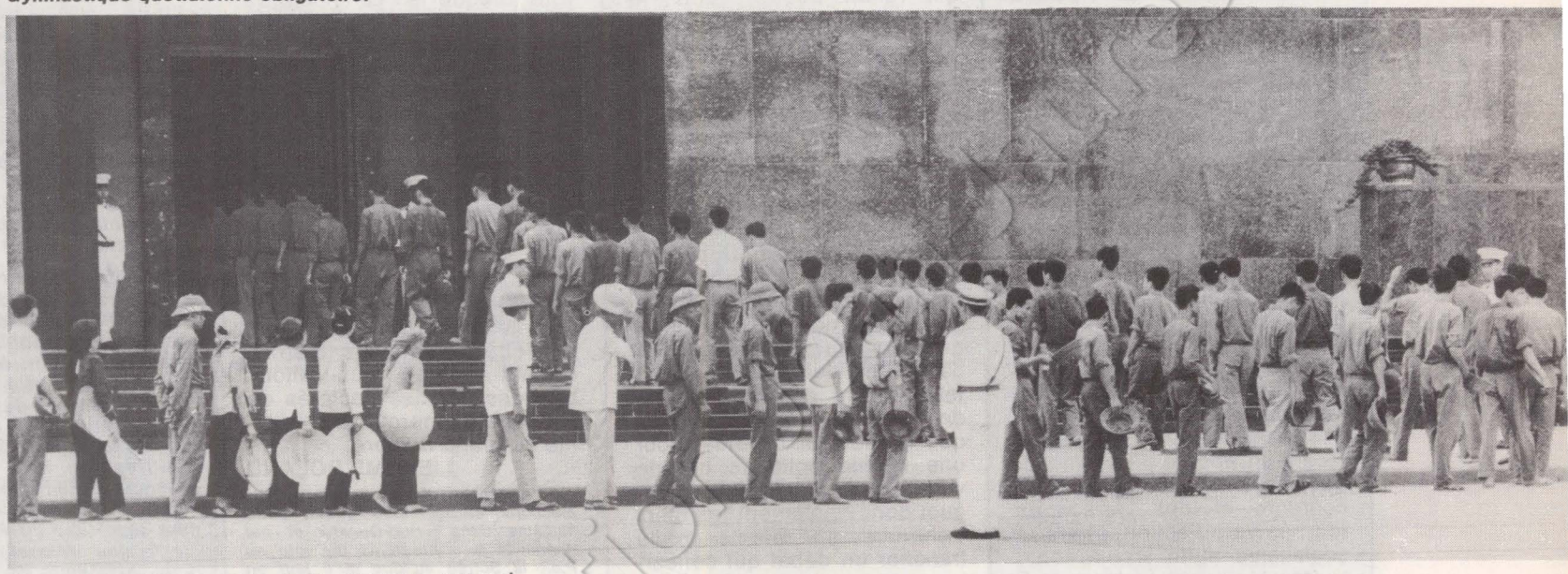




Gymnastique quotidienne obligatoire.



Femmes soldats à la frontière.



Queue devant le mausolée de Ho Chi Minh, à Hanoi.

niers. Les survivants — bardés d'honneurs et de « responsabilités » — n'ont pas su résister : les brimades et les vengeances contre la population du Sud sont devenues monnaie courante et la corruption s'est développée. Le P.c. vietnamien reconnaît tout cela, en annonçant pour le début de l'année prochaine la tenue, pour les 1 200 000 membres du Parti, d'assises destinées à redresser la situation. A l'ordre du jour de ces assises : « La critique des habitudes bureaucratiques, de l'autoritarisme, des brimades contre les masses populaires et des violations des droits des travailleurs. »

Intégration au Comecon

Cependant, plus que tous les témoignages sur les difficultés économiques du Vietnam, plus que l'arrivée massive de réfugiés — toutes les révolutions ont eu leurs exilés —, ce sont les camps de rééducation et le chiffre avancé de 800 000 prisonniers politiques et « rééduqués » qui ont ému ceux qui, en France, ont toujours soutenu la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain. « La cause était juste, dit Lionel Jospin, secrétaire national du P.s. ; et, s'il fallait à nouveau la soutenir en d'autres lieux, nous le ferions. »

Le Vietnam serait-il donc en train de devenir un « goulag » ?

« Non », répond l'ambassadeur du Vietnam qui oppose un démenti catégorique au chiffre de 800 000 détenus et évalue à environ 40 000 ceux qui sont encore dans les camps de rééducation.

Un militant socialiste qui connaît bien la situation vietnamienne affirme avec d'autres observateurs que si le chiffre de 40 000 semble assez bas, celui de 800 000 est très exagéré, même en comptant les 600 000 personnes déplacées vers les nouvelles zones économiques. Pour regagner des terres à la culture, pour éviter la famine, le gouvernement vietnamien y installe, en effet, dans des conditions très difficiles pour eux, les sans-travail qui surpeuplent les villes du Sud. Il s'est donné l'objectif de réduire la population de Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon) de quatre millions d'habitants qu'elle comptait en 1975 à un million et demi. Mais, pour cette population saïgonnaise, les nouvelles zones économiques agissent comme un repoussoir. Faute d'être convaincus, certains de ceux qui y sont partis volontairement en reviennent, mais ne retrouvent plus leur maison. D'autres doivent y partir de force.

Quant aux camps de rééducation, situés pour la plupart dans ces zones économiques, on ne sait pratiquement rien sur les conditions de détention : la rééducation consisterait en travaux manuels pendant la journée et en cours de politique avec séances d'autocritique le soir. A Amnesty International, où l'on reste toujours très prudent, on fait remarquer que cette rééducation qui, selon le gouvernement de Hanoï, ne devait durer que trois ans, se prolonge sans qu'un terme lui soit fixé. Amnesty parraine, d'ores et déjà, treize prisonniers d'opinion, car de nombreuses arrestations ont été signalées notamment dans les milieux bouddhistes.

On comprend, d'ailleurs, mal cette répression contre les bouddhistes, qui souvent avaient pris parti contre le régime Thieu et les Américains, notamment autour des religieux de la pagode An Quang. A noter que 80 % de la population du Sud est de religion bouddhiste. On comprend tout aussi mal que, pour prouver qu'il n'y a pas de persécution religieuse, les dirigeants vietnamiens — et le Parti communiste français — se servent des déclarations de l'archevêque de Saïgon qui semble s'accommoder du régime communiste comme il s'était parfaitement accommodé du gouvernement Thieu.

Les explications officielles vietnamiennes, après la parution de nombreux articles en France, prouvent cependant que le gouvernement de Hanoï est sensible à l'opinion publique internationale, notamment française. Tout d'abord parce qu'il a besoin des pays occidentaux, et en particulier de la France, pour reconstruire un pays ravagé par la guerre et dont l'intégration au Comecon ne suffit pas à lui assurer les crédits et la technologie dont il a un pressant besoin. Et aussi, espérons-le, parce qu'il reste peut-être aux dirigeants vietnamiens quelque chose de ce qu'ils ont représenté durant trente ans : un peuple admirable, un parti réaliste, sachant conduire une lutte exemplaire. La paix les a-t-elle fait tomber dans les pièges qu'ils avaient su éviter pendant une si longue guerre ? Nous voulons encore croire que non, sans cacher notre inquiétude.

EMMANUELE PLAS

Bricolage et tripotage sont les deux mamelles de certains sondages

Les deux compères de la Sofres, Jaffré et Cayrol, ont pris beaucoup de précautions, pour révéler aux lecteurs du « Monde », puis à tous les lecteurs des autres titres de la presse écrite, aux auditeurs de toutes les radios et aux téléspectateurs des trois chaînes que Michel Rocard dispose de davantage d'opinions favorables dans la perspective de l'élection présidentielle de 1981 que François Mitterrand, lequel finalement ne serait plus soutenu que par les personnes âgées, les agriculteurs, les Français qui ne s'intéressent pas à la politique... — les électeurs ramollis. Bref, la leçon de l'« étude » est claire, Mitterrand ne sera que le candidat des résignés du troisième âge face à un Rocard plus dynamique, davantage porté par des courants et des personnes tournés vers l'action... vers le socialisme enfin vrai à construire.

« Le Monde » a bel et bien publié les résultats d'un sondage, puisque révélations il y a eu, et non pas simplement approfondissement de données déjà connues. « Le Monde » s'est trouvé être propriétaire d'un sondage qu'il n'a pas acheté... En quelque sorte, un sondage orphelin ne disposant d'aucun autre père que le duo Jaffré-Cayrol. Ceux-ci, enfin, ont omis de détailler les bases rigoureuses de leur analyse : quelle est la ou quelles sont les questions posées, à quelle date précise a été effectuée l'enquête ? On ne trouvera pas grande clarté sur ce point dans la lettre qu'ils ont publiée dans « le Monde » de mardi, en réponse à l'intervention de Charles Hernu, qui a visé juste en dénonçant la méthode employée.

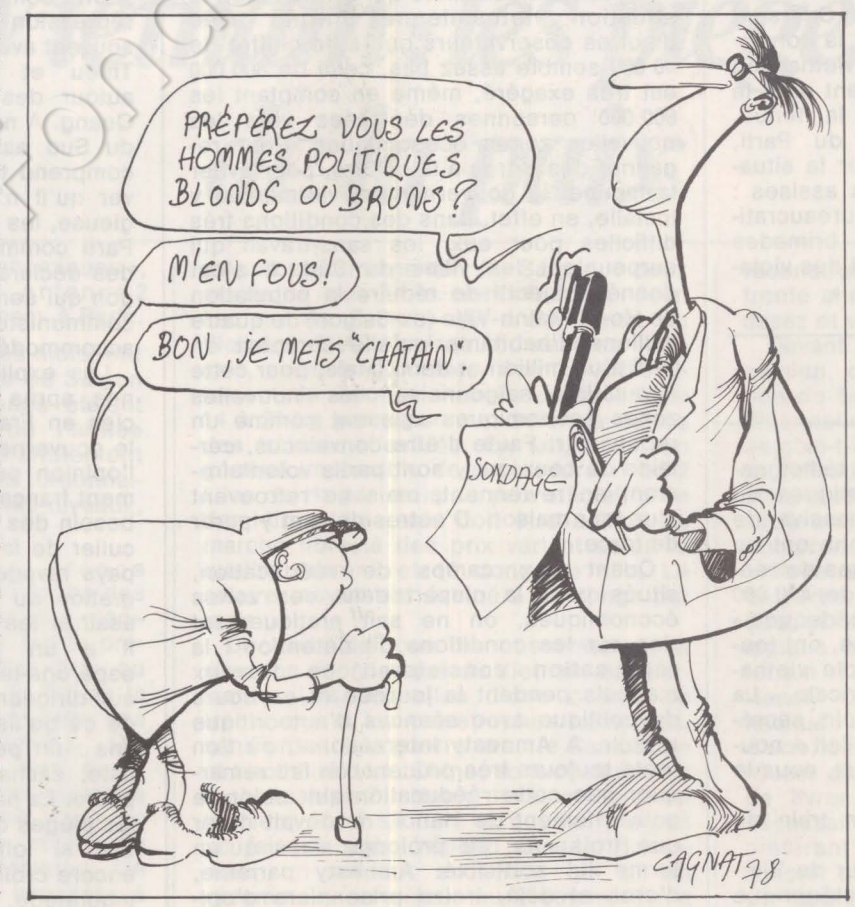
Mais pourquoi donc la Sofres et Harris-France se sont-ils accordés pour tenter une opération politique fort proche de la manipulation : les désirs socialisants de l'un des signataires et les engagements P.s.u. de Cayrol n'auraient pourtant pas dû leur laisser emprunter un chemin dont l'usage est d'habitude l'exclusive propriété de la droite. C'est Jacques Chirac — et les deux compères s'en souviennent sûrement, qui étaient déjà dans les affaires à l'époque — le premier qui rendit publics, pour le compte du ministère de l'Intérieur, en 1974, les résultats d'une étude prouvant, à trois semaines du premier tour — et sans se préoccuper, bien sûr, des intentions de vote — que Giscard était mieux placé que Chaban pour battre Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle.

Quelle signification, en effet, accorder aux réponses recueillies, toutes familles politiques confondues, à la question du meilleur candidat : le meilleur candidat pour telle famille politique proche de lui peut-il être le même que le meilleur candidat pour une famille politique qui ne votera pas pour lui ? Et pourquoi donc finalement les deux « chercheurs » ont-ils voulu trancher un débat qui concernera les militants du Parti socialiste réunis entre eux, sans sociétés de sondage interposées ?

De grâce, messieurs les Sondeurs, ne quittez pas vos territoires, celui des popularités, celui des intentions de vote lorsque les candidatures sont déclarées (1) ou en simulant suffisamment de jeux pour couvrir toutes les palettes ! Attachez-vous à présenter des réalités d'opinion, objet de questions claires, présentées au public par des journaux qui s'en sont rendus propriétaires par contrat. Ce n'est pas en mettant sous la table les échantillons sondés et les questions posées que les instituts d'opinion acquerront le crédit des analyses politiques ; ce n'est pas en se lançant dans des publications bâtardes que les sociétés de sondage gagneront la crédibilité du grand nombre.

JEROME ROLAND

(1) A propos d'un sondage sur les élections européennes publié cette semaine dans « Sud-Ouest » et qui donne 28 % d'intentions de vote au P.s., la Sofres indique qu'il faut en accueillir les résultats avec réserve, l'opinion n'étant pas encore mobilisée sur ces élections. Tiens, tiens ! Le serait-elle davantage sur l'élection présidentille de 1981 ?



Le sondage de l'Ifop

François Mitterrand et Michel Rocard à égalité d'opinions positives : ils recueillent un pourcentage identique d'avis favorables (48 %) dans l'ensemble du pays (contre 45 % à l'un et à l'autre en septembre). Tel est le premier enseignement du dernier sondage Ifop de popularité des leaders politiques, publié mardi par « le Provençal ».

Les résultats de ce sondage sont intéressants dans le détail des ventilations. A égalité (48 %), tous Français confondus, François Mitterrand et Michel Rocard ont une popularité plus diversifiée dans le détail. Rocard devance Mitterrand dans l'électorat masculin (57 % d'opinions positives contre 52 %), mais est devancé par lui auprès des femmes (39 % contre 44 %). Le premier secrétaire du P.s. est mieux placé que Michel Rocard aux deux extrêmes de la pyramide des âges (18-35 ans et plus de 65 ans), mais recueille moins d'avis favorables dans les catégories des 35-49 ans.

Les différences les plus importantes sont toutefois de nature politique ; sur 100 électeurs qui ont déclaré avoir voté pour un candidat du Parti communiste en mars 1978, 63 ont une bonne opinion de François Mitterrand ; le pourcentage est de 77 lorsqu'il s'agit d'électeurs qui déclarent avoir voté P.s. S'agissant de Michel Rocard, les chiffres sont de 57 % d'opinions positives dans l'électorat P.c. et de 71 % dans l'électorat P.s.

Les données sont inverses pour les électeurs majorité : Michel Rocard recueille 41 % d'opinions favorables dans les électorats U.d.f. et R.p.r., François Mitterrand obtenant 27 % dans chacune de ces deux familles politiques.

Ces différences politiques se recoupent avec d'autres différences, sociales : Mitterrand devance Rocard dans l'électorat ouvrier (49/44), mais est supplanté par celui-ci chez les salariés du tertiaire (employés, cadres moyens : 55 % de bonnes opinions pour Rocard et 52 % pour Mitterrand). Les agriculteurs sont plus favorables à Mitterrand qu'à Rocard, tandis que les ménages dont le chef de famille exerce une profession libérale ou commerçante sont plus favorables à Rocard qu'à Mitterrand.

Les Niçois se rebiffent

« Nice n'est pas aussi endettée qu'on le dit. D'ailleurs, si la mairie se livrait à des dépenses inconsidérées, le gouvernement, par l'entremise de son préfet, ne le permettrait pas. » Ainsi a parlé Jacques Médecin, le 3 décembre, lors d'une réunion électorale.

Mais il s'est bien gardé d'entrer dans un développement chiffré pour étayer son argumentation. En fait, Nice est effectivement l'une des villes de France les plus mal gérées et à l'endettement très inquiétant. A telle enseigne que le préfet des Alpes-Maritimes, Pierre Lambertin, seul préfet à n'avoir pas été muté depuis la dernière élection présidentielle, a souhaité placer la ville sous tutelle voici quelque temps. Mais Médecin, alors membre du gouvernement, avait pu s'y opposer.

Lâché par ses anciens amis, acculé maintenant à la menace envers ceux qui, y compris au sein de la majorité, le mettent en cause et critiquent sa mauvaise gestion, Médecin se réfugie dans les contre-vérités et les petites manœuvres (1).

Mais les Niçois ne paraissent plus disposés à se laisser endormir. A quelques jours du premier tour des élections municipales partielles dans le troisième secteur de cette ville, Médecin s'est fait huer par les spectateurs de l'Opéra de Nice alors qu'il montait sur scène pour remettre la médaille de la ville à une cantatrice.

Un signe encourageant pour les candidats de gauche qui se présentent unis sur la liste « Nice-démocratie ».

(1) Curieuse « coïncidence » : le dernier numéro de « l'Unité », qui contenait un article de Jean-Loup Reverier mettant en cause le comportement de Médecin, a été mis en vente à Nice avec quatre jours de retard !

Un point pour les « instits »

Les deux cent vingt mille enseignants de l'école élémentaire sont optimistes.

Après des mois de discussions, le Premier ministre donne le feu vert à Christian Beullac pour entreprendre avec les organisations syndicales intéressées une « concertation approfondie » sur la formation des maîtres du premier degré. Une première étape venait d'être franchie. Les responsables du Sni ont constaté que le gouvernement envisageait un changement dans la durée de la formation des instituteurs et une intervention de l'enseignement supérieur.



changer la vie politique

Ce vendredi, deux groupes se mettent au travail. L'un étudiera les objectifs de cette formation, son contenu, ses formateurs et quelle certification universitaire pourraient obtenir les instituteurs.

L'autre examinera le problème de la revalorisation indiciaire. Car, en effet, si les enseignants du premier degré reçoivent une réelle formation sanctionnée par un diplôme universitaire, leur feuille de paie devra être modifiée.

Le dialogue à la Stoleru !

Le dialogue avec les immigrés, manière Stoleru, continue. C'est ainsi qu'un immigré père de famille, habitant une cité de transit de Gennevilliers, est assigné en justice pour « non-paiement de loyers et charges ».

« Cette assignation est un scandale, dit le Comité de défense des habitants des cités de transit et foyers du port de Gennevilliers, soutenu par la municipalité ; car il a toujours payé ses charges, et les loyers ne sont plus à payer, au dire même de la préfecture, en raison de l'insalubrité officiellement reconnue de cette cité composée de baraques humides et croulantes. »

Qu'à cela ne tienne, les services préfectoraux des Hauts-de-Seine, en véritables marchands de sommeil, veulent lui extorquer 7 000 F !



LION ANGLAIS NE VOULANT PAS METTRE LA MAIN À L'ÉCU...

Le panier... percé

Le sommet de Bruxelles ne s'est pas terminé comme l'espérait Valéry Giscard d'Estaing. Voulant laisser croire qu'il était l'inventeur du S.m.e. (Système monétaire européen), alors qu'il s'agit à l'origine d'une idée allemande, il s'est trouvé en fin de compte devant la défection non seulement de la Grande-Bretagne, qui était prévue, mais aussi devant celle de l'Italie et de l'Irlande qui l'a pris au dépourvu. Du coup, dans ce « panier » de monnaies où le franc devait occuper une position centrale, l'absence des monnaies faibles des trois pays défaillants le laisse en état de grande infériorité par rapport au mark. Et même par rapport aux monnaies hollandaise et danoise. Si le gouvernement de Bonn a donc toutes raisons de se réjouir, le nouveau système de l'Ecu n'apparaît en aucune façon bénéfique pour l'économie française qui souffre aujourd'hui d'une inflation trois fois plus forte que celle de l'Allemagne. Au-delà de la propagande, le demi-échec de Bruxelles confirme que la réalité n'a pas les couleurs dont la parent Giscard et Barre.

Qui défend la viticulture ?

Après avoir été abandonnée par le gouvernement français, puis par la Commission de Bruxelles, la viticulture méridionale verra-t-elle une lueur d'espoir poindre du côté de l'Assemblée de Strasbourg ?

Au moment où le rapport de la Commission de Bruxelles pensait avoir porté un coup de grâce à la viticulture languedocienne, la commission de l'Agriculture de Strasbourg vient de rejeter de la façon la plus cinglante ce rapport.

Il a suffi de six pages à Ferruccio Pisoni, un parlementaire italien, pour démanteler les quatre volumes de Bruxelles.

Ce rapport et sa « proposition de résolution » méritent une analyse.

Tout d'abord, pour la première fois dans une instance officielle, nationale ou européenne, l'analyse de la viticulture méridionale est reprise : « Les excédents sont conjoncturels... Il n'y a pas d'excédents structurels », c'est-à-dire chroniques, en Europe.

Parmi bien d'autres griefs, le rapport Pisoni « regrette que la Commission (de Bruxelles) n'use pas de la fermeté avec laquelle elle combat les prétendus excédents du secteur du vin pour lutter contre les excédents — incomparablement plus coûteux pour le Feoga — constatés dans d'autres secteurs » (1,6 % du budget pour le vin en 1979).

Les erreurs d'analyse faites par « Bruxelles » ne sont pas dues à l'incompétence. La Commission ne connaît de chaque pays que ce que son gouvernement lui a dit. Elle n'a — et c'est bien ainsi — pas le droit de passer par-dessus les têtes des Etats.

Le gouvernement français — qui seul a le droit d'informer Bruxelles sur la situation de la viticulture française — porte donc pleinement la responsabilité des aberrations que vient de dénoncer la commission agricole de Strasbourg.

GEORGES SUTRA

Le P.s. et le sport

Des journées d'études régionales, consacrées aux problèmes que rencontrent les sportifs parfois inorganisés que sont les motards, les cyclistes et les adeptes du skate-board, vont être organisées par le P.s. C'est ce qu'ont décidé les délégués de quatre-vingts fédérations réunies à Paris le week-end dernier.

Après avoir rappelé leur soutien total aux étudiants et aux professeurs d'éducation physique, ils ont décidé qu'une réunion aura lieu le 16 décembre à Lille à l'occasion du match de football Lille-Nantes. Thème des débats : le football professionnel.

Cette réunion sera présidée par Pierre Mauroy et Michel Sainte-Marie.

Trésor de guerre et nerf de la grève

Pas question que les Lip, avec leur « trésor de guerre », ne fassent des émules. Le syndic chargé de la liquidation de la filature d'Ouville-la-Rivière (Seine-Maritime) a décidé de frapper un grand coup. Six cent vingt salariés en lutte depuis quatre mois pour sauver leur entreprise, cela ne facilite pas la liquidation. Surtout quand ces travailleurs, qui occupent leur usine depuis un mois, se sentent assez forts, grâce à un « trésor de guerre » pour négocier le redémarrage de leur filature. Voilà pourquoi le syndic a déposé une plainte contre X à la suite de la disparition d'un important stock de tissu et de lingerie évalué à 25 000 F en septembre dernier.

Le 29 novembre dernier, à l'aube, plus de cent gendarmes ont perquisitionné chez vingt-six salariés de la filature pour retrouver le stock. Le juge d'instruction a décidé d'inculper, le soir même, sept délégués syndicaux pour « vol et recel de marchandise ». Cette décision n'a guère eu d'effet d'intimidation. Le 30 novembre, tous les travailleurs de la filature se sont retrouvés dans les rues de Dieppe pour manifester leur colère. Pendant que les délégués inculpés étaient entendus par le juge, une centaine d'ouvriers ont fait le siège du palais de justice pour exiger la libération de leurs camarades. Par solidarité, les dockers du port ont cessé le travail.

A l'union départementale C.g.t., on est catégorique : pas question de faire porter le chapeau des ventes sauvages organisées lors de l'occupation de l'usine à des délégués syndicaux. Cela serait trop facile. Mais, de toute façon, pas suffisant pour décapiter un mouvement qui refuse de voir la région de Dieppe se vider de son potentiel industriel.

Le Père Noël au rebus

Le Père Noël, lui aussi, fait cette année les frais de la politique gouvernementale d'austérité. Depuis quelques années en Gironde il répondait, grâce à l'intervention des P.t.t., aux petits enfants qui lui écrivaient. Il s'agissait d'une gentille carte postale envoyée par le centre des rebus de Libourne aux jeunes enfants qui adressaient un mot au Père Noël, en lui donnant leur adresse.

changer la vie sociale

Rouen : être « jaune », c'est payant !

Le tribunal d'instance de Rouen aura désormais sa place dans la longue histoire de la répression des travailleurs. Le 29 novembre dernier, en condamnant six grévistes à verser des indemnités à vingt-quatre non-grévistes, ce tribunal a même franchi un pas dans le sens d'une régression sociale que personne n'avait osé franchir jusqu'à présent.

Tout a commencé avec une grève de trois semaines, en novembre 1976, à la Sodipan, une entreprise d'ouate de cellulose à Saint-Etienne-du-Rouvray (près de Rouen) de 153 salariés. La principale revendication porte sur les salaires. Le mécontentement est grand. Du 22 septembre au 1er octobre, les grévistes décident d'occuper les locaux. Compte tenu de la détermination du mouvement, la direction cède et accorde à l'ensemble du personnel une augmentation salariale. L'histoire de ce conflit ne s'arrête pas à cet épilogue heureux. Vingt-quatre non-grévistes décident, en effet, de réclamer à six « meneurs » le montant de leur salaire perdu pendant la grève, plus une indemnité de 5 000 F par personne à titre de dommages et intérêts.

Une plainte pour le moins extravagante — les plaignants ayant profité des avantages obtenus par le mouvement — que le tribunal décide, néanmoins, de recevoir. Le 29 novembre, les six grévistes se voient donc condamnés à verser l'équivalent des salaires perdus, avec intérêt légal depuis le 1er octobre 1976.

L'avocat des plaignants a bien tenté d'expliquer qu'il n'était pas question de remettre en cause le droit de grève. « Nous ne nous trouvons plus sur un terrain purement syndical, a-t-il expliqué. Toutes les conditions de la responsabilité civile sont ici réunies : la faute (l'occupation de l'usine), le préjudice (la perte de salaire) et le lien de causalité (la perte de salaire résulte de l'occupation). »

L'avocat de la défense a rétorqué qu'il ne voyait pas comment dissocier l'occupation de la grève. « Un mouvement qui a contribué par les avantages obtenus à l'enrichissement de l'adversaire, c'est une acceptation implicite de la manière dont a été menée la grève, a déclaré Me Robine. Que les non-grévistes refusent les avantages, et nous leur paierons des indemnités. Ou bien que l'on accorde les mêmes indemnités aux grévistes qui ont subi la même perte de salaire. » Les six grévistes ont, bien entendu, décidé de faire appel.



Cette année, le coût de l'opération a été estimé trop élevé. Tant pis pour les enfants qui guetteront, en vain, leur réponse. Il est des sociétés où les rêves des enfants ne valent pas cher.

Pas de petites économies

Pour faire des économies, la direction d'une entreprise de petite mécanique à Sochaux, travaillant pour Peugeot, Wittmer, n'y est pas allée par quatre chemins. Elle a supprimé l'augmentation prévue de 2,7 % et les primes de fin d'année, allant de 1 800 F pour un O.s. à 2 300 F pour un P 3.

La réaction des 187 salariés ne s'est pas fait attendre. Le 30 novembre, ils se sont mis en grève.

Deux morts : un mois de prison... avec sursis

« Halte à la répression ! » : tel est le nouveau cheval de bataille enfourché par le patronat pour dénoncer la « sévérité » des tribunaux en matière d'accidents du travail.

Que l'on en juge. Pour un accident survenu il y a trois ans, un patron vient d'être condamné. Les faits remontent au 28 novembre 1975. Ce jour-là, deux ouvriers algériens de la société Peinture et Reconstruction travaillent au dépôt des autobus de la porte de Saint-Cloud. L'échafaudage sur lequel ils se trouvent s'effondre. Une chute de treize mètres. Deux morts, tués sur le coup.

Poursuites pour homicide par imprudence contre le P.-d.g., David Mandel. Trois ans plus tard, le 4 décembre dernier, la 31e chambre correctionnelle rend enfin sa sentence. Le patron est reconnu coupable : une pièce de bois maintenant l'échafaudage était rongée par des insectes parasites. Verdict : un mois de prison avec sursis et 2 000 F d'amende.

Conclusion : il vaut mieux être patron et tuer deux ouvriers que loulou de banlieue, voleur de voitures.

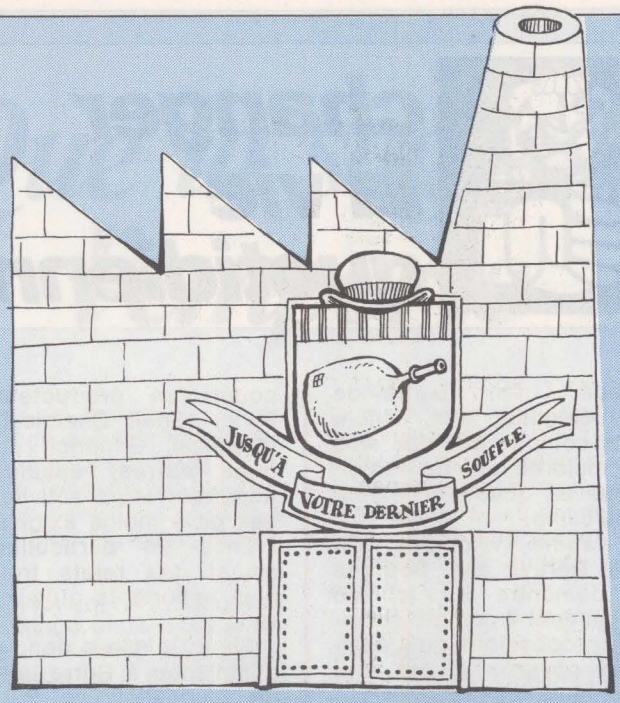
Le poids lourd en perte de vitesse

Le 29 novembre, à l'initiative du comité régional Rhône-Alpes du Parti socialiste, et en liaison avec la section d'entreprise et les groupes socialistes d'entreprise des

établissements Renault-Véhicules industriels (R.v.i.), ex-Berliet-Saviem, de l'ensemble de la région, s'est tenue à Vienne (Isère) une rencontre de travail consacrée aux difficultés que connaît l'industrie du poids lourd.

Le recul du groupe R.v.i. sur le marché intérieur, la réduction des effectifs et l'annonce récente de mises en chômage partiel pour la fin de l'année apparaissent comme autant d'inquiétudes pour l'avenir de ce groupe. Tous les élus socialistes des villes où sont implantés des établissements R.v.i. (Vénissieux, Saint-Priest, Annonay, Bourg-en-Bresse, Bourg-Argental, Vienne, Chuzelles, Lyon 3e et Luzinay, entre autres) ont dénoncé une régression du potentiel technologique du groupe. A long terme, cette politique d'abandon des secteurs de recherche et d'application de techniques de pointe condamnerait le numéro un du poids lourd français à ne plus devenir qu'un « ensemblier » effectuant le montage de pièces fabriquées ailleurs. Les socialistes de la région Rhône-Alpes ont rappelé que l'on attendait toujours la dotation promise sur fonds publics qui doit permettre les investissements nécessaires à l'autonomie de notre industrie du poids lourd.

Des mesures d'autant plus nécessaires que R.v.i., avec 29 000 salariés, est, après Rhône-Poulenc, le deuxième employeur de la région. Les socialistes ont décidé de développer toute une série d'actions dans ce sens aux côtés des salariés.



Pas d'alcootest-alibi dans les entreprises

Une campagne dans les entreprises contre les dangers de l'alcool, soit. Renault, en accord avec les syndicats, vient de donner le feu vert. mais de là à l'alcootest obligatoire, il n'y a qu'un pas. Qu'un patron d'une entreprise d'Anzin, près de Valenciennes (Nord), vient de franchir allégrement. M. Drouffe, P.-d.g. des Etablissements Vallourec, vient en effet de faire passer une note de service qui prévoit, à l'intérieur de l'usine, un contrôle de l'état d'ivresse du personnel à l'aide d'un matériel identique à celui dont se sert la gendarmerie routière. La C.g.t. et la C.f.d.t. ont d'abord fait remarquer que cette note avait été publiée sans consultation du comité d'entreprise et diffusée auprès des seuls cadres. Le 24 novembre, les deux sections syndicales ont décidé d'alerter l'inspection du Travail.

Au grand dam de la direction de Vallourec, très surprise par une telle démarche. Selon elle, il y aurait des précédents, notamment dans d'autres usines du groupe Vallourec, à Maubeuge et Aulnoye, entre autres. D'ailleurs, rappelle-t-elle, le Code du Travail interdit à tout chef d'entreprise de laisser entrer ou séjourner dans celle-ci une personne en état d'ébriété.

Sur ce point, les représentants du comité d'entreprise ne se sentent nullement gênés. « C'est sur une initiative des syndicats que les cantines du personnel ne servent pas de boissons alcoolisées », explique Jean-Claude Borgogno, représentant C.f.d.t. au comité d'établissement de Vallourec-Anzin et, par ailleurs, maire socialiste de Beuvrages. Toujours d'accord pour accroître la sécurité dans l'usine et pour lutter contre l'alcoolisme, les syndicats n'en considèrent pas moins l'alcootest comme une atteinte à la liberté individuelle. « Nous mettons en doute la capacité juridique de l'employeur d'exercer un tel contrôle », affirment-ils.

Syndicats et partis de gauche ont décidé de ne pas en rester là. Le 25 novembre, un meeting d'information était organisé par la C.f.d.t. et la C.g.t., tandis que le problème était posé, le 24, à l'Assemblée nationale, par le député de la circonscription, Alain Bocquet (communiste).

Aujourd'hui, pour les travailleurs, cela ne fait plus de doute : « Il est inadmissible qu'un patron puisse s'attribuer des droits de police exorbitants et qu'il transforme son personnel d'encadrement en agents de la force publique pour imposer l'alcootest dans l'usine ». A l'horizon, deux craintes pour les salariés : l'alcootest peut être un bon moyen de camoufler le manque de sécurité des entreprises en culpabilisant les travailleurs. Et pourquoi l'alcootest ne servirait-il pas d'alibi pour effectuer des licenciements abusifs ?

Quand la Chine s'ouvrira

La France sera-t-elle le premier pays de l'Europe occidentale à bénéficier du « nouveau cours » chinois ? C'est évidemment la question qu'on peut se poser après la signature à Pékin par le ministre Jean-François Deniau d'un accord commercial portant sur 60 milliards d'anciens francs d'ici à 1985. Certes, c'est sensiblement moins que l'accord conclu entre la Chine et le Japon, mais c'est autant ou plus que le niveau d'échanges envisagé avec Pékin par l'Allemagne fédérale ou la Grande-Bretagne. Surtout, cela représente pour la France un « grand bond en avant », puisque le commerce franco-chinois n'a pas dépassé en 1977 un milliard et demi de francs.

Cependant, au-delà du battage fait autour du voyage de la délégation ministérielle française, accompagnée de plusieurs journalistes économiques, des questions restent encore posées.

Les premières tiennent à la France. Ce n'est pas la première fois que des ministres reviennent de pays étrangers avec de fabuleux contrats qui se réduisent ensuite comme peau de chagrin. L'expérience a prouvé que les industriels français manquent souvent de dynamisme pour aller investir à l'étranger. Seront-ils cette fois plus tentés par le marché chinois ? Une autre difficulté est que, si la Chine a aujourd'hui d'énormes besoins pour accélérer son développement industriel, elle a relativement peu à vendre à un pays comme la France, en dehors de produits traditionnels (riz, soja, thé, viande de porc, etc.) qui ne peuvent évidemment atteindre des montants suffisants. Quant aux matières premières, pétrole et uranium notamment, il semble bien qu'on soit pour l'instant resté dans le vague.

Une autre série de questions tient à la Chine elle-même, et plus précisément au caractère durable de l'ouverture tous azimuts dans laquelle se sont lancés les successeurs de Mao. Les retournements surprenants auxquels on assiste depuis quelques mois sont-ils définitifs ? Après tous les aller et retour que la Chine a connus depuis vingt ans, on peut légitimement s'interroger, et même les meilleurs sinologues se gardent bien de réponses catégoriques. Outre que la compétition au niveau le plus élevé du pouvoir semble se poursuivre entre le successeur de Mao, Hua Kuo-feng, et l'homme fort du gouvernement, Teng Hsiao-ping, le « réformisme » de celui-ci paraît surtout fondé sur un « pragmatisme » qui, aujourd'hui, conduit à ouvrir la Chine aux multinationales occidentales, mais pourrait fort bien, demain, si besoin était, revenir à des conceptions plus « orthodoxes » qui restent, semble-t-il, celles des cadres de l'Etat et de la bureaucratie du Parti.

Le principe le plus souvent affirmé par Teng Hsiao-ping serait que « le critère suprême de la vérité réside dans la pratique ». Voilà qui peut conduire loin, mais sans que l'on sache très bien où !

A. V.

changer la vie quotidienne

Crise du bâtiment : les H.l.m. répliquent

La crise du bâtiment s'aggrave. Du coup, le gouvernement choisit un bouc émissaire : les organismes d'H.l.m., accusés de ne pas consommer les crédits qui leur sont impartis. L'Union des H.l.m. réplique : en fait, les financements diminuent et deviennent plus difficiles à utiliser.

Dans le secteur locatif, les crédits de 1978 sont épuisés, et les reports des programmes sur 1979 prendront du temps ; d'autant que la réforme du financement du logement ne simplifie pas les choses : les loyers s'établiront entre 1 000 et 1 300 F par mois, sans les charges, pour un quatre-pièces, et l'A.p.l. (aide personnalisée au logement) n'allégera vraiment cette charge que pour les ménages gagnant moins de deux fois le Smic. « Nous reprochera-t-on de n'être pas des kamikazes ? Qui viendra prendre notre place pour lancer, aux conditions qu'on nous impose, des dizaines de milliers de logements par an ? », interroge l'Union.

Pour l'accession à la propriété, ce sont les autorisations des directions départementales de l'Equipement qui manquent, malgré deux milliards encore disponibles et des files d'attente des candidats qui s'allongent.

Quant à la crise du bâtiment, peut-être ne faudrait-il pas oublier que l'activité de la promotion privée a chuté encore plus fortement que celle des H.l.m. Les financements mal adaptés et les procédures trop compliquées en sont la cause...

Première victoire pour les « Larzac »

La « longue marche » des paysans du Larzac n'aura pas été inutile. La sympathie qu'ils ont rencontrée sur leur passage et à leur arrivée à Paris, porte d'Orléans, le soutien de nombreuses organisations, dont celui du P.s. que François Mitterrand leur a exprimé samedi soir, en les recevant au siège du Parti, ont obligé le gouvernement à bouger. Ils ont été reçus au ministère de la Défense — un dimanche matin ! — et Yvon Bourges recevra le 12 décembre les élus locaux de l'Aveyron.

Ce sera le premier acte de la négociation enfin engagée. Les deux conseillers généraux (P.s.) de Millau ont demandé à faire partie de cette délégation qui, sinon, n'aurait compris que des élus de la majorité qui ne remettent pas en question l'extension du camp.

« Il faudra vraiment, dit Gérard Deruy, que Bourges nous démontre au tableau noir comment il compte concilier les propositions qu'il a faites aux paysans et qui sont parfaitement contradictoires : extension, mais maintien en place des paysans. Je crains, en effet, que ce ne soit une nouvelle tactique pour gagner du temps sur le pourrissement de la lutte sur lequel le gouvernement a toujours compté. »

Alerte au P.v.c. !

Le chlorure de polyvinyle (P.v.c.), nous l'utilisons partout. Son seul défaut : il tue. Mortellement cancérigène, il est dangereux pour les consommateurs, pour les travailleurs des usines qui le fabriquent, pour les riverains des unités de production. Aux Etats-Unis, les normes de rejet et les règles de sécurité dans cette branche industrielle sont très strictes. Du coup, les producteurs de P.v.c. (Shell Chemical, Dow Chemical, Goodrich et quelques autres) essaient de transférer leurs activités vers des pays moins exigeants, la France en particulier, qui admet des rejets trois fois plus importants qu'aux Etats-Unis.

Shell Chimie a donc décidé d'implanter à Berre une unité de fabrication de P.v.c. de 145 000 tonnes — dans une zone déjà très polluée, avec, dans un rayon de 1 500 m du site retenu, 5 000 habitants, 2 300 élèves et les installations sportives de la commune. La municipalité d'Union de la gauche a engagé dans la bataille contre le projet toutes ses forces. Forte du soutien de 4 000 signatures défavorables à l'opération qui ont été recueillies pendant l'enquête d'utilité publique, en juillet dernier. Le préfet a dû s'incliner et refuser le permis de construire, demandant un complément du dossier, mais accordant pour cela un nouveau délai d'instruction. Espère-t-il convaincre dans ce laps de temps la population ?

La municipalité, elle, est bien décidée à ne pas lâcher le morceau : elle demande que soit faite une étude d'impact sérieuse, qu'un site moins proche de l'agglomération soit choisi et que des mesures soient prises pour éliminer l'émission de chlorure de vinyle dans l'atmosphère... Et, grâce à son effort d'information, elle a le soutien de la population.



Samedi dernier pendant le défilé des paysans du Larzac, un « casseur » face aux forces de l'ordre, puis regagnant les rangs de ces mêmes forces... sans être inquiété !

La A86 refait surface

La A 86, véritable serpent de mer de la région parisienne, refait surface ; et sérieusement. La rocade qui doit traverser toute la banlieue de la capitale devient la priorité du budget des transports pour 1979.

Du grabuge en perspective : ils sont nombreux, ceux qui se battent contre ce projet...

Vin 78 : bon mais « salé »

L'année sera bonne. Du moins pour les vins. On nous annonce un grand millésime — comparable à celui de 1970 — dans les côtes-du-rhône ; le beaujolais nouveau sera bon, en tout cas meilleur que celui de l'année dernière, qui avait été plutôt mal accueilli dans les bistrots... Côté bordeaux, on ne pavoise pas encore, mais l'espérance est bonne...

Les consommateurs, eux, aimeront le breuvage dans leurs verres. Mais ils risquent de trouver la note salée. Partout aussi les rendements moyens ont été au-dessous des résultats habituels ; déjà, l'année dernière, la récolte avait été décevante en quantité comme en qualité. Il n'y a donc guère de stocks. Le prix de certains vins risque d'augmenter considérablement. Seul le côtes-du-rhône prédit un ralentissement de la hausse des prix. Mais pas de baisse...

Alternatives au nucléaire

Sur ce thème, l'Union des élus socialistes et républicains du Finistère organise, le 16 décembre, une journée d'études consacrée aux économies d'énergie et à la mise en œuvre des énergies renouvelables par les collectivités locales.

Toutes les expériences menées dans les municipalités seront les bienvenues dans cette rencontre, animée par des chercheurs, des techniciens, des industriels. Des cours pratiques seront donnés à l'usage des élus.

S'adresser à Daniel Bouër, Kermerrien, 29100 Douarnenez. Tél. : (98) 92-32-76.

Que la sagesse l'emporte

Le Parti socialiste intéresse beaucoup de monde. Il ne se passe pas de jour où l'on ne s'interroge sur son destin ou, pour être plus exact, sur celui de ses dirigeants ; mais n'est-ce pas pareil dans l'esprit des gazettes ? Telle déclaration, tel sondage ou telle intention prêtée à l'un ou l'autre, et voilà que recommence le petit jeu des suppositions, voire des spéculations, sur notre avenir.

Comme de nombreux militants socialistes, je reste perplexe devant toute agitation. En vérité, je suis partagé entre deux réactions. La première consiste à me dire que l'intérêt soulevé par le P.s. est la consécration de son succès. Parce qu'il est la seule force vraiment nouvelle de la vie politique française, parce qu'il est au cœur des préoccupations des travailleurs, parce qu'il incarne plus et mieux que d'autres l'aspiration au changement, il est naturel qu'il soit soumis en permanence aux projecteurs de l'actualité. Tout ce qui s'y passe ou peut s'y passer a une résonance nationale.

Le Pouvoir préfère...

La seconde réaction s'inspire de la première, mais dans un sens différent. Spéculer sur nos divergences réelles ou supposées, préférer tel dirigeant à tel autre, transformer en conflit personnel ce qui ne devrait être qu'un débat d'idées, ne serait-ce pas de bonne méthode pour faire comprendre à l'opinion qu'elle fait fausse route en adhérant au message du socialisme démocratique ? N'y aurait-il pas volonté délibérée de montrer qu'un parti divisé serait bien incapable d'assurer la relève d'une majorité déjà à bout de souffle ?

Je m'interroge, convaincu qu'il vaut mieux, pour le Pouvoir, que l'on parle du duel Rocard-Mitterrand plutôt que de la hausse des prix. N'a-t-on pas remarqué l'extraordinaire discrétion dont a été entourée la publication du dernier indice ? Pourtant, ce 0,9 %, venant après le 0,6 % du mois dernier, contredisait sérieusement l'optimisme de Raymond Barre. N'est-il pas préférable d'évoquer la future élection présidentielle plutôt que les résultats de la gestion de Valéry Giscard d'Estaing ? N'est-il pas tentant d'effacer l'effet des licenciements annoncés à Boulogne ou à Saint-Etienne en philosophant à perte de vue sur les résultats d'un sondage qui pose plus de questions qu'il n'en résout ? Bref, l'espoir existe, chez certains, de limiter les conséquences politiques de l'aggravation de la crise en soumettant la vie interne du Parti socialiste à une pression quotidienne.

Que cette vie interne soit active, parfois même bouillonnante, qui s'en plaindrait ? Elle est source de vitalité. Que le Parti socialiste soit ouvert au débat et que le débat soit connu de tous est une bonne chose. C'est notre supériorité sur toutes les autres formations politiques. Seulement, il y a débat et débat. A quelles conditions doit-il répondre pour être démocratique et utile ? Premièrement, il doit porter sur des idées avant de conduire au choix des hommes chargés de les appliquer. Qu'il y soit question de l'orientation du Parti et non de style ou de manière de faire. Deuxièmement, le dialogue — je préfère ce mot à tout autre — doit être géré de l'intérieur, connu de l'extérieur certes, mais non dicté du dehors à coups de petites phrases ou de sondages. Troisièmement, il doit traiter de l'immédiat et non de ce qui se passera en 1981. Puisque François Mitterrand a fait savoir que nous n'étions pas en situation de candidatures à l'élection présidentielle, j'en appelle à la raison de Michel Rocard afin que cesse toute campagne de promotion personnelle. Il sera temps, le moment venu, d'en saisir le Parti dans les formes que nous avons arrêtées ensemble. L'agitation qui règne autour de nous sera ainsi débarrassée des scories malfaisantes.

Dès lors, c'est sur le fond des choses qu'il convient de s'expliquer. S'il faut changer de ligne, qu'on le dise. S'il faut corriger tel ou tel point, qu'on le sache. La minorité du Parti, en son temps, a pris ses distances à l'égard de la majorité, dont elle contestait certaines positions. J'ai pensé alors qu'elle épousait un peu trop souvent l'altitude du P.c. Cela rendait difficile de l'associer à la direction du Parti, mais n'a jamais interdit une pratique militante commune. Que s'exprime aujourd'hui au sein de la majorité un nouveau courant ne constitue pas un sacrilège ; tout au plus pourrait-on regrette qu'il fasse l'impasse sur notre coresponsabilité dans le passé. Nos succès comme nos insuffisances sont notre lot à tous.

Mais, encore une fois, il n'est pas malsain qu'une mise en question de la ligne d'Epinay se fasse jour si l'on juge salutaire une autre orientation politique et, de ce point de vue, comment séparer le programme de l'analyse de la crise et du contenu sociologique de nos alliances ? Je le dis d'autant plus aisément que je suis opposé à tout changement de cap. Renoncer si peu que ce soit aux engagements pris devant l'opinion depuis 1972 serait une faute grave, et j'ai de bonnes raisons de penser que le Parti communiste a fondé sa stratégie actuelle sur l'éventualité de cet abandon. Cela étant, je reconnais à nos amis venus du P.s.u. le droit de reprendre, en l'actualisant, leur critique du Programme commun. On y verra ainsi plus clair.

Voilà ce que je voulais dire comme une sorte d'appel à la sagesse des militants socialistes. Nous portons la première responsabilité de l'agitation créée autour de notre parti. Trop de déclarations, amplifiées par les techniques modernes de communication, y ont contribué. L'élection présidentielle est encore loin, et qui peut dire aujourd'hui, à coup sûr, que tel des nôtres sera le meilleur candidat ? Les mouvements d'opinion sont parfois passagers. Deux élections présidentielles ont fortifié la gauche en 1965 et 1974. De grâce, n'oublions pas l'année 1969, les résultats obtenus malgré des sondages prometteurs, mais après le désastreux congrès d'Alfortville. En outre, il serait paradoxal de voir un parti se réclamant de l'autogestion vivre dans l'obsession de l'élection présidentielle.

Minoritaire au congrès d'Epinay, je me sens néanmoins solidaire de tout ce qui a été fait depuis. Responsable de notre parti dans la commission d'actualisation du Programme commun, je puis témoigner que nous n'avons négligé aucun des aspects nouveaux de la situation économique, dominée par une crise dont nous avions perçu la gravité et la durée dès 1972. J'ajoute, pour faire bonne mesure, que la nécessité d'une nouvelle croissance était déjà affirmée à cette époque et que nous avons, en 1977, enrichi le texte de 1972 d'objectifs nouveaux concernant la qualité de vie et la démocratie économique, des nationalisations aux conseils d'atelier.

Les leçons du passé

Partisan résolu des Assises du socialisme et responsable, parmi d'autres, de leur organisation, je désire rappeler que c'est l'espérance créée par la dynamique unitaire de 1974 qui a rendu possible le regroupement des socialistes à l'appel de François Mitterrand. Enfin, militant du P.s.u. des années 1960, je sais ce qu'il en a coûté à un parti de se diviser à l'infini et de se projeter perpétuellement dans l'avenir et l'incantation, faute d'avoir prise sur l'immédiat et le réel.

N'oublions pas les leçons d'un passé qui n'est pas si ancien. La sagesse nous commande de ne pas cracher dans le bouillon qui faisait nos délices il y a peu. Il arrive en effet que l'Histoire repasse les plats.

Notre capacité à rassembler les socialistes et à donner corps à l'espérance populaire est toujours allée de pair avec notre combat unitaire. Et si l'on parlait un peu de Giscard... Après tout, c'est bien de cela qu'il s'agit ; la priorité des priorités, c'est de combattre sa politique et de démontrer qu'il en existe une autre, qui ne se confond pas avec la sienne.

Pierre BEREGOVOY

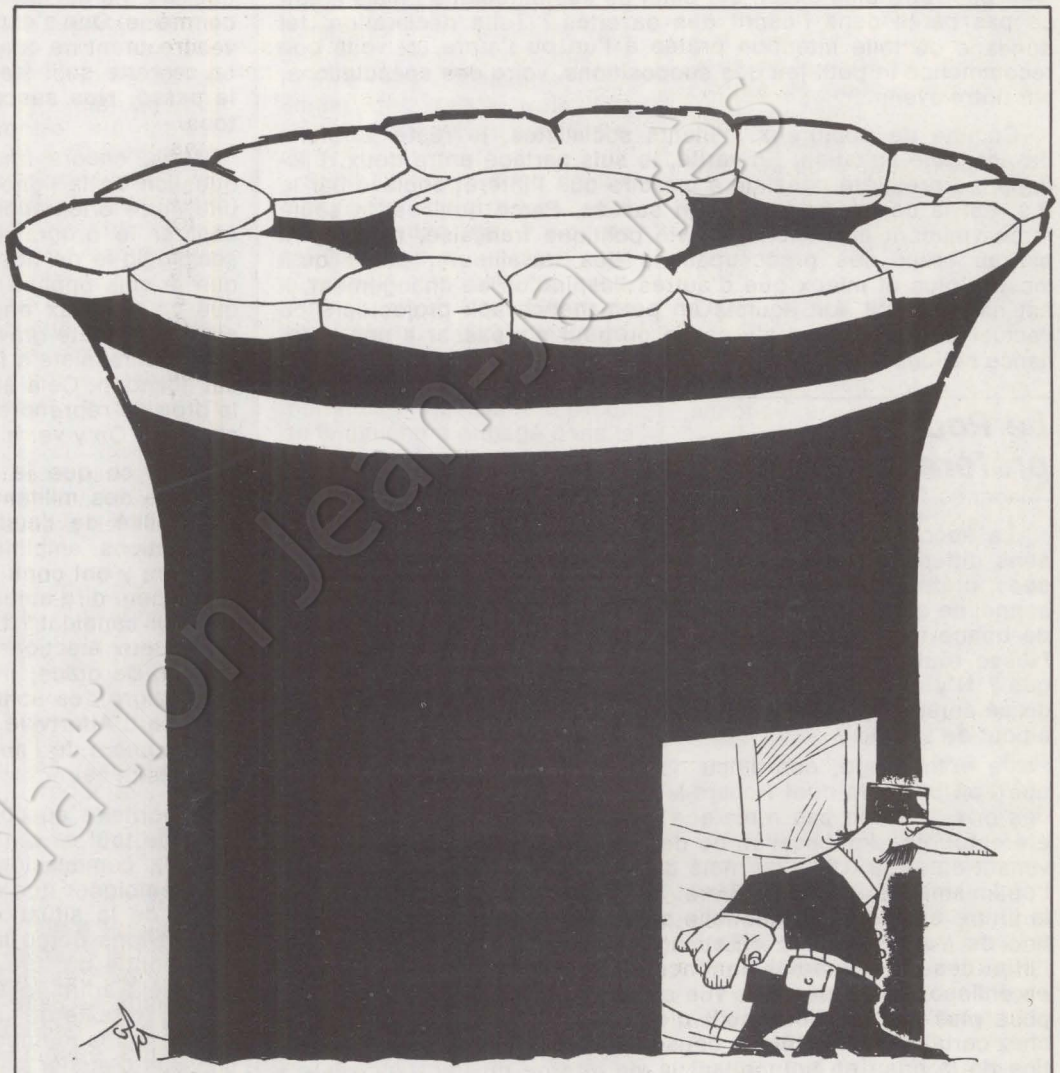
Rendre la Justice aux citoyens

« UNE Justice égale pour tous. » Ce slogan, fort éloigné des réalités françaises contemporaines, a servi de thème au colloque organisé le 2 décembre, à Paris, par la commission « institutions et Libertés » du Parti socialiste. Une commission dont les travaux ont réuni, depuis plus de deux ans, cent vingt experts.

Le colloque s'est ouvert sur un rapport présenté par Michel Jéol, magistrat à la cour d'appel de Paris et secrétaire de la commission. Parlant de la Justice comme d'un « bastion de conservatisme social », Jéol lui a reproché de « reproduire les inégalités qu'elle a précisément pour mission de corriger ». Venu conclure les débats, François Mitterrand fera preuve du même réalisme : « Je ne crois pas à l'indépendance de la magistrature, mais je crois à celle de magistrats, hommes honnêtes et courageux, qui, obéissant à leur conscience, souffrent et souffriront encore souvent... L'institution judiciaire dominée par un Conseil supérieur, lui-même expression de l'exécutif, amène à considérer que le problème de l'indépendance de la Justice ne peut être résolu dans la société présente. »

La réflexion développée par la commission a d'ailleurs largement porté sur des réformes et propositions susceptibles de transformer la Justice dans la période de transition au socialisme. Néanmoins, il est fort possible de l'améliorer sur de nombreux points dès aujourd'hui. Ne serait-ce qu'en la dotant de crédits de fonctionnement qui ne se limitent pas au misérable 1,02 % prévu au budget de 1979.

Comment rendre la Justice plus indépendante, plus accessible aux citoyens, plus ouverte, plus conforme à ce qu'en attendent les justiciables, aux yeux desquels elle reste tout à la fois, comme l'a



Les propositions du P.s.

Voici quelques-unes des propositions contenues dans le rapport « Une Justice plus ouverte » présenté par Jean-Pierre Michel :

• Pour combattre la hiérarchisation de l'appareil judiciaire, clef de sa soumission au Pouvoir, le P.s. préconise en particulier une séparation du grade et des fonctions des magistrats du siège, un changement du mode de désignation des chefs de juridiction (celles-ci pouvant être administrées par des assemblées générales de magistrats), la rénovation du Conseil supérieur de la magistrature, où siégeraient des personnalités non parlementaires désignées à la proportionnelle par le Parlement, la décentralisation de la Justice pour retirer « l'essentiel du pouvoir concentré entre les mains d'une minorité de magistrats de rang élevé » et l'arrêt de la concentration des tribunaux.

• Pour rendre la Justice plus visible et afin que l'essentiel du processus judiciaire n'échappe plus aux citoyens, il faut que les décisions prises par la police, le parquet et la juridiction d'instruction, qui prédéterminent largement la décision finale, ne soient plus arrêtées en secret. D'où la nécessité de lever les ambiguïtés que recouvre la fonction du magistrat instructeur, celle de créer des débats publics et contradictoires au niveau de l'enquête et du contentieux de l'exécution des peines, et peut-être de supprimer les tribunaux administratifs dans lesquels l'Etat est à la fois juge et partie (le P.s. a, par ailleurs, réclamé depuis longtemps la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et des tribunaux permanents des forces armées).

• Pour renforcer le contrôle des justiciables sur les décisions de justice, un effort de formation doit être accompli au stade de l'enseignement secondaire (malgré les réticences du milieu enseignant signalées par un représentant de la Fen), l'accès de la presse à l'ensemble du processus judiciaire doit être amélioré, et les boutiques de droit (comme celles qu'organisent le P.s. et de nombreuses associations) doivent être développées.

• Les citoyens interviennent également dans les procès, soit comme juges, soit comme témoins ou spectacteurs, soit comme parties. Sans déprofessionnaliser totalement la Justice, le P.s. est favorable au développement de la formule des juges non magistrats (comme il existe aux assises ou dans les prud'hommes) sur des bases sérieuses, claires et démocratiques. L'indemnisation des témoins doit être revue pour compenser le temps passé au tribunal. Pour les spectateurs, il ne faut plus limiter au seul procès la partie du processus qu'ils peuvent suivre, et l'ésotérisme devra se limiter aux impératifs techniques.

Au pénal, il convient de procéder à un rééquilibrage accusation-défense, d'étendre largement les possibilités de se constituer partie civile aux associations et de créer un véritable fonds d'indemnisation des victimes qui pourrait être alimenté par la fiscalisation (le P.s. a déjà déposé une proposition de loi à ce sujet).

souligné Jean-Pierre Michel (magistrat à la chancellerie), « un mythe et un mystère » ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles le P.s. propose des réponses qu'il a soumises à l'appréciation et à la critique des magistrats, avocats, éducateurs, juristes, policiers, huissiers, etc., présents au colloque.

Sur plus d'un point, ces propositions — dont beaucoup sont arrêtées depuis plus d'un an — vont dans le même sens que celles d'organisations syndicales des professions judiciaires (voir encadré). Elles visent à restituer la Justice aux citoyens, à renforcer les libertés et à garantir la sécurité des individus face à la progression de la criminalité. Tout aussi nécessaire, l'égal accès au droit et au juge pour tous les justiciables fut traité par Me Jacques Ribs dans un rapport intitulé « la Justice et l'argent ». Me Jacques Ribs a traité de l'argent comme obstacle et comme moyen, préconisant l'extension et le relèvement des plafonds de l'aide judiciaire — « à laquelle la France consacre, par tête d'habitant, trente fois moins que la Grande-Bretagne, le Québec, les Pays-Bas, la Suède... » — et la « clarification » des honoraires d'avocats.

Au cœur de l'actualité

De nombreux intervenants ont pris la parole sur la rémunération des avocats et sur l'aide judiciaire, certains d'entre eux jugeant les propositions du P.s. timides sur ce plan. Après avoir pris acte des interventions en faveur d'une sorte de « Sécurité sociale judiciaire » (comparable à ce qui se passe en matière de santé), le P.s. pourrait améliorer sa proposition sur ce point et la concrétiser bientôt par le dépôt d'un texte de loi.

A la suite d'un rappel des positions du P.s. contre la peine de mort, les quartiers de haute sécurité, la réforme des prud'hommes et en faveur des permissions des détenus, François Mitterrand s'est déclaré personnellement favorable à la formation commune avocats-magistrats et au droit d'association des détenus (en réponse à une question du Comité d'action des prisonniers), tout en repoussant l'idée d'une extension des procédures d'appel pour les assises.

Sans doute le contenu du colloque eût-il paru plus novateur et eût-il suscité plus d'intérêt si les élections législatives n'avaient obligé à le repousser d'un an. Présidant la séance, Gilles Martinet a annoncé le thème du prochain colloque de la commission : « la Délinquance et la Sécurité ». Un sujet dont tout donne à penser qu'il s'inscrit, lui aussi, au cœur de l'actualité et des préoccupations des Français.

JEAN-LOUP REVERIER

Les policiers ne sont plus dupes

Les policiers sont mécontents. Le gouvernement, ministre de l'Intérieur en tête, ne parle que de sécurité des citoyens, mais ne fait rien pour l'assurer. L'Intersyndicale de la police (Fédération autonome des syndicats de police, Syndicat national autonome des policiers en civil et Syndicat des commissaires), après avoir manifesté en novembre devant le palais Bourbon, lors du débat sur le budget de l'Intérieur à l'Assemblée nationale, a de nouveau manifesté le 4 décembre devant le ministère des Finances. Elle a expliqué ses préoccupations à la presse le 30 novembre. « Les policiers ne sont plus dupes, a dit Henri Buch (secrétaire général de la F.a.s.p.). Suffisamment bernés, ils se refusent désormais à subir passivement les effets néfastes de la politique de carence dont le gouvernement fait preuve depuis des années à leur égard. »

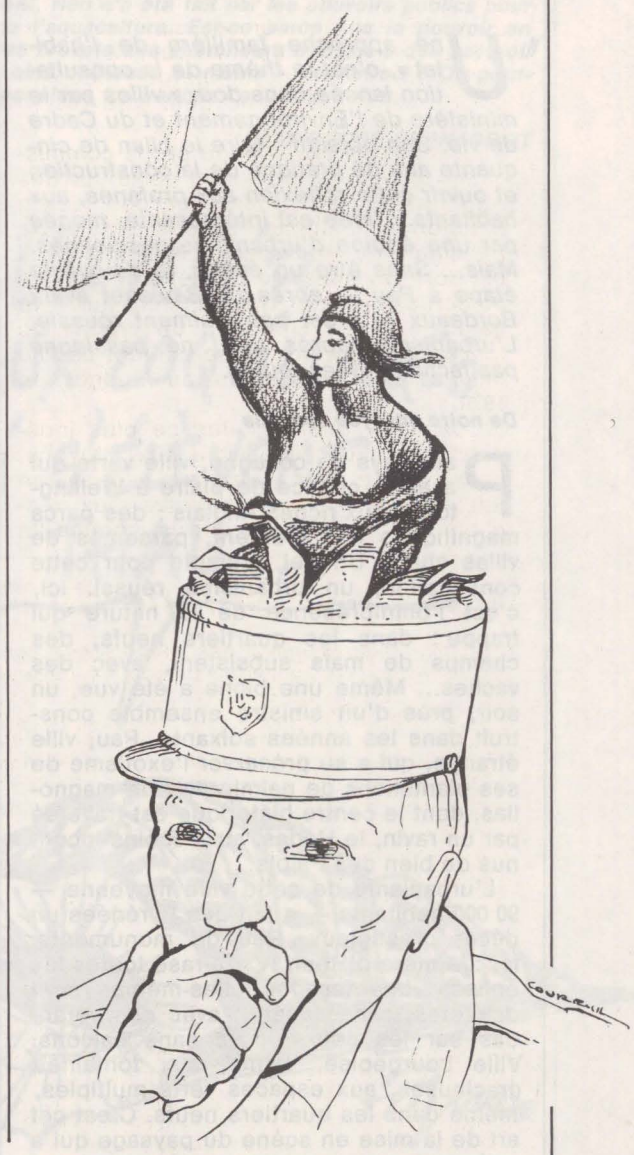
Pourtant, Christian Bonnet n'annonce-t-il pas la création de mille emplois de policiers ? Ne se vante-t-il pas des 16 % de progression de son budget ? A cela les policiers répondent que ce budget intègre pour la première fois les crédits alloués à la police dans les Dom-Tom, comptabilisés à part jusqu'ici. Ensuite, ils déplorent le manque de moyens matériels mis à leur disposition. Les véhicules de service ont bien souvent dépassé de beaucoup les 100 000 kilomètres ; les communications radio entre services, faute d'un matériel adapté et d'une capacité à utiliser la même longueur d'onde, sont souvent impossibles, ce qui a provoqué des accidents faisant parfois des victimes dans leurs rangs, comme à Saint-Brieuc. Surtout, les policiers dénoncent l'insuffisance criante de leurs effectifs, qui ne suivent ni la poussée démographique des grandes agglomérations, ni l'augmentation de la criminalité. Déjà, rien que pour Paris et les trois départements de la Petite Couronne, il existe un écart de plus de mille policiers entre les effectifs budgétaires et ceux réellement présents sur le terrain. Soit davantage que la création des postes dont se targue Bonnet. La situation actuelle ne permet pas d'assurer dans les commissariats de la région parisienne — où de 19 h à 6 h 40 six policiers seulement sont en moyenne présents — la permanence de nuit et Police-secours dans le respect des effectifs réglementaires.

Un G.s.e. de la police

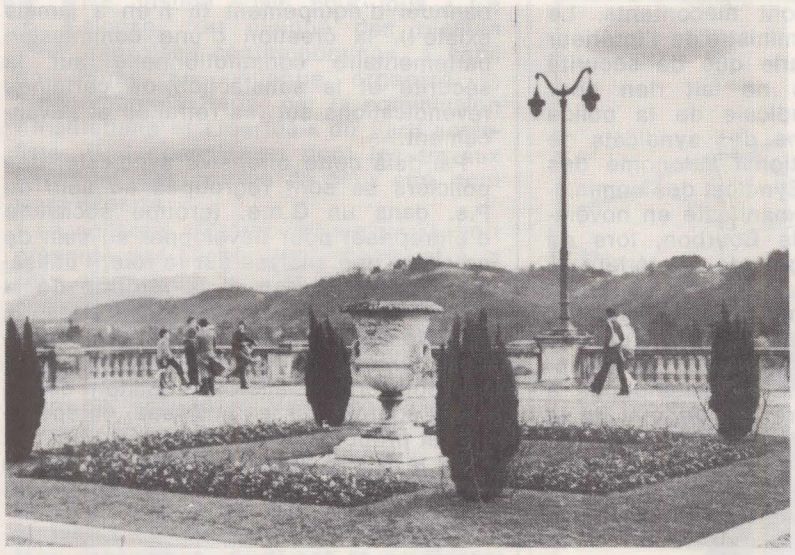
Aussi l'intersyndicale réclame-t-elle davantage d'effectifs et de moyens, une meilleure utilisation des policiers (en les déchargeant des tâches qu'ils assument et qui ne sont pas les leurs), un plan pluriannuel d'équipement (il n'en a jamais existé !), la création d'une commission parlementaire constitutionnelle sur la sécurité et la satisfaction de certaines revendications sur les retraites et l'avancement.

Par-delà cette offensive syndicale, des policiers se sont regroupés au sein du P.s. dans un G.s.e. (groupe socialiste d'entreprise) pour développer au sein de ce corps une analyse sur le rôle, l'utilisation, les structures et la réforme de la police à l'heure actuelle et dans la période de transition au socialisme. Certains textes ont déjà été élaborés, dont ces policiers socialistes souhaitent débattre et approfondir les analyses, perspectives et propositions. Pour prendre contact avec le G.s.e.-Police, lui écrire au siège du P.s. (7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris).

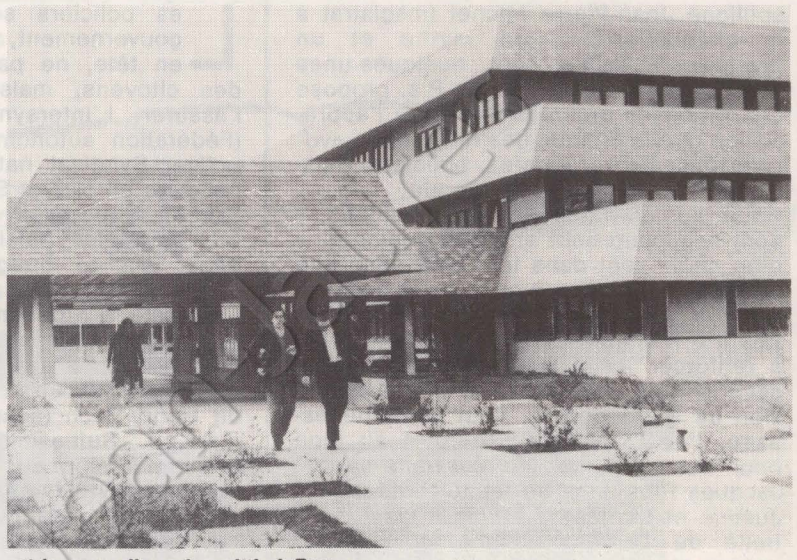
J.-L. R.



La qualité de la ville ne fait pas recette



Le boulevard des Pyrénées



et la nouvelle université, à Pau.

« Une approche familière de l'habitat », c'est le thème de la consultation lancée dans douze villes par le ministère de l'Environnement et du Cadre de vie. Son objectif : faire le bilan de cinquante ans de pratique de la construction et ouvrir cette réflexion aux profanes, aux habitants. L'idée est intéressante, menée par une équipe d'urbanistes passionnés. Mais... Sans être un échec, la deuxième étape à Pau — après La Baule et avant Bordeaux — n'est pas vraiment réussie. L'urbanisme, après tout, ne passionne pas facilement les foules.

De notre envoyée spéciale

Pau, pays de cocagne, ville verte qui a eu la chance de plaire à Wellington et aux riches Anglais : des parcs magnifiques la traversent, parsemés de villas chics. Un bel exemple pour cette consultation, un urbanisme réussi. Ici, c'est l'omniprésence de la nature qui frappe : dans les quartiers neufs, des champs de maïs subsistent, avec des vaches... Même une biche a été vue, un soir, près d'un sinistre ensemble construit dans les années soixante. Pau, ville étrange, qui a su préserver l'exotisme de ses plantations de palmiers et de magnolias, dont le centre historique est traversé par un ravin, le Hédas, aux recoins inconnus de bien des Palois.

L'urbanisme de cette ville moyenne — 90 000 habitants — a fait des Pyrénées un décor prestigieux. Peu de monuments, ici : la mère d'Henri IV y a rasé toutes les églises. Les façades elles-mêmes sont discrètes, sans apparat, avec des vérandas sur les cours, mais sans balcons. Ville bourgeoise, calme, aux fontaines gracieuses, aux espaces verts multiples, même dans les quartiers neufs. C'est cet art de la mise en scène du paysage qui a intéressé les urbanistes qui organisent actuellement à travers la France la « consultation sur l'habitat ».

Pourquoi cette réflexion publique sur la ville et les formes urbaines ? « Pour que les gens cessent d'être absents des décisions urbaines ; pour que ceux qui décident ou qui créent mesurent le poids de leurs décisions, qui ne peuvent être nourries que par le bilan du passé et un travail de la mémoire », répond Roland Castro, un des architectes qui travaillent sur la consultation. En clair, c'est d'une entreprise de formation des administrations et des « décideurs » qu'il s'agit. Et, il fallait s'y attendre, la concertation avec les habitants passe au second rang...

Une exposition « poétique »

« Consultation ? Ouaf ouaf ! », est-il écrit sur le livre qui a été laissé à la disposition des habitants, dans l'exposition « la Ville à livre ouvert ». Une exposition dans laquelle bien des Palois se plaignent de ne pas avoir reconnu leur cité. Délibérément, elle avait choisi de ne montrer de Pau que les réussites, comme une contribution à la réflexion nationale sur la beauté urbaine, comme démonstration de l'existence de ce « savoir perdu » qui fait l'harmonie des villes, l'esthétique des maisons, le bien-être de leurs habitants... Tout ce que la frénétique construction de l'après-guerre a négligé, aussi bien dans les grands ensembles que dans le pavillonnaire anarchique.

Tout cela, Michel Cantal-Dupart l'explique avec fougue, lui qui est à la fois urbaniste de la ville et l'un des maîtres d'œuvre de la consultation. Pour lui comme pour Roland Castro, c'est l'avenir qu'il faut dessiner ici. Mais leur espoir trouve de faibles traces dans cette exposition peu pédagogique, « poétique », lisible peut-être exclusivement par ceux qui auront le temps de la parcourir avec intuition...

A Pau, la consultation s'est plutôt mal passée. Malgré l'aide de la municipalité socialiste, malgré l'intervention de quelques associations importantes. L'exposition a été très visitée, mais peu commentée ; un débat a été organisé, houleux, riche, mais unique... Et, plus grave encore, un travail confié à une équipe de sociologues de l'université paloise sur la vie dans trois quartiers a été carrément censuré par l'administration parisienne : des jeunes y disaient leur ennui, dans des films vidéo qui ont été jugés peu télévisuels... Parce que les technocrates ont peur de l'impressionnisme, de ce qui n'entre pas dans les dossiers, dans les normes, de tout ce qui risque d'être incontrôlable... Il a donc manqué à l'exposition ce volet essentiel, le regard des habitants sur leur ville et non seulement celui des professionnels, des architectes, sur le patrimoine. La confrontation entre les deux visions aurait été riche, pourtant...

L'affaire n'a pas aidé les habitants à se convaincre du sérieux de l'opération. Beaucoup y voyaient un gadget, s'interrogeaient sur la finalité de cette consultation. Malgré leur sincérité et leur bonne volonté, les urbanistes qui l'ont organisée ont du mal à se faire entendre. Le débat est difficile, incongru : comment parler de qualité, d'environnement, de beauté, quand le minimum manque ? Alors que se déroulaient les fastes de la consultation, les habitants de l'Ousse-des-Bois, un grand ensemble pelé, isolé, maudit, n'avaient pas de chauffage...

Ainsi se croisent deux discours. Cantal-Dupart explique son métier d'urbaniste : « On fait de petites choses ; on ne fait plus de grands plans. On organise les

→

Languedoc: l'aquaculture c'est ce qui reste quand on a tout essayé...

De notre envoyée spéciale

Les espaces maritimes sont-ils les champs de demain ? En France, ils sont une poignée à se lancer dans le pari de l'aquaculture. A savoir l'élevage de poissons, de l'œuf au poisson adulte. Un pari, pas une utopie : selon les experts de la Fao, l'aquaculture atteindra dans vingt ans une production mondiale de 60 millions de tonnes. A peine moins que le produit de la pêche actuelle dans le monde entier. Et à Balaruc-les-Bains, sur les rives de l'étang de Thau, une équipe a réussi pour la première fois au monde à passer du stade de l'expérience en laboratoire à celui de la production commercialisée. Des scientifiques et des conchyliculteurs ont formé un Gaec (groupement agricole d'exploitation en commun), baptisé « les Poissons du soleil », qui a déjà produit des millions d'alevins de daurades et de loups. La reproduction de ces espèces, choisies pour leur valeur marchande élevée, est assurée dans une écloserie qui permet de stocker les poissons géniteurs, d'incuber les œufs et d'élever les jeunes larves à la température voulue et aussi de produire le zoo-plancton et les algues nécessaires à leur nutrition. Après un stade intermédiaire de prégrossissement en bassins tempérés, l'élevage se poursuit en cages immergées en pleine eau dans l'étang de Thau. De la larve au poisson adulte commercialisable l'élevage dure deux ans. « L'Aquaculture, c'est une longue succession de mortalités », affirme François René, l'une des grosses têtes du Gaec. Heureusement, les poissons sont fabuleusement féconds — un loup peut produire de un à trois millions d'œufs — et l'aquaculture permet de réduire fortement la mortalité qui sévit lors de la croissance des larves en milieu moins sauvage : dans les bassins des aquaculteurs, les petits poissons ne sont pas mangés par les gros ! Mais l'intérêt de l'expérience des « Poissons du soleil » ne réside pas exclusivement dans les prouesses techniques réalisées pour reproduire artificiellement les conditions naturelles de la ponte et de la croissance des bébés poissons.

Le deuxième secteur économique après la vigne

L'innovation majeure, c'est que ces exploits scientifiques, réalisés jusqu'alors à prix d'or dans des laboratoires suréquipés, sont effectués jour après jour par le Gaec de Balaruc, avec des coûts très inférieurs : installations rustiques, bricolage génial, économies d'énergie, recyclage des eaux chaudes utilisées dans les bassins. Des trésors d'imagination dépensés pour produire plus à moindre coût. Résultat, le Gaec ne dépense que 800 F d'électricité par mois pour produire un million d'alevins dans l'année. A quelques kilomètres entre Palavas et Maguelonne, la société anonyme France-Aquaculture, financée à 100 % par le Cnexo (Centre national pour l'exploitation des océans), consomme 3,5 millions d'électricité par mois pour une production annuelle de 350 000 alevins : sur les crédits publics, on n'a pas lésiné...

« C'est à croire, affirme Georges Balma, l'un des conchyliculteurs du Gaec, que le Cnexo ne cherche qu'une chose : démontrer que l'aquaculture n'est pas rentable en France... D'ailleurs, ils ont signé un contrat avec l'Italie pour exploiter en Sicile les recherches réalisées et financées en France. En revanche, ce qui se passe en Languedoc-Roussillon, cela ne les intéresse pas... et nous, on essuie les plâtres sans aucune aide de l'Etat ! »

Pourtant, ce qui se passe à Balaruc, sous la serre tendue d'une méchante toile plastique colmatée de paille, risque d'être vital pour la région. Une région où l'activité conchylicole (moules et huitres), le deuxième secteur économique après la vigne, est en pleine crise du fait de la rude concurrence des moules espagnoles... Et produire plus ne peut être la solution : « Les parcs occupent le dixième de la superficie de l'étang de Thau, explique Elie Pellegrin, militant socialiste et conchyliculteur à Mèze. C'est le maximum biologique : si on le dépasse, cela provoquera l'épuisement du plancton ». Dans ce contexte, l'aquaculture peut constituer un appoint, voire un substitut, non négligeable pour les cinq mille familles qui vivent de l'étang.

« Nous, nous croyons à l'avenir de l'aquaculture en Languedoc, affirme Georges Balma, et nous avons mené notre expérience dès le début en symbiose avec les pêcheurs et les conchyliculteurs. » Et, pour les pêcheurs, l'aquaculture, ce n'est pas seulement la perspective d'une activité d'appoint hautement rentable (un hectare d'étang équivaut en valeur ajoutée à 200 hectares de terre...), mais aussi celle d'un repeuplement de fonds marins qui s'épuisent d'année en année...

Des perspectives régionales et écologiques qui expliquent l'intérêt que portent à l'aquaculture les socialistes languedociens.

Jean Lacombe, premier adjoint socialiste au maire de Sète, fils et petit-fils de pêcheur, suit de très près les progrès réalisés par les pionniers de Balaruc. Quant à Gérard Delfau, maire de Saint-André-de-Sangonis et secrétaire national du P.S., il pose le problème du devenir économique de la région confrontée aux problèmes de la vigne et à la concurrence des pays de l'Europe du Sud : « Est-ce que, dans le plan Giscard pour le Sud-Ouest, il sera tenu compte des potentialités réelles de la région : l'eau, la terre, le soleil... Je ne demande pas l'implantation d'une usine automobile à Sète, ni d'une centrale nucléaire à Frontignan ; mais, alors, que l'on exploite au mieux — et au moindre coût — toutes les ressources naturelles de cette région ! »

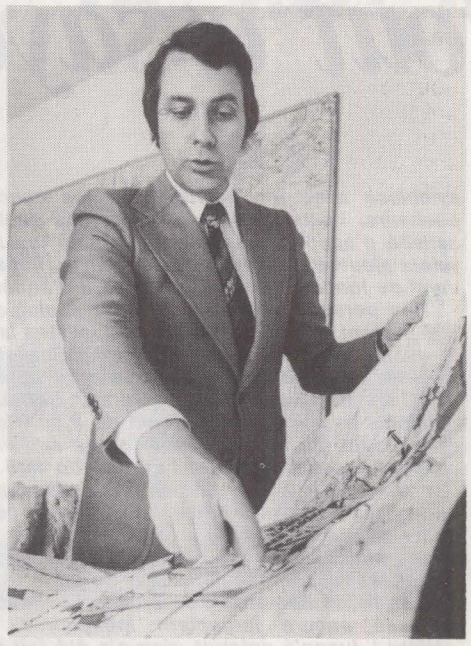
Avec 70 000 hectares d'étangs, le Languedoc-Roussillon dispose d'une richesse encore largement inexploitée : de quoi nourrir l'Europe entière ! Jusqu'à présent, rien n'a été fait par les pouvoirs publics pour aider au démarrage de l'aquaculture. Est-ce parce que le pouvoir en place préfère vendre les brevets des chercheurs français à des pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse et moins « remuante » ? Ou peut-être les technocrates parisiens trouvent-ils l'eau trop froide...

MARIE-JOSE BERNARDOT



Nous avons, nous aussi, nos "fous de Dieu"

par Alain Vivien



Georgetown, capitale de la Guyana. Dans la chaleur moite qui écrase l'aéroport, une noria d'hélicoptères de l'armée américaine débarque les cercueils. En bout de piste, un avion cargo attend son chargement macabre : on rapatrie les corps de ceux qui se sont automassacrés à deux cents kilomètres à l'ouest, dans ce phalanstère de la déraison que fut Jonestown.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Comment des centaines d'êtres vivants ont-ils pu choisir le suicide ? Pis encore, comment ont-ils pu entraîner dans la mort des dizaines d'enfants, leurs enfants ? La conscience des hommes n'est pas prête à répondre à cette terrible interrogation.

Une manière de faire face à cet événement inouï consiste à le rejeter au-delà des frontières. C'est ce qu'a fait Raymond Barre en déclarant, un peu vite, que « ces choses-là ne peuvent se produire chez nous ». Attitude ou plutôt réflexe qui embrouille le problème en cherchant à l'évacuer.

Car la secte de Jones n'est pas si différente de tant d'autres que nous connaissons ici même, parmi nous. Devant la faillite des idéologies globalisantes, des milliers d'hommes et de femmes, déboussolés, constituent une proie tentante pour ces « fous de Dieu » qui pullulent à chaque grande crise qui secoue l'humanité.

Non seulement pour les mystiques de l'irrationnel, mais aussi pour ces personnages plus inquiétants dont l'activité se situe à la limite du commerce et du spirituel. Pour les bas racketteurs qui vendent de la religion comme d'autres du pétrole ou des vins frelatés. Ces pieuses personnes ne dissocient jamais l'oraison de l'offrande. Comment pourrait-il en être autrement dans certains Etats où toute entreprise, dès lors qu'elle se déclare religieuse, est exonérée d'impôt ? Il n'est pas étonnant dans ces conditions que la floraison des sectes les plus irrationnelles soit si abondante aux Etats-Unis et que, des rives des deux océans, elles tentent de s'étendre sur l'Europe comme sur le Japon et sur l'Australie.

Enfin, quelle proie également que ces êtres en recherche, traumatisés par les échecs de la société, pour les sectes qui, au-delà de leurs objectifs mystiques déclarés, travaillent en fait à un ordre social autoritaire, appuyées à la fois par les experts de la C.i.a. et par quelques firmes sud-coréennes ?

Bien que nous soyons mal renseignés sur ce qui se passe en Union soviétique, il semble aussi que là-bas le développement de certains groupes politico-religieux témoigne d'une volonté d'évasion des contraintes du régime et fournisse aux secteurs réactionnaires de la dissidence des martyrs sans lesquels les sectes sont condamnées à végéter.

Ainsi le phénomène des sectes est-il devenu un fait universel. Rappeler que le foisonnement de ces sociétés aberrantes n'est pas une nouveauté ne suffit plus. Pour la première fois de l'histoire humaine, le phénomène atteint l'ensemble des nations du monde. Et pour la première fois également, l'une de ces sectes, en poussant dans ces dernières conséquences l'idéologie qu'elle véhiculait, a témoigné que la mort collective pouvait être l'issue morale d'une société sans espoir.

Sans nourrir de complaisance à leur égard, beaucoup d'esprits libres hésitent pourtant à prendre parti sur les sectes. Celles-ci occupent, en effet, une position délicate. Comment discerner entre la recherche religieuse, la liberté de conscience et d'expression, d'une part, et, de l'autre, les aberrations, les excès, les déviations et l'exploitation des esprits ? Les vraies sociétés de liberté reposent sur la tolérance, au niveau philosophique, et sur la permissivité, au plan social : comme le disait Anatole France, « chacun doit pouvoir faire son salut à sa façon ».

Tous les moyens sont bons

Encore faut-il pouvoir exercer librement sa propre liberté. Et c'est là que se fait sans trop de peine la discrimination entre les associations véritablement religieuses et les sectes politico-religieuses qui ne s'embarrassent pas des moyens pour parvenir à leurs fins.

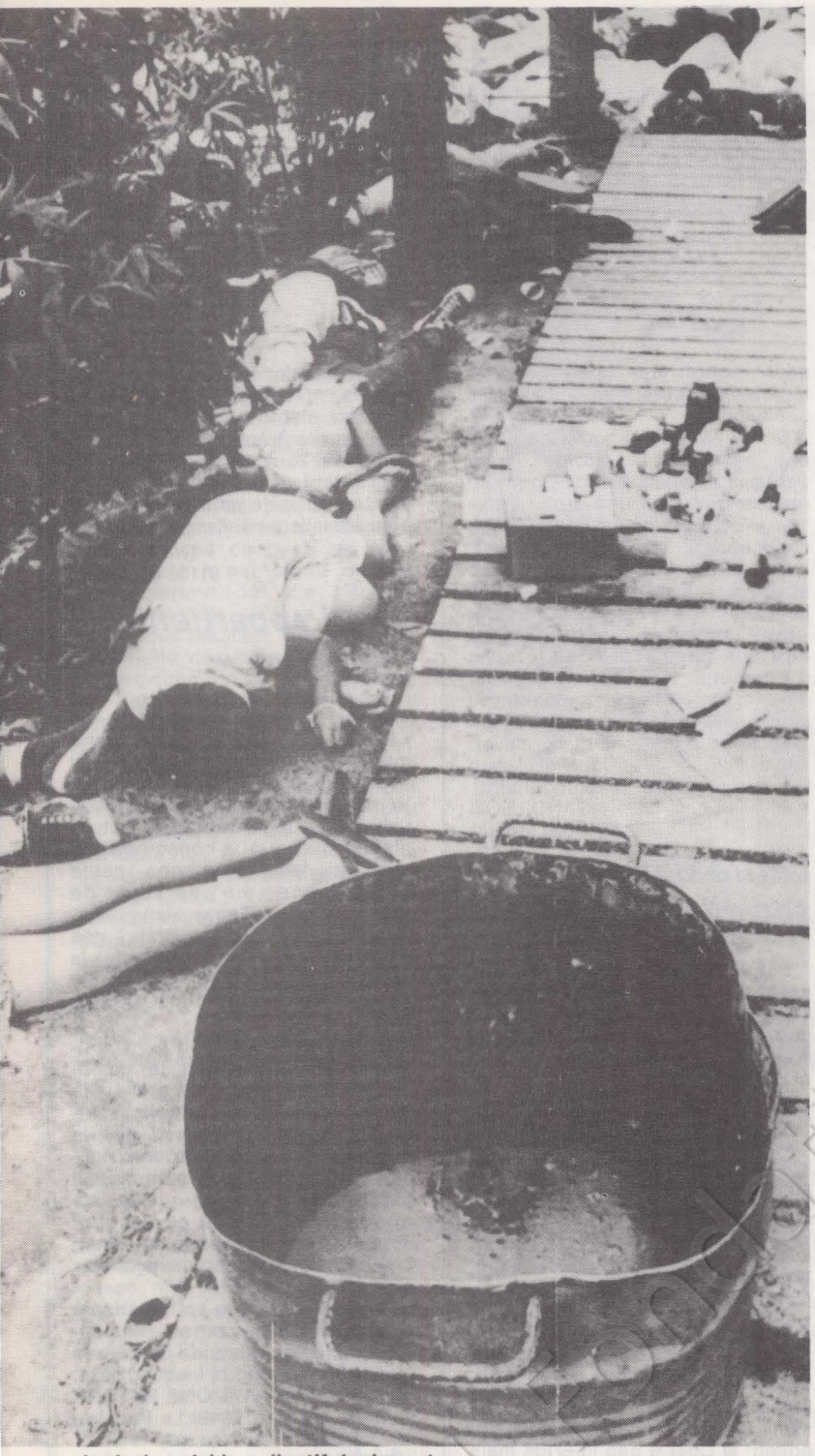
Les techniques de persuasion communément employées ont été maintes fois décrites : isolement du néophyte, souvent envoyé à l'étranger, affaiblissement de sa résistance physique et morale par des moyens classiques (temps de sommeil réduit ; alimentation insuffisante et débilitante ; pression sociale continue ; suppression de tout temps mort et, naturellement, de toute vacance qui pourrait être utilisée pour un retour sur soi-même, etc.). Tout est fait pour anéantir la capacité d'autonomie des novices. Leur travail n'est pas déclaré (ils perdent alors leurs droits sociaux) ; leur résidence est toujours fixée loin de leur milieu d'origine ; leurs papiers d'identité leur sont le plus souvent confisqués. Enfin, quand la conscience du néophyte commence à vaciller, la secte intervient alors efficacement pour combler par des cérémonies répétitives le grand vide qu'il ressent et qui est insupportable pour toute âme

→

frottements entre les anciennes et les nouvelles constructions. On cherche des solutions pour aider un cafetier à s'agrandir, animer un lieu, empêcher qu'il ne devienne un carrefour manifeste. » André Labarrère, maire et député de Pau, exprime l'avis de l'homme politique : « Un maire qui ne maîtrise pas l'urbanisme n'est pas un vrai maire. L'urbanisme, c'est laisser une trace physique de la volonté socialiste d'aménagement du territoire, pour que les successeurs, quels qu'ils soient, ne puissent la trahir. »

Même d'accord avec ces idées, les habitants de Pau s'en tiennent à un discours sur le logement, s'intéressent peu à l'urbanisme : « L'habitat est un produit, explique Mireille. Il faut le payer — et cher. La réalité est différente de ce qu'on peut dire sur l'espace. » Lorsque le tout manque, peut-on raisonnablement penser à l'idéal ? « On n'a pas envie de penser à l'avenir », dit encore Mireille. Comme elle, ils sont nombreux, ceux qui ne comprennent pas en quoi l'urbanisme répond aux questions qu'ils se posent, sur les équipements, sur la vie du quartier.

« Les gens parlent de leur quartier en termes d'absence ou de présence de vie sociale », constate Martine Lignière, conseillère municipale. Et, à Pau, la vie sociale n'est pas toujours facile. « Ville jolie, ville fleurie, ville ennui », écrit un habitant sur le cahier de l'exposition. « Le centre est mort à partir de huit heures du soir ; le boulevard des Pyrénées et les



Après le suicide collectif de Jonestown.

humaine. Certaines sectes vont plus loin et utilisent aussi les drogues. Mais la plupart n'en ont pas besoin. Et pourtant, tous ceux qui sont parvenus à échapper aux sectes emploient le même langage pour expliquer le vertige permanent qu'on entretenait en eux : « Je me sentais euphorique et vide, comme décervelé », déclare le jeune J.-M. Taupin, récemment échappé à un de ces nombreux gourous qui travestissent l'enseignement hindouiste classique.

Heureuse exception, d'ailleurs, que ce témoignage, car on ne réchappe pas facilement des griffes des sectes politico-religieuses. Tout départ représente à leurs yeux plus qu'une trahison : un péril considérable. Il ne faut pas que le démissionnaire puisse parler de ce qu'il a subi. Pour cela, une fois encore, tous les moyens sont bons. Menaces sur la famille, sur les enfants, sur l'entourage, visites domiciliaires, calomnies, coups de téléphone anonymes, dénonciations de toute espèce auprès d'employeurs éventuels. Les sectes ne reculent devant rien pour obtenir le silence.

Ces procédés scandaleux expliquent sans doute en partie l'inactivité des pouvoirs publics, inactivité qui contraste avec l'irritation croissante de l'opinion à leur égard.

En dépit de nombreuses interventions parlementaires depuis plus de trois années, rien n'a été fait en France au niveau de l'Etat pour informer la population et prévenir les exactions morales dont sont victimes des dizaines de milliers de nos concitoyens. Rien ou à peu près rien : une déclaration de Poniatowski interdisant à Moon de s'installer en France ; un procès contre l'Eglise de Scientologie (devenue, depuis sa condamnation, Eglise de la Nouvelle Compréhension).

Pendant ces trois années, les sectes politico-religieuses poursuivaient leur offensive : les agressions, verbales jusqu'à présent, à l'encontre des parlementaires qui s'intéressaient d'un peu trop près à leurs travaux, se multipliaient ; et le foisonnement de ces associations prenait la tournure d'un bourgeonnement cancéreux.

L'apathie gouvernementale enfin secouée

Les événements de la Guyana, par leur caractère extrême et leur violence destructive, ont secoué enfin l'apathie gouvernementale. L'émotion de l'opinion publique s'est trouvée justifiée par les initiatives du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale. Tandis que nous interpellions le ministre de l'Intérieur, nos représentants à la commission des Lois demandaient la création d'une mission d'information dont les conclusions devraient être rendues publiques.

De son côté, le ministre de l'Intérieur — fait nouveau — acceptait de mettre ses services à la disposition de la mission d'information, avec toutefois une réserve curieuse : « Si cette commission est créée. » Y aurait-il parmi les parlementaires de la majorité des députés qui se refuseraient à examiner le dossier des sectes, bien que le gouvernement dise ne pas être gêné par cette initiative socialiste ? La réponse de Foyer, président de la commission des Lois, sera révélatrice des intentions profondes des groupes du R.p.r. et de l'U.d.f.

Il n'y a pas si longtemps qu'un député chiraquien de Paris (et non des moindres) déposait une question écrite dans laquelle il s'interrogeait implicitement sur l'attitude de certains de ses collègues de l'opposition... qui manifestaient leur inquiétude devant l'activité croissante des sectes !

Les sectes en France

— Environ 240 ;

— 400 000 personnes touchées, directement ou indirectement ;

— La plupart ne sont que des associations religieuses, parfois singulières, mais qui méritent le respect et qui doivent pouvoir s'exprimer librement (Eglise de Jésus-Christ des Saints des derniers jours (Mormons) ; Eglise adventiste ; Pentecôtistes, etc.) ;

— Une minorité de sectes sont infiniment plus inquiétantes par leurs méthodes, leurs ramifications internationales et le doute qui subsiste sur leurs buts réels. Par exemple :

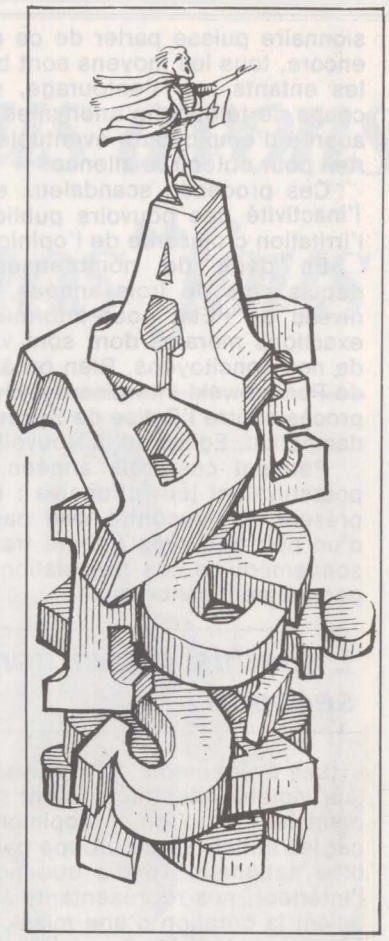
- ***Eglise pour l'Unification du Christianisme mondial (Moon) ;***
- ***Eglise de la Nouvelle Compréhension (ex-Scientologie) ;***
- ***Enfants de Dieu ;***
- ***Hare Krishna ; etc.***

quartiers les plus beaux sont confisqués par la classe la plus riche », constate Jacques. « L'urbanisme n'est que le reflet de la vie sociale ; si on vit mal en ville, si la vie sociale disparaît, c'est que partout tout isole les individus ; c'est le système qui le veut », conclut Martine Lignière. Elle attend plus de la consultation en cours sur le Plan d'occupation des sols, l'occasion durant laquelle seront discutés tous les problèmes quartier par quartier.

Qu'adviendra-t-il de la consultation ? Que peut-elle changer sur le fond ? Ce savoir perdu ne l'est-il pas tout simplement pour des raisons de profit, de rentabilité, contre lesquelles quelques urbanistes clairvoyants ne peuvent guère lutter ? « Nos efforts pour que l'habitat soit acceptable se heurtent aux problèmes d'enveloppes budgétaires, aux normes, aux règlements. Aujourd'hui, le conseil municipal ne voterait pas la construction du boulevard des Pyrénées ; ce serait beaucoup trop cher », se désespère Eustache Montéro, directeur des services techniques de la ville.

Roland Castro répond qu'il faut tout de même bien essayer de faire quelque chose. Les luttes sur le logement, sur le court terme, sur les loyers... ne sont pas contradictoires avec des luttes sur le long terme, sur la qualité de la ville. Mais les militants de l'habitat sont encore fort peu nombreux. Alors, qu'adviendra-t-il, après, de la consultation ?

FREDERIQUE DE GRAVELAINE



nos lecteurs ont la parole

Une plante encore trop fragile

S'il est vrai, comme on l'a dit, qu'il peut y avoir plusieurs demeures dans la maison du père, il ne faudrait pas, pour autant, en faire un repaire de brigands. Les plaies de mars ne sont pas refermées que certains voudraient, involontairement sans doute, en ouvrir de nouvelles alors que l'avenir impose la pleine possession de nos moyens. La surenchère des mots et des petites phrases qu'on se lance mutuellement n'est jamais totalement innocente et fait mal. Le socialisme est une affaire trop sérieuse pour en faire un jouet, si extraordinaire soit-il, que des enfants, doués mais turbulents, peuvent se disputer impunément. C'est une plante encore trop fragile qui mérite soin et attention et qui ne pourrait supporter, sans dommages, des pétulances excessives. Quand le patrimoine est atteint, on ne cherche pas à spéculer sur l'avenir ou l'attitude de ses proches.

La seule crédibilité à rechercher est de nature politique ; car le socialisme, c'est la vie, une manière et une volonté d'être et de se comporter, en un mot un nouvel humanisme. Nous en avons oublié sa définition, qui est celle de faire prévaloir l'intérêt, le bien général sur les profits du grand capital au moyen d'une organisation concertée ; autrement dit, une nouvelle répartition des richesses dans un but de progrès social, car le socialisme, ce n'est pas la misère ni le chômage.

Nous en avons trop parlé en termes économiques, c'est-à-dire d'une manière terne, froide, parfois agressive (rupture avec le capitalisme, lutte des classes...). Sans renier nos options fondamentales, nous avons oublié d'en parler avec chaleur, passion et simplicité, car, dans ce monde usé, brutal et tourmenté qui est le nôtre, nous aspirons tous à un peu plus de calme, d'équité et de sérénité. C'est le seul archaïsme à retenir.

Mais un impératif s'impose : le prochain congrès doit être celui de la clarté et de l'unité ; sinon, le socialisme ne sera plus qu'un vain mot.

(JEAN-PIERRE LAYSSAC
73360 Les Echelles)

Social-démocrate ou révolutionnaire

Dans « l'Unité » du 24 novembre, je lis une lettre d'Alfred Crouzet intitulée : « A la fois social-démocrate et révolutionnaire ».

J'avoue ne pas partager l'analyse de notre camarade.

Je ne pense pas qu'un socialiste puisse être à la fois « un social-démocrate et un révolutionnaire ».

En effet : un social-démocrate est quelqu'un qui s'accommode du régime capitaliste, c'est-à-dire d'un régime basé sur le « profit ».

Or, un socialiste, au contraire, loin de s'en accommoder, récuse ce régime. A la notion de « profit » il substitue celle de « service ».

Quant à la structure de l'économie capitaliste, elle repose sur la « société anonyme » qui, par sa constitution juridique, permet (par le jeu des filiales) à un petit groupe de financiers de diriger l'économie toute entière.

A cette structure les socialistes proposent de substituer celle de l'« entreprise autogestionnaire », dont le principe repose sur la formule coopérative dont la réussite est indiscutable.

De ces remarques on peut conclure qu'il ne peut y avoir aucun point d'accord entre les tenants du capitalisme et ceux du socialisme.

Aucune réforme digne de ce nom ne peut être accomplie par le gouvernement actuel ; je n'en veux pour preuve que la tentative malheureuse faite par M. Barre pour mettre une taxe (pourtant légère) sur certaines plus-values spéculatives.

On ne peut donc parler de « longue période de réformes ». Le passage au socialisme ne peut se réaliser que « par une rupture brutale avec le système économique en vigueur ».

Un vrai socialiste ne peut donc être que « révolutionnaire ». Nous noterons toutefois que le mot « révolutionnaire » ne doit pas être pris forcément dans le sens d'« émeutier ». Révolution veut dire : transformation complète (du latin : revolvere = retourner), on peut donc parfaitement concevoir une révolution pacifique et être à la fois pacifiste et révolutionnaire.

(JEAN GANDILLON
77000 Melun)

Lettre d'un socialiste de base

Les remous actuels au sein des appareils du Parti obligent à réfléchir, et c'est alors qu'on s'aperçoit que les définitions négatives sont plus faciles que les positives et méritent d'être rappelées.

Qu'est-ce qu'un socialiste ? C'est celui qui n'est pas de droite, c'est-à-dire celui qui ne se résout pas à l'injustice sociale, aux inégalités, au mépris des minorités et des isolés, au mépris de ceux qui ne représentent aucune sorte de pouvoirs. C'est aussi celui qui n'est pas communiste, qui refuse les ordres d'En-Haut, les directives d'un appareil dont les motivations sont souvent obscures, contradictoires, ici centralistes, ici régionalistes suivant l'électorat, parlant d'internationalisme et étant hypernationaliste, éditant la Charte des libertés mais brimant les minorités gauchistes, parlant de démocratie mais décidant autocratiquement, sans consultation des intéressés ni information critique, de la gestion communale.

Entre ces deux pôles, le champ est vaste et prête à mille discussions, certaines s'illustrant par quelques personnalités brillantes, d'autres restant latentes au sein de la « masse » socialiste. A ceux qui privilégient la gestion rationnelle (mais la proposition d'aujourd'hui sera-t-elle efficace demain ?) s'opposent ceux qui envisagent plus de souplesse ou divers types de régulation à la balkanisation à craindre. Enfin, il y a ceux qui ne veulent pas préciser leurs vues économiques, ne croyant pas trop aux systèmes préétablis et pour qui le socialisme, c'est la générosité, le désintéressement, la sympathie, l'art et la culture pour tous ; bref, une certaine harmonie dans les rapports humains et le bonheur pour ceux à qui il est si chichement distribué aujourd'hui.

A certains « responsables », ces définitions paraîtront bien vagues... Qu'ils vérifient alors les résultats électoraux. En regard du nombre d'adhérents au Parti, qui sont ces 28 à 30 % de Français qui votent socialiste ? N'est-ce pas la masse de ceux qui aspirent à un socialisme à visage humain ?

(N. THIERRY
91150 Etampes)

A qui appartient l'eau ?

Dans votre numéro de « l'Unité » n° 316, j'ai pris grand intérêt à lire votre article « A qui appartient l'eau ? », question que je me pose moi-même depuis que j'ai reçu une dernière facture d'eau, relative à la consommation que j'ai faite dans une petite dépendance me servant de garage située à Tenay, dans l'Ain.

La Compagnie générale des eaux de Lyon me demande la somme de 150,79 F pour une consommation de 1 m3 (forfait, 50 m3).

Ma réaction a été de faire supprimer immédiatement le compteur de cette dépendance, mais je dois attendre mon prochain trimestre de retraite, parce que la dépose dudit compteur me coûtera encore la même somme (le forfait entrant en jeu) que la facture que je viens de payer. 1 m^3 d'eau à 150 F, convenons-en tous, c'est le liquide le plus précieux qui soit au monde.

Je tiens la facture en question à votre disposition et serais heureuse que vous fassiez part à nos lecteurs de cet abus inacceptable.

(SIMONE BESSON
73490 La Ravoire)

Aider le Vietnam

Militant socialiste depuis trois ans, j'éprouve le besoin de vous écrire au sujet du Vietnam.

La France et plus encore les Etats-Unis ont des responsabilités écrasantes dans le chaos que présente ce pays après plus de trente ans de guerre.

Un nouveau conflit — pétrole des Paracels, communauté sino-vietnamienne — l'oppose à la Chine, mais cela ne doit pas nous dispenser de faire une souscription en faveur des sinistrés des inondations, car il y a urgence.

Lors de la sécheresse du Sahel, personne n'avait posé de préalables politiques à l'aide accordée. Ne pas aider le Vietnam maintenant revient, de fait, à y favoriser une bureaucratie totalitaire prosoviétique.

Faute d'aide directe au Vietnam, il y aura de plus en plus de réfugiés...

(MARC ANDRIEU
92320 Châtillon-sous-Bagneux)



Chante-Claire

La chanterelle est un oiseau, ou un champignon. La chantefable est un récit médiéval, de prose et de poésie mêlées. Le chante-Claire est un chant de femme : le chant de Claire la Bisontine. Il n'est pas encore diffusé par haut-parleurs dans les supermarchés ou dans les halls des gares. Il est plutôt discret. Mais, partout où elle l'égrène depuis bientôt dix ans, il laisse des traces tenaces. Car il n'a pas l'insipidité des tubes de circonstance ; donc il n'est pas matraqué par les radios périphériques. Il parle des choses de la vie : des grèves, de l'usine, de l'hôpital, des enfants. Il dit les angoisses et les tendresses des passants, des amis et des connaissances. Il est cri de femme : « Un nouvel âge est dans nos ventres / A la taille de l'amour et du silence ». Il est cri de Claire : « Si vous saviez comme vous êtes beaux ! » Il est disque (R.c.a. PL 37214). Il est spectacle (1). Il est assez singulier, assez unique pour qu'on s'y attarde.

— Ton chant, Claire, d'où vient-il ? Comment est-il né ?

— Chanter était une forme d'expression quotidienne chez ma mère. Je peux dire que j'ai reçu le chant en même temps que le lait maternel. Et le chant est devenu pour moi un besoin naturel, comme le manger et le boire. Mais c'est sans doute un besoin dérangeant, puisque j'ai vu sans cesse mon chant être étranglé, étouffé. Peut-on chanter la beauté du monde quand le monde vous enlaidit ? Ma gaieté me restait en travers de la gorge quand je voyais la pauvreté de mes parents, quand je me sentais gosse de pauvres parmi les enfants de riches de l'école libre où l'on m'avait mise...

D'où ce que j'appellerais ma « double vie » : le quotidien d'un côté, avec toutes ses frustrations ; le rêve de l'autre, où je réalisais tout ce que je ne réussissais pas à faire dans la vie. Dans mon rêve, le spectacle avait une grande place ; il était ma revanche : les autres m'y applaudissaient et m'approuvaient... J'ai assez rapidement fait couler l'eau de mes rêves dans la réalité : dès l'âge de quatorze ans, j'ai composé des chansons assez réussies. Mais, à l'époque, l'idée d'en faire mon métier et d'en vivre m'était totalement étrangère : le milieu artistique me semblait inabordable, et les modèles de chansons imposés par les radios m'étaient insupportables...

Ce n'est que beaucoup plus tard, alors que j'étais en faculté, que j'ai osé franchir le pas et, plus ou moins par hasard, chanter en public. C'était en 1970 : je me suis trouvée embarquée dans un Concours national de la chanson inédite, organisé par les maisons des jeunes et de la culture, et j'ai eu ainsi mon premier contact avec le public. Et, à la suite de cette première expérience, je me suis dit : « Peut-être bien que c'est possible de s'exprimer à travers la chanson... » De ce « pouvoir chanter », j'ai fait un « devoir chanter ». C'est donc dans une optique complètement volontariste que je me suis jetée à l'eau.

— Comment s'est passé cet apprentissage ?

— J'ai appris sur le tas et de façon très pragmatique. Pendant cinq ans, à partir de 1970, j'ai tout fait seule, bêtement, connement, jusqu'à l'usure, jusqu'à en crever : j'ai mis au point mon chiffier, organisé mes spectacles, ronéoté mes « biographies », pris mes trains, envoyé mes affiches, chanté mes cent fois par an, porté mes disques et ma guitare ; j'ai mené ma ronde de foyers ruraux en M.j.c., de clubs de jeunes en foyers laïques. J'obéissais à mon choix, à mon optique « catho » : aller porter le bonheur aux autres, rencontrer les gens là où ils vivent, être à leur contact, récupérer la merde et l'espoir qui nous étaient communs et les colporter, un peu à la manière de Woodi Guthrie. Etre heureuse en faisant le bonheur des autres ? Tu parles ! Et l'épanouissement personnel, dans tout cela ? J'ai mis cinq ans avant de voir que je ne trouverais jamais mon compte dans une telle démarche.

J'ai cherché ailleurs, du côté de la musique. Et j'ai trouvé. J'ai trouvé des musiciens de jazz exigeants, venant de groupes comme Arcane V ou le Workshop de Lyon, qui m'ont obligée à revoir la construction de mon chant, le contenu de mes textes et mon comportement scénique. Tout, quoi ! Maintenant, je sais où je vais et comment j'y vais.

— A savoir ?

— Des évidences objectives : la chanson a d'abord pour but de produire du plaisir, de l'émotion. En ce sens, elle permet à chacun, à tous ceux qui l'écoutent de s'affirmer comme êtres sensibles. Ce qui revient à dire que la chanson va à contre-courant de la dépersonnalisation. Qui chante n'a donc pas à avoir honte de dire « je », de parler de soi.

Des évidences subjectives : au début, mon chant sortait de ma gorge ; maintenant, il part de tout mon corps. Et, plus le temps passe, plus mon écartèlement entre les autres et moi se réduit : j'ai compris que je peux très bien parler de moi sans cesser de parler des autres, et inversement.

— Même quand tu donnes dans ce qu'il faut bien appeler ouvriérisme ?

— Mais je ne donne pas dedans ! J'y vis ! Je suis née dans le monde ouvrier et j'y suis restée. Même si demain je croise des gens connus, même si le show-biz me fait une petite place, je serai toujours de ce monde-là.

— En trouvant le ton juste de ton chant, es-tu devenue une chanteuse sereine ?

— Je suis devenue lucide, plutôt. J'ai compris l'essentiel : que, comme l'amour, le chant comporte un plaisir égoïste et un plaisir altruiste. J'ai également saisi l'accessoire : je n'hésite pas à me servir du show-biz dans la mesure où il peut m'être utile. Mais inquiétudes et questions demeurent. Est-ce que je vais pouvoir vivre de la chanson ? Est-ce que je ne vais pas en rester où je suis (c'est ma plus grande peur) et exploiter une formule à vie ? Quel impact ai-je ? A quoi est-ce que je sers ? Est-ce que les gens ont envie de libérer leur propre chant au sortir de mon spectacle ? Tu vois, ce n'est pas vraiment la sérénité. Mais je suis sûre d'une chose : il faut que je continue à chanter, plus que jamais.

— Pourquoi ?

— Pour parler du bonheur. S'il n'y avait pas le bonheur au bout, toute lutte serait vaine. Evidemment, les apparences sont contre moi : je sais la désespérance actuelle et la fascination qu'elle inspire. Je ne nie pas la souffrance qui en découle. Mais il y a aussi l'air, le soleil, la bouffe, l'amour, l'amitié, les enfants à sauver et à chanter. Pourquoi hurler à la mort entre les murs qui nous cernent ? Est-ce ainsi que nous les ferons tomber ? Il ne faut pas cultiver le désespoir. Il faut inventer des chants et des musiques d'espoir, sensuels, porteurs d'amour. Je veux que mon chant soit une insulte à la mort, une incitation à la vie.

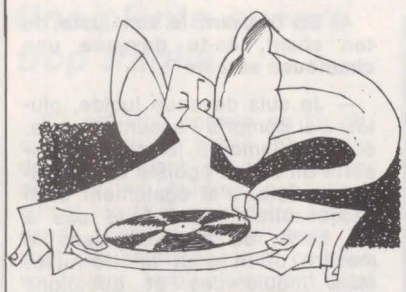
— Ton « féminisme », c'est une course au bonheur ?

— Au début, j'ai chanté avec une sensibilité féminine inconsciente, inavouée, refoulée. Par la suite, je me suis faite agressive ; avec d'autres, j'ai crié : « Voilà ce que nous voulons ! » Aujourd'hui, le désarroi que je sens chez les hommes et la tendresse que je leur porte sont parties intégrantes de mon féminisme. Aujourd'hui, je chante ce qui est en train de changer dans les rapports entre les hommes et les femmes : ce sont sûrement quelques pas de plus vers le bonheur qui sont en train de s'esquisser. Car le bonheur que j'espère, ce n'est pas de blesser ceux qui m'ont blessée, ni d'écraser ceux qui m'ont écrasée ; c'est d'être enfin bien avec eux.

JEAN-PAUL LIEGOIS

(1) Claire chante à Dieppe le 10 décembre, à Montreuil le 15 ; et à Paris, au Lucernaire-Forum (53, rue Notre-Dame-des-Champs. 6e), du 16 décembre au 15 janvier.

au risque de vous plaire



disques

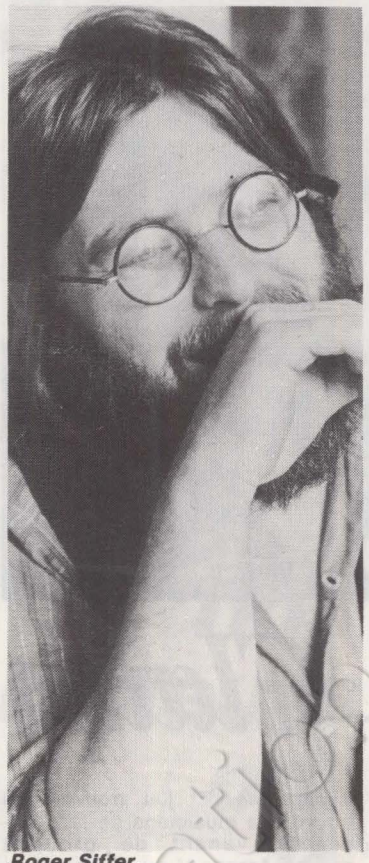
Une sélection de Jean-Paul Liégeois

**** Patrick Font et Philippe Val (RCA PL 37 185).***

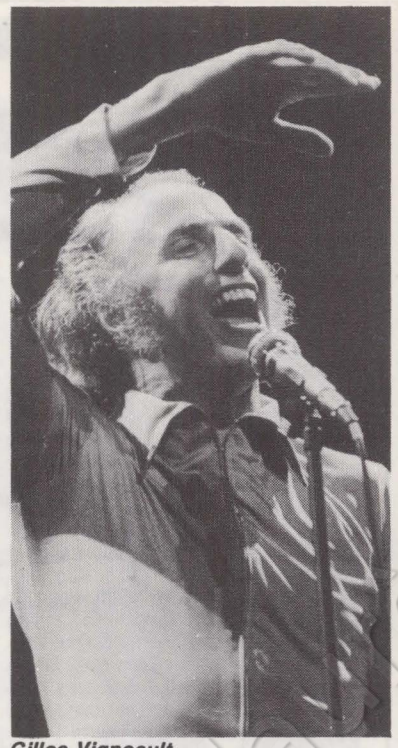
Ils ont le coup de gueule féroce, énorme, grinçant, jamais désespéré. Ils font dans le genre « rigolos gauchistes ». Il se peut que ça dure. Mais il se peut aussi qu'on s'en lasse.

**** Roger Siffer : Langsam Dummel (SFPP 6 1878).***

Le cinquième 30 cm de Roger. Un étrange cocktail musical où se côtoient des morceaux traditionnels et des compositions contemporaines, des ballades anciennes et du jazz. Derrière l'humour et la satire des mots, perce le véritable



Roger Siffer.



Gilles Vigneault.



Susana Rinaldi.

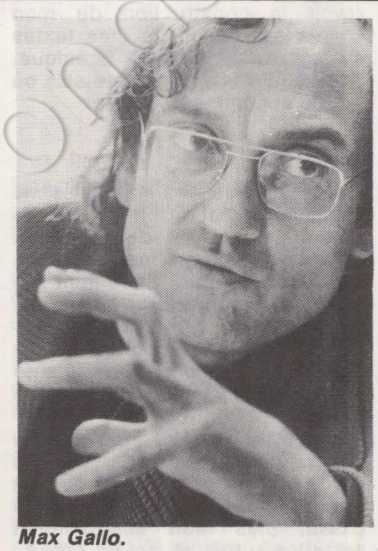


Julien Clerc.

à ne pas manquer



Zouc.



Max Gallo.

Qui est Zouc ?

Depuis le 5 décembre, Zouc est à Bobino. Elle y restera au moins jusqu'en février 1979. On attend son nouveau disque. Pour patienter, un « ersatz » de choix est à la disposition de tous : « Zouc », qui vient de paraître aux éditions Balland.

On trouve dans cet ouvrage quelques-uns des sketches de Zouc, c'est-à-dire les meilleures pages de son « Alboum ». Georges Piroué, Claude-Michel Cluny et Roger Montandon y analysent son langage et sa gestuelle. Zouc elle-même, à travers de brefs entretiens avec Hervé Guibert, essaie de répondre à la question : qui est Zouc ?

Robespierre à la une

Maximilien Robespierre était-il, dès son enfance, voué à l'échec ? Portait-il en lui des tendances qui indiquaient comment finirait son aventure ? Est-il vraiment le modèle de tous les dictateurs, comme on l'a parfois dit ? L'Incorruptible était-il si froid, lui qui se réclamait de la générosité de Rousseau ? A toutes ces questions un livre a voulu répondre honnêtement, documents et témoignages à l'appui : « l'Homme Robespierre, histoire d'une solitude », de Max Gallo (Librairie académique Perrin). Mais il est sorti en librairie en des moments où le cas de Robespierre se débattait dans les rues : mai 1968. Une réédition s'imposait. C'est chose faite. L'ouvrage est de nouveau en circulation depuis quelques jours.

Max Gallo n'est d'ailleurs pas le seul à se passionner pour Robespierre. Serge Reggiani vient de sortir un double album : « Maximilien Robespierre, discours » (Polydor 2669 044). Il y dit deux textes essentiels de l'Incorruptible : « Sur la nécessité de révoquer le décret sur le marc d'argent », où Robespierre plaide pour la démocratie et le contrôle du pouvoir par le peuple ; et le fameux « Testament ». Ce disque donne raison à Max Gallo : pour certains personnages, l'Histoire est souvent plus fraternelle que la vie.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Premier Festival d'art sacré

Sous prétexte que le sacré Jean-Pierre Wallez, l'archet de Jacques Chirac, a fait des siennes au cours d'une désormais mémorable conférence de presse où Brigitte Massin avait eu l'audace tranquille de l'interroger sur la place des femmes dans son orchestre, nous ne négligerons pas le Premier Festival d'art sacré organisé par la Ville de Paris avec le concours du ministère de la Culture et de la Communication.

En l'église Saint-Germain-des-Prés, à noter un concert Marius Constant le 11 décembre et Duruflé, Jean-Sébastien Bach le 22 (20 h 30) ; à Notre-Dame un programme Machaut, Pérotin, Ohana le 12 (20 h 30) et Mozart le 17 à 11 h 30.

Enfin, le 14, en l'église Saint-Roch, un programme M.-A. Charpentier, J. Charpentier et A. Jolivet (20 h 30).

CLAUDE GLAYMAN

sens de ces chants : les Alsaciens s'inquiètent de l'avenir, de leur avenir.

**** Julien Clerc : Jaloux (Pathé-Marconi Emi 2 C 068 14577).***

Etienne Roda-Gil n'est plus le seul à écrire pour Julien Clerc. Maurice Vallet, Zachary Richard, Maxime Le Forestier et Jean-Loup Dabadie sont désormais de la partie. « Ma préférence », le succès de ce disque, est précisément signée par Dabadie. Mais les autres valent aussi le détour.

**** Pierre Vassiliu : Déménagements (Barclay 90 207).***

Il s'amuse, il chante l'amour fou et la caresse des paysages pas encore urbanisés, il s'offre un rock, il trinque en musique à l'amitié. Bref, il vit, cherche et trouve des chansons d'atmosphère que beaucoup doivent lui envier...

**** Guy Béart : les Nouvelles Chansons (Temporel-R.c.a. GB 00026).***

Ses rondes parlent de notre société, de la planète, de l'amour et de la mort. C'est un peu vieillot, mais ça peut encore toucher juste, notamment quand Béart nous refile son inquiétude avec « la Bombe à neu-neu » ; entendez : la bombe à neutrons.

**** Pierre Perret : Les enfants, foutez-leur la paix ! (Disques Adèle AD 39522, distribution Société française du son).***

Un arbre ne peut pas définitivement cacher la forêt. Les espièglerie de Pierre Perret n'étouffent jamais ses préoccupations profondes : l'amour, la fraternité. Et quand il chante « Lily » il reçoit le prix de la L.i.c.a., ce qui est tout à fait mérité.

**** Pierre Rapsat : Gémeaux (R.c.a. PL 37 202).***

C'est chaud, vibrant, syncopé. C'est du rock, plutôt du bon. Un de plus ? Pas seulement. Le premier « nouveau rocker » belge, surtout.

**** Claude Jacquin : Générations (Sono-presse 25 068 16 644).***

Il ne suffit pas d'avoir été zonard, d'avoir fait des tas de petits métiers et de mettre le misérabilisme en couplets pour prétendre à être Bernard Lavilliers. Claude Jacquin est en train de l'apprendre à ses dépens !

**** Les Ménestriers : Mandrin (le Chant du monde LDX 74 673).***

Du point de vue musical, ce pont jeté entre le Moyen Age et aujourd'hui est admirable. Côté chanson, rien de nouveau, vraiment.

**** Chantal Grimm : Variations en femmes majeures (le Chant du monde LDX 74 678).***

On peut faire du féminisme un vaste chant d'amour. Chantal Grimm le prouve, qui veut les femmes « libres » et les hommes « sensibles ». Procurez-vous son disque, courez l'écouter si elle chante du côté de chez vous : le rendez-vous sera beau.

**** Castelhemis : Armes inégales (Cobra COB 37011, distribution Carrère).***

Ce qu'il faut de délire pour transformer le sordide et le ridiculiser, pour faire d'une marche militaire un chant de carnaval et d'un arbre déraciné une guitare. Une chronique chantée des plus originales.

**** Jacques Higelin : No man's land (Pathé-Marconi-Emi 2 C 068 14554).***

Higelin-le-fou. Higelin-le-doux-rocker. Il est incontestablement unique, inventeur du « genre Higelin », que personne ne saurait imiter. Sa détresse est vraie, et des milliers de jeunes se reconnaissent dans cette authenticité. Comme Lavilliers, les radios l'ignorent. Mais, comme Lavilliers, il remplit salles et chapiteaux.

**** Gilles Vigneault : Comment vous donner des nouvelles (l'Escargot ESC 376, distribution CBS).***

Vigneault égal à lui-même : amoureux des petits mots, des petites gens, de ces petits riens qui font une vie. Ses chants, imperturbablement, sont faits de forêts, de rivières, de violons et de saisons. Son pays nourrit toujours nos rêves.

**** Susana Rinaldi : En vivo (Barclay 900 560).***

Une vague de tango argentin déferle sur nous : la Rinaldi. Quelle émotion ! Quelle voix ! Quelle violence ! On l'a comparée à Streisand, à Piaf, à Dietrich, à Minnelli. Est-ce utile ? N'est-elle pas assez forte et pathétique pour s'imposer sans référence à d'autres ?

**** Manduka : Caravana (le Chant du monde LDX 74 676).***

Une sarabande brésilienne où se mêlent joie et amertume. Un tumulte qui ne cache aucune des superbes mélodies.

**** Paul Piché : A qui appartient l'beau temps ? (l'Escargot ESC 378, distribution CBS).***

Il n'a que vingt-cinq ans. Il est le colporteur de la nouvelle génération québécoise. Les « ancêtres » Leclerc, Vigneault et Julien sont désormais des classiques indéracinables. Mais les Charlebois et autres Dufresne n'ont qu'à bien se tenir : l'ouragan Piché risque de les emporter.

**** Louise Forestier : l'Accroche-cœur (Gamma-SFPP 7 8522).***

Drôle, cocasse, bondissante, infatigable : elle est le lutin du Québec. Au moment où Charlebois (avec qui elle a débuté) commence à perdre pied, elle est plus en forme que jamais. De gigue en turlutte elle n'est jamais pareille. Un cas.



télévision

Une sélection de Mauricette Duchemin

***Vendredi 8 novembre**, réconciliations et vagabondages.*

Joignez à « Grands Pas classiques » le ballet de « la Belle au bois dormant » sur T.f. 1 à 22 h 35. Une soirée qui tiendra éveillés bien des amateurs.

Les goûts et les couleurs ne se discutent pas ? Si, à Apostrophes, sur Antenne 2, à 21 h 30 : Bernard Pivot y retrace l'éternelle querelle des anciens et des modernes de la littérature. Existe-t-il un « nouveau roman » comme une « nouvelle cuisine » ?

Restez sur la même chaîne. Une autre querelle s'y déroule à 22 h 45 au ciné-club. « Les Lois de l'hospitalité » sont sacrées et obligent Buster Keaton à de nombreuses acrobaties, d'un comique inimitable.

La route du rhum, presque un mois de solitude, entre mer et ciel. Cinq skippers rapportent leur carnet de bord imagé et font revivre leur traversée sur F.r.3 à 20 h 30. Course qui passionne les uns et fait trépigner d'envie les autres.

A 21 h 30, un comédien brillera au « Cinéma du soleil » : Fernand Contandin, alias Fernandel.

C'est toujours un moment précieux quand Claude Santelli revient sur nos écrans.

***Samedi 9 décembre** sur Antenne 2, à 20 h 30. Il met en scène une pièce de Carlo Goldoni : « les Rustres ». A Venise, quatre bourgeois suivent les us et coutumes et détestent les nouveautés de leur siècle. Il n'y a que leurs femmes pour adoucir leur rudesse et les rendre encore plus ridicules. Goldoni aurait-il été féministe ? Claude Santelli n'est pas loin de le penser : « Ou alors il faut croire que l'Histoire est bien vieille ou Goldoni bien moderne. »*

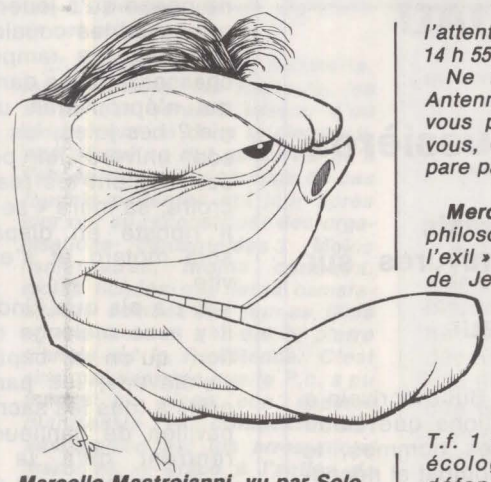
« Le roi est mort, vive le cardinal ! » A 20 h 30, F.r. 3 retrace la vie de Mazarin. Pour les enragés de la reconstitution historique. Avec le trop rare François Périer.



Buster Keaton.



Liza Minnelli et Ingrid Bergman.



Marcello Mastroianni, vu par Solo.

***Dimanche 10 décembre**, pèlerinage.*

Jean-Louis Servan Schreiber questionne, à 22 h sur T.f.1, Menahem Begin à l'occasion de la remise du Prix Nobel de la paix.

Mille trois cents bas-reliefs, des statues aux diverses incarnations de Bouddha, telle est la rencontre du pèlerin sur l'itinéraire de Bourbudur, au centre de Java, à 21 h 25 sur Antenne 2.

Autre rendez-vous sacré pour les amoureux du jazz : Jean-Christophe Averty rend hommage à Louis Armstrong dans la Grande Parade à 22 h 15 sur la même chaîne.

Trilogie du cinéma sur F.r. 3 à partir de 21 h 30 : Jean Epstein dans l'Encyclopédie de Claude-Jean Philippe, Anne Andreu rencontre Vittorio Gassman à « Cinéregards » à 22 h et le Cinéma de minuit découvre Michelangelo Antonioni avec « la Dame sans camélias » à 22 h 30. On est encore loin de « l'Avventura » !

***Lundi 11 décembre**, anticipation.*

Sur T.f. 1 à 20 h 30. « De la Terre à la Lune », il n'y a qu'un pas. celui que posa à 3 h 56, le 16 juillet 1969, l'Américain Neil Armstrong sur notre satellite naturel. Quels mystères cache encore notre système solaire ? Le débat qui suivra le film, à partir de 22 h 10, éclairera nos limbes.

« Ça n'arrive qu'aux autres », et pourtant un jour votre enfant peut mourir. Nadine Trintignant nous retrace son drame personnel par personnes interposées : Catherine Deneuve et Marcello Mastroianni. Sur F.r. 3 à 20 h 30.

*Cinq femmes, parmi celles qui travaillent la nuit, retiennent l'attention, **mardi 12 décembre** à 14 h 55, sur T.f. 1.*

Ne relâchez pas la vôtre sur Antenne 2 à 20 h 30, les enfants vous parlent. Parents accrochez-vous, Gabrielle Rolin vous y prépare page 32.

***Mercredi 13 décembre**, soyez philosophe. « Les Chemins de l'exil » ou les dernières années de Jean-Jacques Rousseau sur T.f. 1 à 20 h 30. Il fut le premier écologiste français pour la défense de la nature dans « l'Emile ».*

Ne laissez pas vos placards de cuisine et de salle de bains à la portée de vos enfants. Tel est l'avertissement donné par l'émission de Pierre Desgraupes à 22 h 30 sur Antenne 2.

***Jeudi 14 décembre**, Jean-Jacques Rousseau termine ses « Confessions » à 20 h 30 sur T.f.1.*

Enfin, l'événement de la semaine : « Nina », le dernier film de Vincente Minnelli sur F.r. 3 à 20 h 30. Trois vedettes se partagent la tête de liste du générique, Liza Minnelli, Ingrid Bergman et Charles Boyer, pour qui ce fut la dernière création.

La vérité sort de la bouche des enfants

Ils ne permettent à personne de dire que l'enfance est le plus bel âge de la vie, ces dix-douze ans interrogés par Pascale Breugnot pour Antenne 2

Voici ceux que l'on instruit, nourrit, dresse, sans les consulter, ceux que l'on cajole ou rudoie pour leur bien, ceux dont on ignore le regard critique, dont on rabroue les velléités de révolte. Voici nos héritiers qui se sont juste donné la peine de naître et qui prétendent nous juger ! On aura tout vu, c'est le monde à l'envers... Face à la caméra, huit enfants décernent bons et mauvais points aux auteurs de leurs jours (Antenne 2, le mardi 12 décembre, à 20 h 30).

EDITIONS DES ORGEVAUX

L'BESTIAU

de

Raymond Bussières

Textes choisis
Illustrés de 7 gravures sur lino
de l'auteur

* On y découvrira que Bubu écrivain a les mêmes préoccupations que Bubu acteur, le bonheur des hommes, le bonheur à la force du combat si nécessaire.

BULLETIN DE COMMANDE

L'exemplaire 45 F
(chèque bancaire ou postal)

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

A retourner à Editions des Orgevaux
66, avenue Jean-Jacques Rousseau
93190 Livry-Gargan.

Pour réaliser son émission, Pascale Breugnot en a interviewé plus de cinq cents, choisis dans des familles « normales », c'est-à-dire épargnées par les problèmes que posent le divorce et la misère. Il s'agit donc de gosses ayant, selon la formule, tout pour être heureux. Le sont-ils ? Pas plus que leurs parents, sans doute ; mais ils semblent, en général, plus lucides et plus raisonnables.

Oui, ces petites personnes en remontreraient à bien des grandes, pour le bon sens et la modération. Les rouspéteurs, les rebelles eux-mêmes exposent leurs griefs avec un fatalisme résigné, accordant aux accusés les circonstances atténuantes d'un âge qui les rend incapables de comprendre. « Devenir adulte, c'est perdre presque tout », constate mélancoliquement une petite fille blonde.

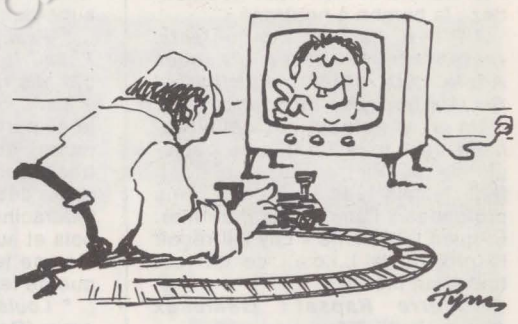
Conscients de baigner encore dans une sorte d'état de grâce, ils toisent l'avenir d'un œil méfiant. Ce qui les attend, ils en ont un modèle sous le nez, et ça ne les emballe pas. Non qu'ils n'aspirent à l'indépendance... Mais celle qu'on leur promet leur paraît si grave, si chargée de responsabilités, si menaçante parfois. « Prendre des initiatives ? Il y a beaucoup à perdre et pas grand-chose à gagner », soupire un écolier inquiet.

Un autre affirme allégrement : « Moi, je ne pense qu'à jouer. » A le voir courir les rues avec les copains, cheminer en équilibre sur les rampes des escaliers ou chasser le fauve dans les terrains vagues, qui n'éprouverait une invincible nostalgie ? Les joies, les émotions qu'il tire de son univers lui permettent d'affronter sereinement les réalités d'ici-bas. A l'en croire, sa mère « se fout pas mal » de lui. Il riposte en disparaissant. Demain, il sera motard et s'en ira plus loin, plus vite...

Il y a pis que l'indifférence maternelle ; il y a ce mélange d'angoisse et d'ambition qu'on a baptisé le stress. Pour « s'élever », les parents de Pascal sont prêts à tous les sacrifices. Ils quittent leur pavillon de banlieue dès l'aurore et ne rentrent qu'à la nuit tombée. « La semaine, on ne vit pas, disent-ils, on travaille. » Et leur fils ? « Pas de problème, on l'a dressé pour rester seul. » A son retour de l'école, il ferme les persiennes, verrouille la porte, se prépare un goûter qu'il grignote devant la télé. Pas question d'inviter un camarade. Avec tous ces vols, ces bagarres, ces prises d'otage, on ne peut se fier à personne. Barricadé dans son fortin, le gosse sue d'angoisse. Que voudrais-tu être plus tard ? lui demande-t-on. Sans hésiter, il répond : C.r.s. !

Aux antipodes, dans un faux village des environs de Paris, de vrais enfants s'épanouissent en toute liberté. Leurs parents leur ont accordé ce luxe inconcevable en ville : l'espace. Bicyclettes et skateboards défilent entre les villas Ile-de-France. « Ici on respire », déclarent les privilégiés qui les habitent. Mais cette solution « à l'américaine » convient mieux aux jeunes qu'aux aînés. On n'échappe à la solitude qu'en renonçant à l'intimité. La vie communautaire, les maisons ouvertes à tous fatiguent, à la longue, les plus de dix-huit ans.

S'il n'existe pas de formule idéale, la plupart des parents frappent par leur



abnégation et leur bonne volonté. Parfois, ils en « remettent », comme cette mère dévorée de scrupules qui suit des cours de psychologie à Vincennes. Agacé de la voir consulter manuels et spécialistes avant d'« engager le dialogue » ou d'« affronter le conflit », son fils Fanfan la rappelle à l'ordre : « Quand on fait des enfants, on doit pouvoir les élever soi-même. »

Trop de permissivité comme trop de rigueur suscitent l'insécurité. Allez en trouver le juste milieu ! C'est dans cet espoir que les parents ont accepté l'immixtion des caméras au sein de la sacro-sainte cellule familiale. « On a pensé que cette expérience l'aiderait à être plus expansif », nous confie un couple en butte au mutisme d'un petit garçon.

Leur courage (mais oui, il en fallait !) sera récompensé par les confidences que leur fils leur adressera sur l'écran. Car il est souvent plus facile de se livrer à des inconnus qu'à des proches pétris d'anxiété.

Et voici, pour la télévision, un nouveau rôle à remplir, quelque chose comme une « téléthérapie ». Se substituera-t-elle un jour aux « courriers du cœur » de la presse et de la radio ? Sa nature la dote d'un pouvoir infiniment plus efficace... et plus dangereux. On l'a vue créer l'événement, transformer les débats en psychodrames.

Le tact et l'adresse de Pascale Breugnot et de Bernard Bouthier leur permettent de débrider les plaies sans avoir l'air d'y toucher. Par son honnêteté même, leur enquête force l'espoir. Elle servira de thème à un débat auquel seuls les enfants participeront. Ecoutons-les !

GABRIELLE ROLIN

L'A.t.a.c. démissionne

Réuni le 27 novembre dernier, le conseil d'administration de l'Association technique pour l'action culturelle a pris connaissance d'une lettre émanant d'un service du ministère de la Culture et de la Communication : il y était écrit que le ministre a décidé de « fixer la subvention qui sera attribuée à l'A.t.a.c. pour l'année 1979 au même chiffre qu'en 1978 ».

L'A.t.a.c. regroupe cent quarante adhérents de tous les coins de France, tous directeurs d'établissements subventionnés : maisons de la culture, centres d'animations culturelles, théâtres nationaux, centres dramatiques et compagnies dramatiques. Compte tenu de l'érosion monétaire, la décision de Jean-Philippe Lecat revient à diminuer de 10 % les ressources de l'Association.

En réponse, le conseil d'administration de l'A.t.a.c., à l'unanimité de ses membres, a décidé de démissionner. Il a convoqué une assemblée générale de l'Association qui aura lieu le 18 décembre prochain au Théâtre de l'Est parisien.

Liberté pour Abdellatif Laabi

Abdellatif Laabi est un poète marocain bilingue. Jusqu'en 1972, il était directeur de deux revues de poésie marocaine, l'une en arabe, l'autre en français. Cette année-là, en compagnie d'autres intellectuels, il est arrêté, accusé d'« atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat » et condamné à dix ans de prison ferme. Depuis six ans, il croupit dans les geôles marocaines, traîné de prisons en hôpitaux, torturé parfois. Peu de gens s'en sont émus.

Pour briser ce silence, le Syndicat des écrivains de langue française vient de réclamer publiquement sa mise en liberté. Chacun peut appuyer individuellement cette initiative en écrivant soit au Self (c/o C.t.i., 1, rue de Courcelles, 75008 Paris), soit au Comité de soutien à Abdellatif Laabi (Inéditions Barbare, Maisonnette des Evaras, Pelleautier, 05000 Gap).

Du côté de Nogent

La new wave continue à Mogador, à Paris. Après Dury le 4 décembre dernier, c'est Bijou qui y donne un concert le 11. Le groupe new-yorkais Devo est également à Paris ces jours : à l'Empire, le 9 à 17 h 30, pour l'enregistrement de l'émission de télévision « Chorus ».

Mais l'événement de la période se passe du côté de Nogent : le rocker Peter Gabriel y donne trois concerts, au pavillon Baltard, les 8, 9 et 10 décembre.

changer la vie culturelle

Tel est prix...

Un grand prix de l'Académie du jazz, qui sera remis dimanche prochain à la Chapelle des Lombards, vient d'être décerné au trompettiste Joe Newman pour son double enregistrement « The Basie Days » (R.c.a. PM 42.389 et 399), tout juste paru en France. En compagnie du saxophoniste Al Cohn, qui vient de se rappeler à notre souvenir par un excellent album avec son compère le ténor Zoot Sims (PM 42.302), Newman caracole dans cette double session comme lorsqu'il le faisait dans le grand orchestre de Count, avec ici deux ou trois clins d'œil à Ellington.

Ce prix rend justice à un musicien que son élégance jamais tapageuse risquait de faire un peu oublier.

LE LIVRE DE LA SEMAINE



L'armée des ombres au féminin

« On ne dira jamais assez ce que la Résistance doit aux femmes ». C'est le R.P. Bruckberger, ancien résistant, dominicain proche des intégristes et pas particulièrement féministe qui rendit récemment à « Apostrophes » ce vibrant hommage aux héroïnes de l'ombre. Et pourtant que sait-on d'elles ? Ania Francos, journaliste et militante de la décolonisation vient de publier un livre (« Il était des femmes dans la Résistance », aux éditions Stock) qui répare en partie cet oubli révélateur. Oubli ? Oui quand on songe que deux femmes seulement ont été élevées au rang de Compagnons de la Libération. (Il est vrai qu'« elles n'ont pas été au feu »... comme dit un dignitaire de cet ordre.)

Et pourtant sans les Mounette, les Geneviève, les Marie-Jo, les Bertie que serait-il advenu d'un mouvement né dans la clandestinité et qui ne dut sa survie qu'à l'abnégation et au courage de ces fourmis patientes qui jour après jour ont su reconstituer des organisations démantelées ? Moins remarquées, moins connues, moins fichées que leurs camarades de combat ces jeunes filles et ces femmes ont été la pierre d'angle de la Résistance. C'est ainsi par exemple que le P.c. a pu mettre en place son appareil clandestin — complètement désorganisé par les arrestations massives — grâce à l'action de ses jeunes filles qui, fil à fil, ont recousu la tolle déchirée.

Ce livre très documenté, sérieux est aussi et surtout un long chant d'amour à ces femmes qui ont su dire non, en toute lucidité en prenant le risque de la torture et de la mort, alors que la majorité s'enfonçait dans la résignation.

Ania Francos, petite fille juive dont toute la famille mourut en déportation leur voue une tendresse et une gratitude infinies. Un livre partisan. Au beau sens que ce mot prend dans les périodes noires.

N.C.

Haut et court

Il ne reste plus que ce week-end aux amateurs de cinéma pour profiter de quelques-uns de la centaine d'inédits présentés à Lille par la région Nord - Pas-de-Calais dans son 7e Festival international du court métrage (animation, fiction) et du film documentaire.

Messiaen partout

Pour ses soixante-dix ans, Olivier Messiaen est à l'honneur. On l'interprète partout en France au cours du mois de décembre. On s'y réfère à tout propos. On l'enregistre. Rien qu'en disques récents, il convient de signaler « les Douze Poèmes de Cécile Sauvage » (Erato), composés sur des textes de la propre mère du compositeur, une version nouvelle de la « Turangagila Symphonie » (par le London Symphony Orchestra, direction André Prévin, deux disques EMI-VSM pour ceux qui aiment cette œuvre), un admirable coffret (six disques Calliope) consacré à l'œuvre d'orgue par Louis Thiry et la reprise d'une composition plus ancienne, « Quatuor pour la fin du temps » (un disque Arion, avec Régis Pasquier, Alain Meunier, Jacques Di Donato et Claude Lavoix).

Grand florilège de sons, auquel il manque sans doute un brin de pédagogie pour faire connaître Messiaen du nouveau public. Pourquoi la télévision, par exemple, n'a-t-elle pas programmé le film de Denise Tual, « Olivier Messiaen et les oiseaux », à défaut d'avoir conçu une émission digne de ce nom et populaire, et comment admettre qu'aucun ouvrage actuel ne soit paru sur le musicien (les entretiens avec Claude Samuel chez Pierre Belfond datent de 1967 et demeurent introuvables !).

CLAUDE GLAYMAN

Quant au Festival de dessin animé de l'A.d.a. de Grenoble, ceux qui, comme nous, ne se seront pas laissé décourager par la froideur fonctionnelle de la nouvelle cité Grand-Place n'ont pu que s'émerveiller : la qualité de programmes comme l'hommage à Norman MacLaren laisse bien augurer d'une sélection (jusqu'au 16 décembre) où brilleront particulièrement les longs métrages du Tchécoslovaque Trnka et des Chinois, ainsi que les films primés aux Festivals d'Ottawa et d'Annecy.

S. R.

« Le Chant general » de Pablo Neruda au théâtre Essaion-Valverde - 6, rue Pierre-au-Lard (angle 24, rue du Renard). Tél. : 278-46-42 ; fermé le dimanche et le lundi. Horaire : 20 h 30. Prix : 40 F. Groupe : 30 F. Etudiant : 25 F.

PETITES ANNONCES

Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.

Tarifs petites annonces		
	La ligne H.T.	*La ligne T.T.C.*
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	*22 F*	*25,87 F*
Demandes d'emploi	*12 F*	*14,11 F*
Immobilier	*18 F*	*21,17 F*
Divers	*18 F*	*21,17 F*

Demandes d'emploi

Couple 54 ans gardiens recherche gardiennage usine, connaissant traitement surface électrostatique.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

45 ans, directeur-gestionnaire de piscines (10 ans), maître E.P.S. délégué (10 ans), M.V.S. éducateur F.F.N., cherche emploi piscine ou service des sports.

Ecrire à Mach Jean, 13, avenue Gambetta, 41000 Blois.

n.r.s.

la nouvelle revue socialiste

Dans le numéro 35, vous trouverez :

• **Dossier :** la crise et le projet, Jacques Delors, Gabriel Gosselin

• **Débat :** Pouvoirs ? Catherine Lalumière, Jean-Pierre Worms

• **International :** Amérique centrale, Amérique latine

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à retourner à la N.R.S., 12 cité Malesherbes, 75009 PARIS)

Je souscris un abonnement (un an) :

de 95 F ..... (étudiant)

de 115 F ..... (normal)

de 160 F ..... (soutien)

Ci-joint un chèque de ..... F

Nom et prénom .....

Adresse .....

.....

.....

Architecte ayant dirigé bureau d'études dans ville socialiste recherche emploi similaire ou direction services techniques.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Comptable niveau D.E.C.S. maîtrise sciences économiques cherche emploi correspondant dans région Sud-Est.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Offres d'emploi

Commune de Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) recrute deux chauffeurs « transports en commun » temps complet, rémunération mensuelle brute : 2 843 F (plus éventuellement supplément pour charges de famille). Les candidats devront subir des tests psychotechniques.

Prière d'adresser les candidatures à M. le Maire, 77176 Savigny-le-Temple.

Ville en pleine expansion (prochainement 40 000 à 80 000 habitants), région parisienne, recrute par voie de mutation :
— 1 secrétaire général ;
— 1 secrétaire général adjoint.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Municipalité (30 000 habitants), région parisienne, recherche par voie de mutation 3 chefs de bureau (Personnel, Administration générale, Affaires sociales).

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Ville du Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis) recrute sous-bibliothécaire ayant C.a.f.b. pour section enfants. Adresser C.v. à M. le Sénateur-Maire, 93310 Le Pré-Saint-Gervais.

Ville de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) cherche directeur (trice) diplômé et économe colonie de vacances août 1979.

Ecrire Olpafed, mairie, 77190 Dammarie-les-Lys.

Centre de loisirs municipal de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) recherche animateurs diplômés ou stagiaires pour l'année scolaire 1978-1979.

Adresser toutes candidatures à M. le Maire, 92112 Clichy.

Divers

Philosophe devenu bureaucrate, 30 ans, éloigné épouse raisons professionnelles, voudrait échapper solitude à Paris, courant indifférent mais passion René Char.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Michel Lucarelli publie « Jours de vie - Poème » Editions du Temps parallèle. Envoi contre 20 F à Pierre Portejoie. Le Four, 13810 Eygalières.

repères

les cahiers du Ceres

13, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris

Au sommaire du n° 58 :

Brême, pavane pour un boa constrictor
Ceres : Vers le colloque d'Epinay
Prix du n° : 15 F

Abonnement annuel : 120 F (chômeurs, retraités, étudiants : 100 F). Chèque bancaire ou postal (trois volets).

Directeur du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 22 à 26 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN RESERVE AUX PETITES ANNONCES

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

..... **Tél. :** .....

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (40 signes par lignes blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif, en haut de page, et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

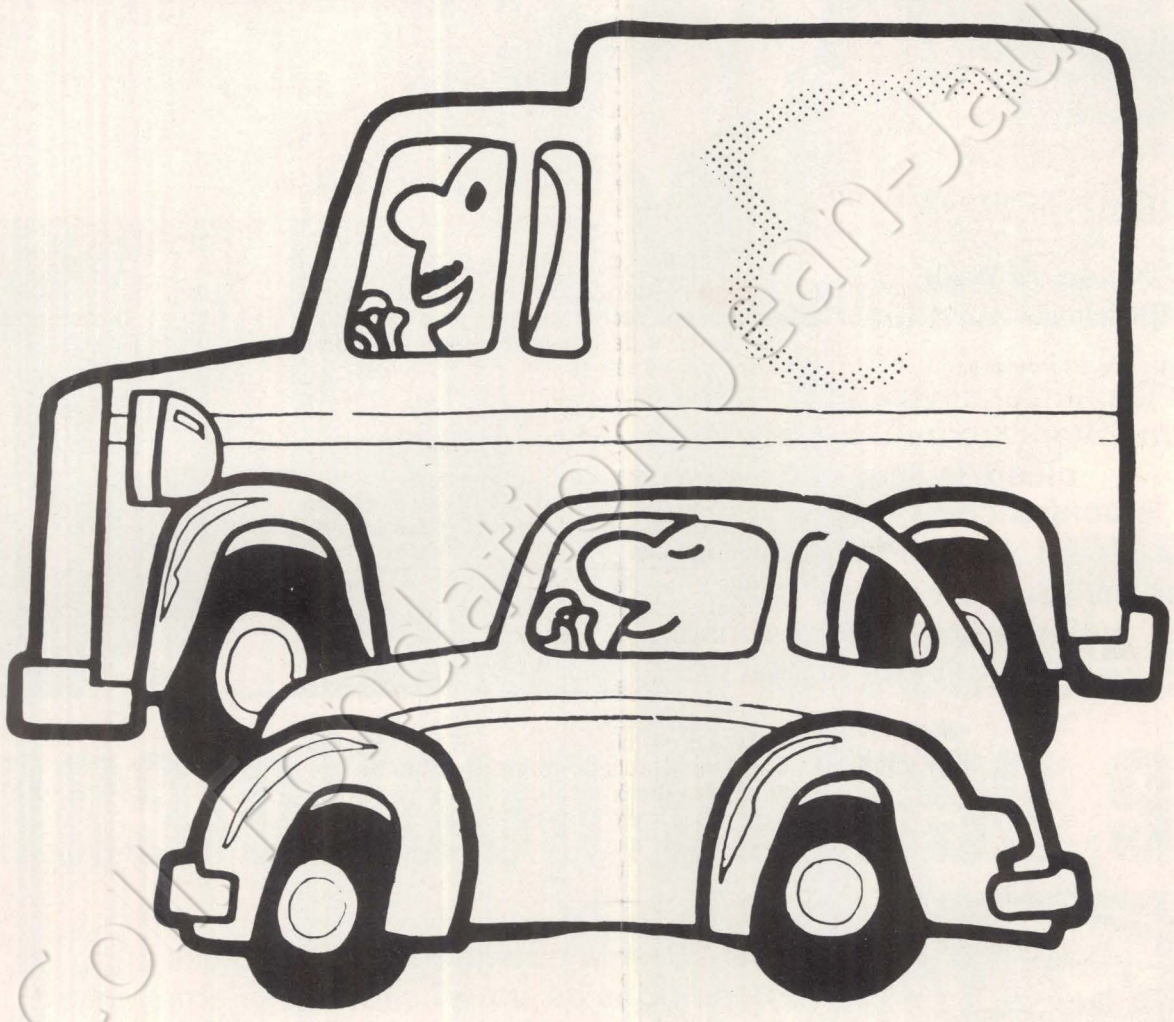
TEXTE DE L'ANNONCE : voir tarif ci-dessus

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

LOCATION DE VOITURES sans chauffeur

ESCOROUTE

11, rue Forest - Paris 18e



- **Location à la carte**
- **Forfait week end**
- **Forfait vacances**

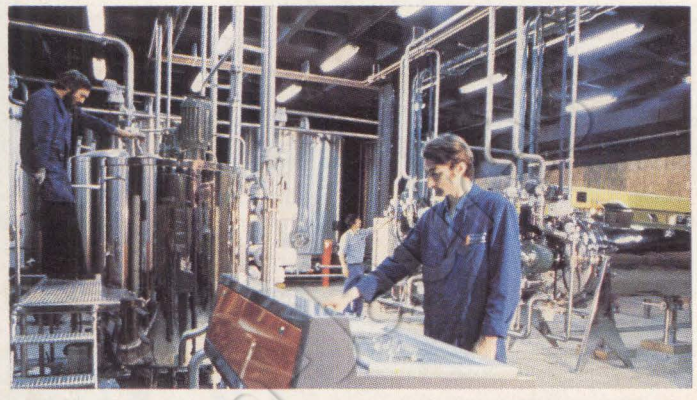
informez-vous
auprès de notre hôtesse
Mlle ANNICK
qui vous conseillera

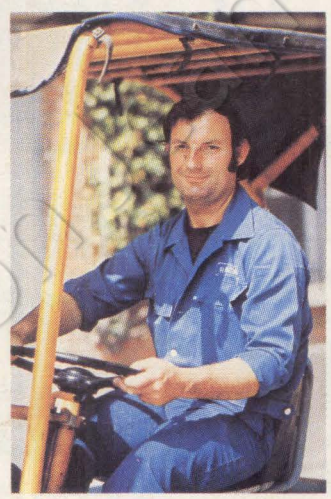
Tél. 387-55-79

Collection Jean-Jaurès

pour la SOCIÉTÉ RICARD la qualité...









La qualité est le premier devoir de l'entreprise.
Plus celle-ci est importante, connue et appréciée,
plus elle se doit de mériter
la confiance du consommateur.
Pour la société Ricard, la qualité c'est d'abord
la sélection des meilleures matières premières,
le perfectionnement constant
de l'outil de production...

une réalité quotidienne



... C'est aussi la qualité de la vie professionnelle,
des conditions de travail sans cesse améliorées.
C'est encore un climat de confiance et de concertation
qui favorise l'épanouissement de l'individu
dans une entreprise qui reste à l'échelle humaine...





... Ce patrimoine de qualité
est le seul secret de sa réussite.
C'est grâce à lui
que la société Ricard
peut engager sa signature.